



CHAPITRE 77

Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal

[Sanctionné le 22 décembre 1977]

ATTENDU qu'il est de l'intérêt de la Ville de Montréal et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, le chapitre 102 des lois de 1959/1960, telle que modifiée à ce jour, soit de nouveau modifiée;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Article premier

L'article 2 de la Charte de la Ville de Montréal (1959/1960, chapitre 102), modifié par l'article 2 du chapitre 71 des lois de 1964 et par l'article 1 du chapitre 76 des lois de 1972, est de nouveau modifié:

a) par l'insertion, après le paragraphe *q*, du suivant:

«*qq*) «police» ou «service de police»: le service de police de la Communauté urbaine de Montréal;»

«police»,
«service
de police»;

b) par l'addition du paragraphe suivant:

«*zz*) «titres de créance»: les bons, les «débentures», les obligations, les rentes inscrites, les billets ou les autres documents émis ou souscrits par la ville en reconnaissance de dette.»

«titres de
créance».

Art. 2

Les articles 13 à 20 et 25 à 30 de ladite charte sont abrogés.

1959/60,
c. 102,
aa. 13-20,
25-30, ab.

Art. 3

L'article 62 de ladite charte est remplacé par le suivant:

Id., a. 62,
remp.

Serment
du maire
et des
conseillers.

«**62.** Nul ne peut exercer les fonctions de maire ou de conseiller avant d'avoir prêté devant le greffier de la ville le serment d'allégeance à l'autorité constituée selon la loi, ainsi que le serment d'office suivant la formule 1.

Durée
d'office,
conseillers.

Le terme d'office des conseillers commence avec la prestation de ce serment et se termine à la date de l'élection tenue pour les remplacer.

Maire.

Celui du maire commence aussi avec la prestation de ce serment, mais n'expire que lors de la prestation du serment d'office de son successeur.

Défaut de
prêter
serment.

Le défaut du maire ou d'un conseiller de prêter le serment d'allégeance ainsi que son serment d'office dans les quinze jours de son élection conformément aux articles 68, 74 et 75, de l'avis public prévu à l'article 273, de la déclaration d'élection prévue à l'article 278, de la proclamation prévue aux articles 349 et 359 ou de la date du jugement mentionné au premier alinéa de l'article 450, rend sa charge vacante par la seule expiration du délai. Le greffier en avise le conseil à la première séance qui suit l'expiration du délai. »

Art. 4

1959/60,
c. 102,
a. 66, mod.

L'article 66 de ladite charte, modifiée par l'article 9 du chapitre 97 des lois de 1960/1961 et l'article 3 du chapitre 84 des lois de 1965 (1^{re} session), est de nouveau modifié par le remplacement des cinquième et sixième alinéas par le suivant:

Indemnité,
etc.

«Son indemnité est de vingt-six mille six cent soixante-sept dollars par année, plus une somme de treize mille trois cent trente-trois dollars annuellement pour frais de déplacement et autres dépenses comme membre du comité exécutif et comme maire.»

Art. 5

1959/60,
c. 102,
a. 66a, aj.

Ladite charte est modifiée par l'insertion, après l'article 66, du suivant:

Pension.

«**66a.** La ville paie à la personne qui a rempli la charge de maire de la Ville de Montréal pendant au moins quinze ans et qui a cessé de remplir cette charge, une pension annuelle, sa vie durant, de vingt-quatre mille dollars.

Incessibi-
lité et in-
saisissabi-
lité;
paiement.

Cette pension est incessible et insaisissable. Elle est payable à l'âge de soixante ans par versements égaux et consécutifs, le premier jour de chaque mois.

Contri-
bution.

À cette fin, le maire paie, sous forme de retenue sur son indemnité, à compter du 1^{er} janvier 1978, une contribution équivalente à 5½% de son indemnité.

Si le bénéficiaire de la pension décède avant d'avoir acquis droit à la pension ici prévue, ses contributions sont remises à ses héritiers par la ville, sans intérêt.

Si le bénéficiaire décède après avoir acquis droit à la pension, la ville paie à sa veuve, sa vie durant, une pension annuelle égale à 50% de la pension qu'il recevait ou à laquelle il aurait eu droit. La pension ainsi accordée est payable d'avance par versements mensuels et égaux, le premier de chaque mois, et elle est incessible et insaisissable.»

Art. 6

L'article 67, de ladite charte est modifiée par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**67.** Sauf dans le cas de l'article 72, si le maire omet, dans les quarante-huit heures après qu'ils lui sont présentés, de signer les règlements, contrats, résolutions, titres de créance ou autres documents qu'il doit signer en vertu de la présente charte, d'une loi générale ou spéciale, d'un règlement ou d'une résolution, ou s'il est incapable de les signer dans le même délai, le président du comité exécutif, sur certificat du greffier attestant ce fait, peut les signer à sa place avec le même effet.»

Art. 7

L'article 76 de ladite charte, modifié par l'article 10 du chapitre 97 des lois de 1960/1961, l'article 6 du chapitre 59 des lois de 1962, l'article 12 du chapitre 70 des lois de 1963 (1^{re} session), l'article 4 du chapitre 84 des lois de 1965 (1^{re} session) et l'article 4 du chapitre 96 des lois de 1971, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Chaque conseiller a droit à une indemnité de six mille six cent soixante-sept dollars par année, plus une somme de trois mille trois cent trente-trois dollars annuellement pour frais de déplacement et autres dépenses. Il est retranché de cette indemnité soixante dollars pour chaque jour où le conseil siège, si le conseiller n'assiste pas à la séance ou ne vote pas sur une question mise aux voix ce jour-là, à moins que son absence n'ait pour cause une mission officielle de la part de la ville ou une maladie attestée par certificat de médecin ou l'acquittement d'un devoir religieux d'obligation ou le décès d'un ascendant, d'un descendant, du conjoint, d'un frère ou d'une soeur.»;

b) par la suppression du troisième alinéa.

Art. 8

1959/60,
c. 102,
a. 77, mod.

L'article 77 de ladite charte, remplacé par l'article 2 du chapitre 76 des lois de 1972, est modifié par l'addition des alinéas suivants:

Augmen-
tation de
pension.

«La pension prévue au présent article est augmentée d'une somme de \$500 pour chaque année ou chaque partie d'année durant laquelle cette personne aura occupé la fonction de membre du comité exécutif mais elle est limitée en toute circonstance à \$5,000.

Disposition
applicable.

Le sixième alinéa s'applique à toute personne membre du conseil le 22 décembre 1977, ainsi qu'à toute personne qui était membre du conseil au 1^{er} janvier 1970 ou qui l'est devenue par la suite et qui n'est plus en fonction le 22 décembre 1977. Dans ce dernier cas, la pension augmentée n'est payable qu'à compter de cette date.

Païement.

La pension prévue au présent article est également payable à compter du 22 décembre 1977 à toute personne qui a cessé d'être membre du conseil au cours de l'année 1970 après avoir complété trois termes réguliers.»

Art. 9

1959/60,
c. 102,
a. 79, mod.

L'article 79 de ladite charte, modifié par l'article 10 du chapitre 1 des lois de 1960 (1^{re} session) et par l'article 7 du chapitre 59 des lois de 1962, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Motion du
maire, etc.

«**79.** À l'assemblée du conseil tenue en vertu de l'article 112, le maire peut soumettre à l'approbation du conseil une première motion relative à la nomination des six membres du comité exécutif. Si cette motion qui ne peut être amendée n'est pas adoptée, le conseil, de sa propre initiative, procède alors à la nomination et à l'élection des six membres du comité exécutif selon la procédure indiquée ci-après.»

Art. 10

1959/60,
c. 102,
a. 85,
remp.

L'article 85 de ladite charte, modifié par l'article 12 du chapitre 97 des lois de 1960/1961 et l'article 5 du chapitre 84 des lois de 1965 (1^{re} session), est remplacé par le suivant:

Indemnité,
etc., des
membres
du comité
exécutif.

«**85.** Le président du comité exécutif reçoit une indemnité annuelle de dix-sept mille trois cent trente-trois dollars, plus une somme de huit mille six cent soixante-sept dollars annuellement pour frais de déplacement et autres dépenses, le vice-président du comité exécutif reçoit une indemnité annuelle de quatorze mille six

cent soixante-sept dollars plus une somme de sept mille trois cent trente-trois dollars annuellement pour frais de déplacement et autres dépenses, et chacun des autres membres du comité, une indemnité annuelle de neuf mille trois cent trente-trois dollars, plus une somme de quatre mille six cent soixante-sept dollars annuellement pour frais de déplacement et autres dépenses.

La ville paie à la personne qui a rempli la charge de président du comité exécutif de la Ville de Montréal pendant au moins huit ans et qui a cessé de remplir cette charge, une pension annuelle, sa vie durant, de dix-huit mille dollars. Pension au président.

Cette pension est incessible et insaisissable. Elle est payable à l'âge de soixante ans par versements égaux et consécutifs, le premier jour de chaque mois. Incessibilité et insaisissabilité; paiement.

À cette fin, le président du comité exécutif paie, sous forme de retenue sur son indemnité, à compter du 1^{er} janvier 1978, une contribution équivalente à 5½% de son indemnité. Contribution.

Si le bénéficiaire de la pension décède avant d'avoir acquis droit à la pension ici prévue, ses contributions sont remises à ses héritiers par la ville, sans intérêt. Décès avant d'avoir droit à la pension.

Si le bénéficiaire décède après avoir acquis droit à la pension, la ville paie à sa veuve, sa vie durant, une pension annuelle égale à 50% de la pension qu'il recevait ou à laquelle il aurait eu droit. La pension ainsi accordée est payable d'avance par versements mensuels et égaux, le premier de chaque mois, et elle est incessible et insaisissable. Décès après avoir acquis droit à la pension.

Art. 11

L'article 90 de ladite charte, remplacé par l'article 3 du chapitre 86 des lois de 1966/1967, est de nouveau remplacé par le suivant: 1959/60, c. 102, a. 90, remp.

«**90.** Toute matière qui est de la juridiction du conseil doit, sauf prescription contraire, être soumise au comité exécutif pour qu'il lui fasse rapport à ce sujet; le comité exécutif doit faire rapport à l'assemblée du conseil immédiatement après l'expiration d'un délai de soixante jours de la date de l'assemblée à laquelle une résolution lui soumettant une matière a été adoptée.» Rapport du comité exécutif au conseil.

Art. 12

Les articles 91 à 95 de ladite charte sont abrogés.

1959/60, c. 102, aa. 91-95, ab.

Art. 13

1959/60,
c. 102,
a. 99,
remp.

L'article 99 de ladite charte, remplacé par l'article 9 du chapitre 96 des lois de 1971, est de nouveau remplacé par le suivant:

Contrats
de moins
de \$10,000.

«99. Le comité exécutif octroie sans l'approbation du conseil les contrats qui entraînent une dépense n'excédant pas dix mille dollars.

Acquisition
d'immeu-
bles.

Cependant, lorsque le conseil a décrété l'acquisition de gré à gré ou par expropriation d'un immeuble et que des crédits sont disponibles à cette fin, le comité exécutif peut acquérir cet immeuble de gré à gré pour une somme n'excédant pas les crédits votés à cette fin par le conseil, y compris les dommages, le cas échéant.»

Art. 14

1959/60,
c. 102,
a. 106,
mod.

L'article 106 de ladite charte, modifié par l'article 15 du chapitre 70 des lois de 1963 (1^{re} session) et par l'article 10 du chapitre 96 des lois de 1971, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement du paragraphe *j* par le suivant:

«*j*) approuver tout acte de correction de la description d'un immeuble dont la propriété ou la possession est acquise ou aliénée par la ville;»;

b) par le remplacement du premier alinéa du paragraphe *o* par le suivant:

«*o*) suspendre l'émission des permis de construction, de réparation, d'agrandissement ou d'occupation de bâtiments et des permis d'occupation de terrains, situés dans un secteur qui fait l'objet d'un projet de règlement de zonage; toutefois, s'il s'agit d'un projet d'amendement à un règlement de zonage ou de construction, la suspension ci-dessus décrite peut se limiter aux permis dont l'émission est prohibée par l'effet de l'amendement. La suspension persiste jusqu'à l'adoption, le rejet ou le retrait du projet de règlement, pourvu que le projet ait été soumis au conseil dans les quatre-vingt-dix jours de la résolution du comité exécutif décrétant la suspension et que la durée totale de la suspension n'excède pas cent quatre-vingts jours.»;

c) par le remplacement du paragraphe *q* par les suivants:

«*q*) vendre, sur rapport du directeur du service intéressé, quant à leur valeur, tous biens meubles corporels appartenant à la ville et dont la valeur n'excède pas dix mille dollars;

«*r*) décréter l'imposition de réserves pour fins publiques; après l'adoption de ce décret, le comité exécutif doit le soumettre au conseil pour approbation à la première assemblée qui suit le sixantième jour de son adoption.»

Art. 15

L'article 107 de ladite charte, remplacé par l'article 11 du 1959/60, c. 102, a. 107, remp. chapitre 52 des lois de 1976, est de nouveau remplacé par le suivant:

« **107.** 1. Le comité exécutif ne peut adjuger aucun contrat comportant une dépense supérieure à \$10,000 pour l'exécution de Soumis- travaux, la fourniture de matériel ou de matériaux ou la fourniture sions pour de services autres que des services professionnels, sans avoir au contrats préalable demandé des soumissions publiques. Le conseil peut, excédant toutefois, par règlement, autoriser le comité exécutif à adjuger \$10,000 et sans soumission des contrats pour le montant indiqué au règle- autorisa- ment, pourvu que ce montant n'excède pas \$20,000. tion pour contrats n'excédant pas \$20,000.

Aux fins du présent paragraphe, un contrat pour la fourniture Interpré- de matériel s'entend aussi de tout contrat de location d'équipement tation. assorti d'une option d'achat.

2. Chaque fois que, selon le présent article, des soumissions Modalités publiques sont requises, ces soumissions ne seront demandées et des sou- les contrats qui peuvent en découler ne seront adjugés que suivant missions et l'une ou l'autre des bases suivantes: de l'adju- dication.

a) à prix forfaitaire;

b) à prix unitaire.

3. Les formalités relatives aux soumissions sont déterminées Forma- par le comité exécutif sous réserve des dispositions qui suivent. lités.

4. Au moins huit jours doivent s'écouler entre la publication Délai de la demande de soumissions et la date de leur ouverture. minimum.

5. Les soumissions sont ouvertes en public en présence d'au Ouvertures moins deux témoins, aux date, heure et lieu mentionnés dans la des sou- demande. Tout soumissionnaire peut assister à l'ouverture des missions. soumissions. Les noms des soumissionnaires et leur prix respectif doivent être déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions.

6. Le comité exécutif ne peut, sans l'autorisation préalable du Adjudica- ministre des affaires municipales, adjuger le contrat à une per- tion au plus sonne autre que celle qui a fait, dans le délai fixé, la soumission la bas soumis- plus basse. sionnaire.

7. Toutefois, si pour satisfaire aux conditions d'octroi d'une Adjudica- subvention gouvernementale, il est nécessaire que le contrat soit tion à une accordé à une personne autre que celle qui a fait, dans le délai fixé, personne la soumission la plus basse, le comité exécutif peut, sans l'autorisa- autre que tion du ministre, accorder le contrat à la personne dont la soumis- le plus bas sion est la plus basse parmi celles qui satisfont à ces conditions, si soumis- cette soumission a été faite dans le délai fixé. sionnaire.

Inhabilité
et respon-
sabilité
person-
nelle.

8. Peut être déclaré inhabile à exercer une charge municipale pendant deux ans et tenu personnellement responsable envers la municipalité de toute perte ou dommage subi par elle, le membre du comité exécutif qui, sciemment, par son vote ou autrement, autorise ou effectue:

a) l'adjudication ou la passation sans soumissions publiques d'un contrat assujetti à cette formalité en vertu du paragraphe 1;

b) l'adjudication ou la passation d'un contrat à l'encontre des prescriptions du paragraphe 6, sous réserve du paragraphe 7.

Respon-
sabilité
solidaire.

La responsabilité prévue au premier alinéa du présent paragraphe est solidaire et elle s'applique à tout fonctionnaire de la ville qui, sciemment, est partie à l'acte illégal.

Poursuites.

La poursuite en déclaration d'inhabilité s'exerce conformément aux articles 838 à 843 du Code de procédure civile; celle en réparation de perte ou de dommage, par action ordinaire. Tout contribuable peut exercer ces recours.»

Art. 16

1959/60,
c. 102,
a. 107a,
aj.

Ladite charte est modifiée par l'insertion, après l'article 107, du suivant:

Demande
de sou-
missions
pour
contrats de
plus de
\$5,000 et
de moins de
\$10,000.

«**107a.** L'adjudication de tout contrat pour l'exécution de travaux ou la fourniture de matériel ou de matériaux ou pour la fourniture de services autres que des services professionnels, et comportant une dépense excédant \$5,000 mais inférieure à celle requérant la formalité des soumissions publiques, doit être précédée d'une demande de soumissions faite par voie d'invitation auprès d'au moins deux entrepreneurs ou, selon le cas, deux fournisseurs.

Interpré-
tation.

Aux fins du présent article, un contrat pour la fourniture de matériel s'entend aussi de tout contrat de location d'équipement assorti d'une option d'achat.»

Art. 17

1959/60,
c. 102,
a. 108, ab.

L'article 108 de ladite charte, modifié par l'article 5 du chapitre 86 des lois de 1966/1967, est abrogé.

Art. 18

Id., a. 109,
remp.

L'article 109 de ladite charte, remplacé par l'article 12 du chapitre 52 des lois de 1976, est de nouveau remplacé par le suivant:

« **109.** Dans un cas de force majeure de nature à mettre en danger la vie ou la santé de la population ou à détériorer sérieusement les équipements municipaux, le maire ou le président du comité exécutif peut décréter toute dépense qu'il juge nécessaire et octroyer tout contrat nécessaire pour remédier à la situation. »

Pouvoir du
maire ou du
président
du comité
exécutif de
décréter
toute
dépense
nécessaire.
Rapport au
comité
exécutif.

Dans ce cas, le maire ou le président du comité exécutif doit faire un rapport motivé au comité exécutif dès la première assemblée qui suit. Ce rapport est déposé au conseil à sa prochaine assemblée.»

Art. 19

L'article 112 de ladite charte, remplacé par l'article 16 du chapitre 97 des lois de 1960/1961, est de nouveau remplacé par le suivant:

1959/60,
c. 102,
a. 112,
ramp.

« **112.** Après chaque élection générale, le greffier doit convoquer une assemblée spéciale du conseil, pour une date comprise dans les trente jours qui suivent l'élection, dont l'objet exclusif est de procéder aux nominations et élections prévues à l'article 79 et au choix du maire suppléant conformément à l'article 59, et de remplir, le cas échéant, les vacances visées par l'article 74. »

Assemblée
spéciale.

Art. 20

L'article 113 de ladite charte est remplacé par le suivant:

1959/60,
c. 102,
a. 113,
ramp.

« **113.** Sous réserve des articles 68 et 114 et du paragraphe c de l'article 69, toute assemblée spéciale autre que celle qui est prévue à l'article 112, ne peut être convoquée qu'à la demande du comité exécutif. »

Assemblée
spéciale.

Art. 21

L'article 115 de ladite charte, remplacé par l'article 17 du chapitre 97 des lois de 1960/1961, est de nouveau remplacé par le suivant:

1959/60,
c. 102,
a. 115,
ramp.

« **115.** Les assemblées régulières du conseil ont lieu dix fois par année. La date de chacune de ces assemblées est fixée par le comité exécutif et l'avis de convocation doit mentionner qu'il s'agit d'une assemblée régulière. »

Assem-
blées
régulières.

Art. 22

L'article 118 de ladite charte est remplacé par le suivant:

1959/60,
c. 102,
a. 118,
ramp.

Ajourne-
ment d'une
affaire.

« **118.** Une affaire inscrite à l'ordre du jour peut être ajournée à l'assemblée régulière suivante du conseil. »

Art. 23

1959/60,
c. 102,
a. 119,
mod.

L'article 119 de ladite charte est modifiée par la suppression, à la deuxième ligne du premier alinéa, des mot et chiffre «et 146».

Art. 24

Id., a. 121,
rempl.

L'article 121 de ladite charte, remplacé par l'article 7 du chapitre 86 des lois de 1966/1967, est de nouveau remplacé par le suivant:

Affaires
prises en
considé-
ration.

« **121.** À toute assemblée du conseil ne peuvent être prises en considération que les affaires décrites dans l'avis de convocation, sauf avec le consentement du maire et de tous les membres présents du conseil.

Avis
permis.

Cependant, un conseiller peut toujours déposer un avis de motion, soit sur la table du conseil en séance, soit au bureau du greffier, hors séance. Le comité exécutif doit inscrire à l'ordre du jour de la prochaine assemblée du conseil tout avis de motion ainsi reçu plus de huit jours avant la date de l'avis de convocation de telle assemblée.»

Art. 25

1959/60,
c. 102,
a. 122,
rempl.

L'article 122 de ladite charte est remplacé par le suivant:

Le maire
préside les
assem-
blées du
conseil.

« **122.** Le maire préside toutes les assemblées du conseil, sauf lorsqu'il désire participer au débat, auquel cas il est remplacé par le maire suppléant ou un autre conseiller désigné par le conseil.

Vote.

Le maire ou tout conseiller qui préside une assemblée du conseil ne peut, lorsqu'il préside, voter qu'en cas d'égalité des voix; il peut autrement voter lorsqu'il ne préside pas, sous réserve des dispositions de la présente charte.»

Art. 26

1959/60,
c. 102,
a. 123,
mod.

L'article 123 de ladite charte est modifié par le retranchement du deuxième alinéa.

Art. 27

Id., a. 125,
rempl.

L'article 125 de ladite charte, modifié par l'article 17 du chapitre 1 des lois de 1960 (1^{re} session), est remplacé par le suivant:

« **125.** Aux assemblées du conseil, la majorité des membres présents décide des questions et matières qui y sont soumises, nonobstant toute loi générale ou spéciale, les dispositions de la présente charte, toute règle ou tout règlement du conseil, sous réserve des dispositions du présent article. La majorité, aux fins du présent article, signifie le plus grand nombre de voix concordantes. »

Décisions à la majorité des membres présents.

Les dispositions du présent article n'affectent pas les matières visées aux articles 72, 121, 133 et 138 de la présente charte. »

Restriction.

Art. 28

L'article 132 de ladite charte est remplacé par le suivant:

1959/60, c. 102, a. 132, remp. Services.

« **132.** Les services de la ville sont:

le service du secrétariat administratif,
le service du contentieux,
le service du secrétariat municipal,
le service des finances,
le service des travaux publics,
le service d'incendie,
le service de l'habitation et de l'urbanisme,
le service des affaires sociales,
le service de l'approvisionnement,
le service de la voie publique,
le service des parcs,
le service de la circulation,
le service des permis et inspections,
le service du personnel,
le service des immeubles,
le service des relations publiques,
le service des sports et loisirs.

Pour des fins administratives, le bureau du vérificateur, la commission des services électriques et la commission de la fonction publique sont considérés comme des services et le vérificateur de la ville, le président de la commission des services électriques ainsi que le président de la commission de la fonction publique prennent rang parmi les directeurs de services de la ville.

Idem.

Le conseil peut, par règlement, sur rapport du comité exécutif, décréter la fusion ou l'abolition de ces services et en créer de nouveaux, sauf qu'il ne peut fusionner ni abolir le bureau du vérificateur. »

Fusion ou abolition.

Art. 29

1959/60,
c. 102,
a. 133,
mod.

L'article 133 de ladite charte, modifié par l'article 18 du chapitre 97 des lois de 1960/1961, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Suspension
ou
destitu-
tion.

«La Loi de la destitution d'officiers municipaux (Statuts refondus, 1964, chapitre 196) ne s'applique pas au vérificateur de la ville. Ce dernier ne peut être suspendu ou destitué que par résolution du conseil adoptée par le vote des deux tiers de ses membres, sur rapport du comité exécutif approuvé par le vote des deux tiers de ses membres.»

Art. 30

1959/60,
c. 102,
aa. 149-
157, ab.

Les articles 149 à 157 de ladite charte sont abrogés.

Art. 31

Id., a. 159,
mod.

L'article 159 de ladite charte est modifié:

- a) par le retranchement du deuxième alinéa;
- b) par le remplacement, à la troisième ligne du troisième alinéa, du mot «fonds» par le mot «crédits»;
- c) par le remplacement, à la première ligne du dernier alinéa, des mots «Néanmoins, les» par le mot «Les».

Art. 32

Id.,
aa. 162-
169, ab.

Les articles 162 à 169 de ladite charte sont abrogés.

Art. 33

Id., a. 173,
remp.

L'article 173 de ladite charte, remplacé par l'article 12 du chapitre 59 des lois de 1962, est de nouveau remplacé par le suivant:

Indem-
nités, etc.,
aux em-
ployés
devenus
incapables.

«**173.** Nonobstant toute disposition inconciliable d'une loi générale ou spéciale, le conseil peut, sur la recommandation du comité exécutif, accorder des indemnités, annuités ou gratifications à des employés de la ville devenus incapables de remplir efficacement leurs fonctions.

Pension.

Lorsque le secrétaire administratif, le vérificateur, le président de la commission de la fonction publique ou un directeur de service a été à l'emploi de la ville durant au moins vingt-cinq ans,

la ville peut verser à la caisse de retraite à laquelle il participe, au lieu de telles indemnités, annuités ou gratifications, sa part de la somme capitale nécessaire pour lui permettre d'obtenir immédiatement la pension à laquelle il aurait eu droit une fois parvenu à la limite d'âge ou après le nombre d'années prévu dans son cas pour mise à la retraite.»

Art. 34

L'article 175 de ladite charte est abrogé.

1959/60,
c. 102,
a. 175, ab.

Art. 35

L'article 195 de ladite charte, remplacé par l'article 22 du chapitre 97 des lois de 1960/1961, est modifié: Id., a. 195,
mod.

a) par le remplacement du troisième alinéa du paragraphe 1 par le suivant:

«Les membres du conseil des arts doivent être citoyens canadiens et domiciliés dans l'une des municipalités comprises dans sa juridiction. Leurs services sont gratuits; ils sont nommés par le conseil sur rapport du comité exécutif. Le conseil peut rejeter ce rapport, mais non l'amender.»; Qualités,
etc.

b) par le remplacement du quatrième alinéa du paragraphe 2 par le suivant:

«L'exercice financier du conseil des arts coïncide avec celui de la ville. Le vérificateur de la ville vérifie les états financiers dudit conseil et en fait rapport, par écrit et dans le délai prescrit à l'article 730, au conseil de la ville et aux conseils des municipalités qui ont adhéré au conseil des arts.» Exercice
financier,
etc.

Art. 36

L'article 197 de ladite charte, remplacé par l'article 3 du chapitre 70 des lois de 1970, est de nouveau remplacé par le suivant: 1959/60,
c. 102,
a. 197,
remp.

«**197.** Tout électeur qui est une personne physique et est domicilié dans la ville depuis au moins vingt-quatre mois avant la date de la mise en candidature ou de sa nomination, selon le cas, peut être mis en candidature et élu ou nommé maire.» Personnes
éligibles
à la charge
de maire.

Art. 37

L'article 198 de ladite charte, modifié par l'article 20 du chapitre 1 des lois de 1960, par l'article 4 du chapitre 70 des lois de 1970 1959/60,
c. 102,
a. 198,
mod.

et par l'article 17 du chapitre 96 des lois de 1971, est de nouveau modifié par le remplacement du dernier alinéa par le suivant:

Déchéance. «Tout conseiller qui est en défaut d'assister à trois assemblées régulières consécutives du conseil, sauf en cas de maladie attestée par certificat de médecin, est déchu de sa charge.»

Art. 38

1959/60,
c. 102,
a. 263,
remp.

L'article 263 de ladite charte est remplacé par le suivant:

Certificat
du direc-
teur des
finances.

«**263.** Il doit être produit avec chaque bulletin de présentation un certificat du directeur des finances de la ville établissant que le candidat a déposé la somme de deux cents dollars requise par la charte entre les mains du directeur des finances. Le bulletin de présentation doit aussi être accompagné de la déclaration solennelle contenue dans la formule 16 ou, suivant le cas, dans la formule 17.»

Art. 39

1959/60,
c. 102,
a. 378, ab.

L'article 378 de ladite charte, modifié par l'article 54 du chapitre 77 des lois de 1973, est abrogé.

Art. 40

Id., a. 451,
remp.

L'article 451 de ladite charte est remplacé par le suivant:

Procédure
pour
adoption
de ré-
glements.

«**451.** Sous réserve de l'article 454, un règlement adopté en vertu de la présente charte est valide dès qu'il est édicté par le conseil, signé par le maire, ou par la personne autorisée en vertu de l'article 67, et par le greffier, revêtu du sceau de la ville et promulgué par un avis public.»

Art. 41

1959/60,
c. 102,
a. 451a, aj.

Ladite charte est modifiée par l'insertion, après l'article 451, du suivant:

Procédure
pour
adoption de
règlements
de zonage.

«**451a.** S'il s'agit d'un règlement de zonage, ou de la modification ou de l'abrogation d'un tel règlement, la présentation du projet doit se faire comme suit:

Première
assemblée.

1. Lors de la première assemblée:

a) le greffier donne lecture du titre du projet et il est fait motion pour sa lecture et son étude; le conseil étudie le projet, article par article, et il en est alors saisi définitivement;

b) un amendement peut être proposé, par voie de motion, s'il est appuyé d'un rapport du comité exécutif; cet amendement est alors réuni au projet principal inscrit en première étude;

c) après étude du projet, un conseiller peut donner avis qu'à l'assemblée prévue au paragraphe 2, il proposera, par voie de motion, un amendement dont il formule la substance dans cet avis; le greffier transmet sans délai le texte de l'avis au secrétaire administratif.

2. Le greffier doit inscrire le projet pour deuxième étude à l'ordre du jour de la première assemblée du conseil tenue après l'expiration d'un délai de trente jours de la première étude. Deuxième étude.

3. Lors de la deuxième assemblée:

a) une motion dont avis a été donné conformément au sous-paragraphe c du paragraphe 1, ou une motion appuyée d'un rapport du comité exécutif, peut être proposée pour lecture et première étude de l'amendement et de son adoption ou de son rejet; si l'amendement est adopté, le greffier doit l'inscrire pour deuxième étude à l'ordre du jour de la première assemblée du conseil tenue après l'expiration d'un délai de trente jours de la première étude; Deuxième assemblée.

b) un conseiller peut donner avis qu'à la première assemblée du conseil tenue après l'expiration d'un délai de trente jours de la première étude, il proposera, par voie de motion, un amendement dont il formule la substance dans cet avis; le greffier transmet sans délai le texte de l'avis au secrétaire administratif;

c) le conseil procède à une deuxième étude du projet principal et à son adoption ou son rejet, à moins qu'il ne soit reporté ou retiré.

4. Une motion dont avis a été donné conformément au sous-paragraphe b du paragraphe 3 peut, à l'assemblée prévue à ce paragraphe, être proposée pour lecture et première étude de l'amendement et de son adoption ou de son rejet; si l'amendement est adopté, le greffier doit l'inscrire pour deuxième étude à l'ordre du jour de la première assemblée du conseil tenue après l'expiration d'un délai de trente jours de la première étude. Motion.

5. Le sous-paragraphe c du paragraphe 3 s'applique à un amendement inscrit pour deuxième étude. Disposition applicable.

Les assemblées du conseil tenues en vertu de l'article 68, du paragraphe c de l'article 69 et des articles 112 et 114 sont exclues de l'application du présent article. Restriction.

Art. 42

L'article 453 de ladite charte est abrogé.

1959/60,
c. 102,
a. 453, ab.

Art. 43

1959/60,
c. 102,
a. 456,
rempl.
Garde des
règle-
ments.

L'article 456 de ladite charte est remplacé par le suivant:

«**456.** Le greffier a la garde des règlements de la ville; il les conserve avec soin dans un registre tenu à cette fin.»

Art. 44

1959/60,
c. 102,
a. 464a,
rempl.

L'article 464a de ladite charte, édicté par l'article 19 du chapitre 96 des lois de 1971, est remplacé par le suivant:

Infraction
et peine
pour
démolition.

«**464a.** Dans le cas d'un règlement relatif à la démolition, ou à la dégradation des bâtiments, ou au bruit, le conseil peut prescrire, comme pénalité pour une première infraction, une amende minimum d'au plus mille dollars et une amende maximum d'au plus dix mille dollars avec ou sans frais, ou une peine d'emprisonnement d'un maximum de trois mois ou les deux peines à la fois, et, pour toute infraction commise dans un délai de douze mois de la précédente, une amende minimum d'au plus deux mille dollars et une amende maximum d'au plus vingt mille dollars ou une peine d'emprisonnement minimum d'un mois et d'un maximum de six mois ou les deux peines à la fois.

Emprison-
nement.

Le conseil peut également prescrire qu'une peine de prison pour une période au moins égale à la peine minimum d'emprisonnement prévue à l'alinéa précédent peut être imposée à défaut du paiement de l'amende qui y est prévue.»

Art. 45

1959/60,
c. 102,
a. 520,
mod.

L'article 520 de ladite charte, modifié par l'article 26 du chapitre 97 des lois de 1960/1961, par l'article 8 du chapitre 71 des lois de 1964, par l'article 21 du chapitre 84 des lois de 1965 (1^{re} session), par l'article 5 du chapitre 90 des lois de 1968, par l'article 4 du chapitre 91 des lois de 1969, par l'article 205 du chapitre 19 des lois de 1971, par l'article 20 du chapitre 96 des lois de 1971 et par l'article 57 du chapitre 77 des lois de 1973, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement, à la neuvième ligne du paragraphe 4°, des mots «au bureau de santé» par les mots «auprès du directeur du service des affaires sociales»;

b) par le remplacement, aux quatrième et cinquième lignes du paragraphe 19°, des mots «la Loi des véhicules automobiles» par les mots «le Code de la route (Statuts refondus, 1964, chapitre 231)»;

c) par le remplacement du paragraphe 27° par le suivant:

«27° Sous réserve des dispositions d'un règlement édicté en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux, établir des normes relatives à l'aménagement physique des garderies et autres lieux de séjour, régler la conduite, les qualifications et les devoirs du personnel ainsi que l'ameublement, la lingerie, les soins généraux, l'alimentation et les conditions d'hygiène dans ces établissements; obliger les personnes responsables de ces établissements à tenir des registres et à faire rapport de leurs activités au directeur du service des affaires sociales;»;

d) par le remplacement des paragraphes 52° et 53° par les suivants:

«52° Défendre d'acheter d'un non-commerçant des outils d'ouvrier, des bicyclettes, des pièces ou accessoires de bicyclettes, des tuyaux ou d'autres matériaux d'occasion en métal entrant dans la construction des bâtiments, à moins que le vendeur ne fournisse à l'acquéreur un certificat du directeur du service de police établissant que ces objets lui appartiennent, et prescrire le délai durant lequel ce certificat doit être gardé par l'acquéreur;

«53° Obliger les marchands de bicyclettes à tenir des registres de leurs opérations d'achat et vente, et prescrire des exigences relatives à la tenue de ces registres, à leur communication ou à la délivrance d'extraits de ces registres au service de police;»;

e) par le remplacement, à la quatrième ligne du paragraphe 81°, des mots «de santé» par les mots «de la voie publique».

Art. 46

L'article 521 de ladite charte, modifié par l'article 148 du chapitre 55 des lois de 1972, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement du paragraphe 8° par le suivant:

«8° Accorder des permis et imposer aux commissaires-priseurs, prêteurs sur gages, trafiquants d'effets d'occasion et marchands de bric-à-brac des exigences visant, notamment, la tenue de registres relatifs à leurs opérations, la communication de ces registres, la délivrance, dans certains délais et selon certaines formules, d'extraits de tels registres, le contenu de ces extraits et la conservation des articles faisant l'objet de ces opérations;»;

b) par le remplacement, aux première et deuxième lignes du paragraphe 21°, des mots «cochers de place» par les mots «propriétaires et aux conducteurs de véhicules hippomobiles»;

c) par le remplacement du paragraphe 22° par le suivant:

«22° Autoriser et régler l'octroi de permis aux charretiers et aux propriétaires ou aux conducteurs de véhicules hippomobiles et, sans égard au lieu de leur résidence, aux propriétaires de voitures utilisées dans la ville pour la livraison de denrées ou de mar-

chandises de quelque nature que ce soit; régler la gouverne et la discipline des conducteurs de véhicules hippomobiles et fixer les prix de leurs services; punir les passagers de ces voitures qui refusent de payer les prix exigibles; régler l'entretien et l'usage des véhicules hippomobiles;»;

d) par le remplacement du paragraphe 35° par le suivant:

Lave-
autos.

«35° Réglementer les jours et les heures d'ouverture et de fermeture des établissements ou parties d'établissements servant de lave-autos.»

Art. 47

1959/60,
c. 102,
a. 522,
mod.

L'article 522 de ladite charte, modifié par l'article 27 du chapitre 97 des lois de 1960/1961, par l'article 54 du chapitre 59 des lois de 1962, par l'article 19 du chapitre 70 des lois de 1963 (1^{re} session), par l'article 9 du chapitre 71 des lois de 1964 et par l'article 23 du chapitre 86 des lois de 1966/1967, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement du paragraphe 5° par le suivant:

Largeur de
certaines
rues;

«5° Sur recommandation du service de l'habitation et de l'urbanisme et du comité exécutif, ouvrir, prolonger, élargir des rues de moins de soixante-six pieds de largeur et en ratifier l'existence dans des cas spéciaux nonobstant toutes dispositions législatives à ce contraire, sous réserve des dispositions de l'article 36;»;

b) par le remplacement des paragraphes 11° et 12° par les suivants:

Excava-
tions, etc.

«11° En vue d'assurer la conservation du domaine public et la protection des ouvrages d'utilité publique ainsi que la sécurité du public, stipuler des exigences relatives aux différents types d'excavations et d'ouvertures pratiquées dans le domaine public; régler la construction, l'usage et l'entretien des égouts, tunnels, drains et autres ouvrages souterrains, ainsi que l'installation de bouches d'accès.

Condition
préalable.

Prescrire, comme condition préalable au droit d'excaver, l'obtention d'une autorisation auprès du service chargé de l'application du règlement, et les formalités à remplir lors de la demande d'autorisation; permettre, dans les cas d'urgence qu'il peut prévoir, qu'une telle autorisation soit demandée après le commencement des travaux d'excavation, dans un délai qu'il détermine.

Correc-
tions.

Dans les cas où les ouvertures ne sont pas pratiquées conformément aux exigences du règlement, décréter que la ville peut, aux frais des contrevenants, effectuer les corrections nécessaires de façon à rendre les ouvertures conformes, ou remplir les ouvertures et remettre les lieux en état.

Dépôt pour
frais de
répara-
tions;

Exiger, au moment de la demande d'autorisation et pour la garantie de tous frais encourus par elle lors des travaux qu'elle

effectue en vue de remplir une ouverture non conforme, de la corriger ou de remettre les lieux en état, et lors de travaux accessoires rendus nécessaires pour réparer les dommages causés au domaine public par suite d'une excavation conforme ou non conforme, le dépôt d'une somme suffisante sous la forme et suivant un tarif qu'elle prévoit;

«12° De la manière et dans les limites prévues au paragraphe 11° à l'égard des excavations dans le domaine public, établir des règles concernant les excavations dans le domaine privé;» Excavations dans le domaine privé;

c) par le remplacement du paragraphe 26° par le suivant:

«26° Régler l'allure, la vitesse et le stationnement des chevaux et des véhicules hippomobiles; distinguer différents types de véhicules hippomobiles, désigner, à l'égard de ces véhicules, des aires à l'intérieur desquelles ils peuvent circuler, prescrire les jours, le nombre d'heures par jour, les heures de la journée et les périodes de l'année durant lesquels ils peuvent opérer, prescrire des circuits, des escales, des lieux de stationnement et, dans certains cas, le retour obligatoire au point de départ, des lieux de remisage ou de garage, et établir des normes obligatoires de sécurité et d'hygiène relativement aux véhicules, à leur équipement et aux chevaux;» Vitesse des chevaux, etc.;

d) par le remplacement du paragraphe 32° par le suivant:

«32° Régler ou interdire les jeux et amusements sur les trottoirs et dans les rues, ruelles ou places publiques; régler l'usage des bicyclettes et autres véhicules; décréter l'aménagement des voies ou des pistes cyclables dans toute rue, ruelle ou place publique et en régler la construction et l'usage; aux fins de la circulation sur les pistes cyclables, édicter, sujet à l'approbation du ministre des transports, des règles particulières aux cyclistes et aux bicyclettes par dérogation aux dispositions du Code de la route (Statuts refondus, 1964, chapitre 231) sur le virage aux intersections;» Jeux sur trottoirs, etc.;

Art. 48

L'article 524 de ladite charte, modifié par l'article 55 du chapitre 59 des lois de 1962, par l'article 20 du chapitre 70 des lois de 1963 (1^{re} session), par l'article 24 du chapitre 86 des lois de 1966/1967, par l'article 7 du chapitre 90 des lois de 1968, par l'article 1 du chapitre 91 des lois de 1968, par l'article 21 du chapitre 96 des lois de 1971, par l'article 4 du chapitre 76 des lois de 1972 et par l'article 58 du chapitre 77 des lois de 1973, est de nouveau modifié:

a) par l'addition, au sous-paragraphe b du paragraphe 2°, de l'alinéa suivant:

«Une occupation non conforme aux règlements de zonage peut subsister tant que les droits acquis à cette occupation ne sont pas Occupation non conforme aux règlements de zonage.

abandonnés; la cessation des activités pour une période de six mois constitue une présomption d'abandon des droits acquis à l'occupation.»;

b) par l'addition, après le sous-paragraphe *d* du paragraphe 2°, du sous-paragraphe suivant:

Permis
pour
garderies.

«*dd*) Nonobstant toute réglementation de zonage et aux conditions qu'il impose, permettre l'octroi de permis pour l'utilisation de terrains ou la construction, la modification et l'occupation de bâtiments pour fins de garderies;»;

c) par le retranchement du paragraphe 3°*a*;

d) par l'addition du paragraphe suivant:

Bâtiments
résiden-
tiels.

«18° *a*) Définir ce qui constitue un bâtiment résidentiel aux fins du présent paragraphe;

b) Statuer sur l'examen de toute demande de démolition d'un bâtiment résidentiel afin de déterminer s'il doit être conservé ou s'il peut être démolé, en totalité ou en partie, eu égard à l'état de sa structure, au coût de sa restauration, à son emplacement, à ses caractéristiques architecturales ou au fait qu'il forme partie d'un ensemble; dans le cas où une démolition est autorisée, exiger le dépôt au préalable d'un plan de réutilisation du sol et, suivant qu'il le juge opportun dans chaque cas, l'aménagement au même endroit ou dans tout secteur où l'habitation est permise, de logements dont il détermine le nombre et la superficie; fixer les modalités de démolition et de reconstruction et exiger qu'une garantie soit fournie pour assurer le respect des conditions d'une autorisation de démolir; obliger toute personne qui participe à une démolition illégale à reconstituer le bâtiment ou la partie de bâtiment ainsi démolé; déléguer au comité exécutif l'exercice de ces pouvoirs;

c) Prescrire que ces conditions s'appliquent à tout bâtiment résidentiel dont la démolition s'impose conformément aux règlements adoptés en vertu du paragraphe 37° de l'article 520 ou du paragraphe 8° de l'article 524;

d) Prévoir un appel auprès d'une commission d'arbitrage formée de la manière prévue au paragraphe 7° de l'article 525, de toute décision rendue en vertu des sous-paragraphe *b* et *c*;

e) Imposer, à titre de sanction, qu'une garantie fournie en vertu du sous-paragraphe *b* ait été réalisée ou non, une taxe additionnelle n'excédant pas 25% de la valeur de tout terrain dont le propriétaire est en défaut de rencontrer les exigences prescrites pour la reconstruction d'un nouveau bâtiment; décréter que le directeur des finances est autorisé à modifier, à compter du défaut et pour chaque année qu'il subsiste, le rôle de perception des taxes foncières pour indiquer le montant correspondant à cette taxe additionnelle qui devient exigible trente jours après l'envoi du compte; cette taxe est recouvrable de la même façon que les taxes foncières.»

Art. 49

L'article 524a de ladite charte, édicté par l'article 8 du chapitre 90 des lois de 1968, est abrogé.

1959/60,
c. 102,
a. 524a, ab.

Art. 50

L'intitulé de la section 6 du chapitre II du titre IX de ladite charte est remplacé par le suivant:

Id., int. de
sec. 6 de
chap. II du
tit. IX,
remp.

«ÉTABLISSEMENTS INSALUBRES, DANGEREUX OU DÉLABRÉS».

Art. 51

L'article 525 de ladite charte, modifié par l'article 25 du chapitre 86 des lois de 1966/1967, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 7° par le suivant:

Id., a. 525,
mod.

«7° Déterminer les conditions d'occupation, d'entretien et de conservation des bâtiments, en distinguer les catégories et les définir; exiger dans les cas de vétusté, de délabrement ou de détérioration, dus au défaut d'entretien, à un usage abusif ou à des manœuvres de dégradation, des travaux de réfection, de réparation et d'entretien; instituer la procédure en vertu de laquelle la personne dont l'immeuble n'est pas conforme aux règlements est avisée des travaux à exécuter; fixer les délais où cette personne peut en appeler à une commission d'arbitrage, former une ou plusieurs telles commissions et établir sa ou leur juridiction; permettre au comité exécutif de payer des honoraires à ses membres; donner à ces commissions juridiction pour confirmer, modifier ou infirmer la décision du directeur du service qui a signifié un avis de défaut de se conformer aux règlements; décréter que ces travaux sont à la charge de la personne nommée dans l'avis nonobstant les dispositions du paragraphe 2°b de l'article 524; dans le cas où le propriétaire de l'immeuble refuse d'exécuter les travaux, décréter que la ville peut les exécuter et en recouvrer le coût et si nécessaire utiliser les pouvoirs du paragraphe 8° de l'article 524 relativement à l'enregistrement d'une charge privilégiée sur l'immeuble concerné;».

Bâtiments.

Art. 52

Ladite charte est modifiée par l'insertion, après l'article 525, du suivant:

1959/60,
c. 102,
a. 525a, aj.

«**525a.** Dans les cas prévus à un règlement édicté en application du paragraphe 8° de l'article 524 ou du paragraphe 7° de l'article 525, un juge de la Cour supérieure peut, sur requête de la

Évaluation.

ville, ordonner l'évacuation du bâtiment à démolir ou à remettre en état, dans le délai qu'il fixe et pour la période qu'il détermine, et ordonner au propriétaire de ce bâtiment de verser, dans le même délai, aux occupants visés par l'ordonnance d'évacuation, une indemnité de relocalisation, à défaut de quoi, après avis au propriétaire, la ville doit verser cette indemnité et la recouvrer du propriétaire, ce recouvrement étant garanti, après enregistrement, par une charge privilégiée sur l'immeuble où se trouve le bâtiment ainsi évacué, au même titre et selon le même rang qu'une taxe municipale.»

Art. 53

1959/60,
c. 102,
a. 528,
mod.

L'article 528 de ladite charte, modifié par l'article 56 du chapitre 59 des lois de 1962, par l'article 9 du chapitre 90 des lois de 1968, par l'article 1 du chapitre 92 des lois de 1968 et par l'article 22 du chapitre 96 des lois de 1971, est de nouveau modifié par la suppression, aux première et deuxième lignes du paragraphe 6°, des mots «Par le vote de la majorité de tous ses membres,».

Art. 54

Id., a. 551,
remp.

L'article 551 de ladite charte est remplacé par le suivant:

Loyer
recouvrable
par
privilège.

«**551.** Le loyer fixé en vertu du paragraphe 13° de l'article 522 est recouvrable par privilège sur les immeubles pour l'utilité desquels l'occupation du domaine public a été permise; ce privilège est conservé sans enregistrement au même rang que celui dont jouissent les autres taxes municipales sous l'empire du Code civil.

Disposi-
tions ap-
plicables.

Les dispositions de la présente charte relatives à la perception des taxes foncières s'appliquent à la perception de ce loyer.

Loyer du
gouv. du
Canada.

Si ce loyer est exigible du gouvernement du Canada, il peut être capitalisé et commué par entente entre ce dernier et la ville. Les ententes de cette nature conclues avant le 5 mars 1915 sont ratifiées et validées.»

Art. 55

1959/60,
c. 102,
a. 557,
remp.
Circulation
et station-
nement.

L'article 557 de ladite charte est remplacé par le suivant:

«**557.** Nonobstant toute disposition législative inconciliable, la ville peut, par résolution du comité exécutif, décréter la circulation dans un seul sens dans ses rues et ruelles et interdire le stationnement des automobiles aux endroits qu'elle détermine.

Le conseil peut, pour chaque violation de cette résolution, ^{Peine.} imposer la peine prévue à l'article 462, laquelle devient applicable dès que les enseignes indicatrices sont installées aux endroits appropriés.

Nonobstant toute disposition législative inconciliable, la ville ^{Camions.} peut, par résolution du comité exécutif, interdire aux camions l'usage des rues et des ruelles ou de toute partie des rues et des ruelles de la ville, et, pour chaque violation de cette résolution, le conseil peut imposer la peine prévue à l'article 462.»

Art. 56

L'article 561 de ladite charte est modifié par la suppression, ^{1959/60,} aux dix-septième et dix-huitième lignes, des mots «voté par les ^{c. 102,} deux tiers des membres présents». ^{a. 561,}
^{mod.}

Art. 57

L'article 563 de ladite charte, remplacé par l'article 28 du ^{Id., a. 563,} chapitre 97 des lois de 1960/1961 et modifié par l'article 57 du ^{mod.} chapitre 59 des lois de 1962, par l'article 11 du chapitre 71 des lois de 1964, par l'article 10 du chapitre 90 des lois de 1968, par l'article 5 du chapitre 91 des lois de 1969 et par l'article 23 du chapitre 96 des lois de 1971, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**563.** Le territoire compris dans les limites lisérées en rouge ^{Parc} sur le plan M-355 St-Antoine dressé par le service des travaux ^{Mont-} publics de la ville en date du 2 juin 1975 est réservé pour constituer ^{Royal.} un parc public sous le nom de Parc Mont-Royal.»

Art. 58

L'article 573 de ladite charte est modifié par le remplacement ^{1959/60,} du deuxième alinéa par le suivant: ^{c. 102,}

«Les traitements des membres de la commission sont fixés ^{a. 573,} par résolution du comité exécutif.» ^{mod.}
^{Traite-}
^{ments.}

Art. 59

L'article 595 de ladite charte, remplacé par l'article 59 du ^{1959/60,} chapitre 77 des lois de 1973, est de nouveau remplacé par le sui- ^{c. 102,}
^{a. 595,}
^{remp.} vant:

Sommes
appliquées
au fonds de
retraite.

«**595.** Les redevances annuelles exigibles des usagers de ces conduits souterrains comprennent en outre une somme qui peut être appliquée au fonds de retraite que la commission est autorisée à établir et dont elle doit préparer les règlements; ceux-ci entrent en vigueur et sont exécutoires à compter de leur approbation, avec ou sans modification, par la Régie des services publics. Les employés de la commission bénéficient de ce fonds de retraite et doivent y contribuer.»

Art. 60

1959/60,
c. 102,
a. 606,
mod.

L'article 606 de ladite charte est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Émission
de titres
de créance
pour
établir
fonds.

«**606.** La ville peut autoriser l'émission de titres de créance, en la manière prévue par l'article 750, afin d'obtenir les fonds nécessaires pour les indemnités d'expropriation et pour la construction, l'organisation, l'administration et l'entretien de son système de conduits souterrains.»

Art. 61

1959/60,
c. 102,
a. 610b,
remp.

L'article 610b de ladite charte, édicté par l'article 21 du chapitre 70 des lois de 1963 (1^{re} session), est remplacé par le suivant:

Cession de
terrains
pour parcs,
etc.

«**610b.** Le conseil peut, par règlement, autoriser le comité exécutif à exiger comme condition préalable à l'approbation d'un plan de subdivision, que des rues y soient prévues ou non, que le propriétaire cède à la ville, pour fins de parcs ou de terrains de jeux, une superficie de terrain n'excédant pas dix pour cent du terrain compris dans le plan et situé en un lieu qui, de l'avis du comité exécutif, convient pour l'établissement de parcs ou de terrains de jeux, ou exiger du propriétaire, au lieu de cette superficie de terrain, le paiement d'une somme n'excédant pas dix pour cent de la valeur réelle du terrain compris dans le plan, nonobstant l'application de l'article 21 de la Loi sur l'évaluation foncière (1971, chapitre 50). Le produit de ce paiement doit être versé dans un fonds spécial qui ne peut servir qu'à l'achat de terrains destinés à l'établissement ou à l'aménagement de parcs et de terrains de jeux et les terrains cédés à la ville en vertu du présent article ne peuvent être utilisés que pour des parcs ou des terrains de jeux. La ville peut toutefois disposer, à titre onéreux, des terrains qu'elle a acquis en vertu du présent article s'ils ne sont plus requis pour fins d'établissement de parcs ou de terrains de jeux, et le produit doit en être versé dans ledit fonds spécial.»

Art. 62

L'article 612a de ladite charte, édicté par l'article 7 du chapitre 76 des lois de 1972, est modifié par le remplacement des premier et deuxième alinéas par les suivants:

1959/60,
c. 102,
a. 612a,
mod.

«**612a.** Le conseil peut, par règlement, approuver un plan de construction ou d'occupation d'un ou de plusieurs bâtiments ou autres ouvrages au-dessous, au-dessus ou sur une étendue de terrain, en faveur de toute personne dont le titre comporte le droit de les y construire ou occuper, pourvu que ce terrain ait une superficie continue d'au moins huit mille mètres carrés (8 000 m²); cette dernière condition ne s'applique pas dans le cas d'un projet de maisons d'enseignement, d'hôpitaux ou d'édifices de l'administration publique ou des services publics, de bâtiments résidentiels en vertu d'un programme municipal ou gouvernemental d'habitation, d'immeubles classés biens culturels ou situés en tout ou en partie dans l'aire de protection d'un tel bien.

Règlement
d'approba-
tion de
plan, etc.,
de
bâtiments,
etc.

Un règlement d'approbation d'un tel plan peut soumettre cette approbation à toute condition dérogatoire à un règlement municipal.»

Déro-
gation.

Art. 63

L'article 619 de ladite charte, remplacé par l'article 31 du chapitre 86 des lois de 1966/1967 et modifié par l'article 29 du chapitre 96 des lois de 1971, est de nouveau remplacé par le suivant:

1959/60,
c. 102,
a. 619,
rempl.

«**619.** Le directeur des finances ajoute au rôle de perception des taxes le nom omis de tout occupant d'un local avant l'entrée en vigueur du rôle et celui de tout nouvel occupant après l'entrée en vigueur. Le montant de la taxe est dans les deux cas proportionnel à la durée de l'occupation au cours de l'exercice financier, tel qu'elle apparaît au certificat du commissaire à l'évaluation. Le même calcul détermine la taxe de l'occupant d'un local inscrit au rôle au début de l'exercice financier qui quitte les lieux avant l'entrée en vigueur, et le directeur des finances corrige le rôle de perception conformément à la période d'occupation indiquée au certificat du commissaire à l'évaluation.»

Responsa-
bilité pour
taxe de
l'eau.

Art. 64

L'article 621 de ladite charte, modifié par l'article 32 du chapitre 86 des lois de 1966/1967, par l'article 12 du chapitre 90 des lois de 1968, par l'article 30 du chapitre 96 des lois de 1971 et par

1959/60,
c. 102,
a. 621,
mod.

l'article 61 du chapitre 77 des lois de 1973, est de nouveau modifié par le remplacement des premier et deuxième alinéas par les suivants:

Taxes des
personnes
changeant
de local.

«**621.** Lorsqu'au cours de l'exercice, une personne assujettie au paiement d'une taxe d'eau ou de services, en vertu du rôle de perception des taxes, quitte un local pour en occuper un autre, elle ne peut être tenue de payer une seconde taxe d'eau ou de services par suite de l'occupation de ce dernier, à moins que la valeur locative n'en soit plus élevée que celle du précédent; dans ce cas, cette personne doit payer la taxe sur la différence entre la valeur locative annuelle estimée des deux locaux, à compter de la date de l'occupation du nouveau local jusqu'à la fin de l'exercice conformément au certificat du commissaire à l'évaluation, lequel est réputé faire partie de ce rôle.

Idem.

Cependant, si elle quitte un local après l'entrée en vigueur du rôle et n'a pas cédé ses droits aux termes de l'article 620, ou n'est pas dans le cas prévu au premier alinéa du présent article, elle a droit à un remboursement ou crédit, selon le cas, à compter de la date d'évacuation des lieux cotisés jusqu'à la fin de l'exercice financier en cours. Le directeur des finances détermine les modifications qui s'imposent au rôle de perception des taxes personnelles, conformément au certificat du commissaire à l'évaluation.»

Art. 65

1959/60,
c. 102,
a. 627, ab.

L'article 627 de ladite charte est abrogé.

Art. 66

Id., a. 628,
rempl.;
a. 628a,
aj.

L'article 628 de ladite charte, remplacé par l'article 8 du chapitre 76 des lois de 1972, modifié par l'article 162 du chapitre 49 des lois de 1972, par l'article 4 du chapitre 76 des lois de 1973 et par l'article 62 du chapitre 77 des lois de 1973, est remplacé par les suivants:

Détermi-
nation du
prix de
l'eau.

«**628.** Nonobstant tout règlement, contrat, résolution ou loi inconciliable avec le présent article, la ville peut, avant le 1^{er} mars de chaque année, s'entendre avec chacune des cités et villes de Westmount, Côte Saint-Luc, Outremont et Saint-Pierre pour déterminer le prix de la fourniture de l'eau dans le territoire de ces cités et villes; à défaut d'accord, ce prix est déterminé par la Commission municipale du Québec avant le 1^{er} avril suivant.

Prix de la
taxe de
l'eau.

Chacune de ces cités et villes peut, par résolution de son conseil, opter, pour l'avenir, de payer directement à la ville, le 1^{er} février de chaque exercice financier de cette dernière, le prix de la

fourniture de l'eau dans son territoire, y compris l'eau mesurée par compteur à des usagers. Une telle option doit être faite et signifiée à la ville le ou avant le 1^{er} novembre précédant le début d'un tel exercice pour pouvoir s'y appliquer et ne peut par la suite être modifiée sans le consentement exprès de la ville.

Chacune de ces cités et villes qui opte, conformément au deuxième alinéa, de payer directement à la ville, pour l'avenir, le prix de la fourniture de l'eau dans son territoire, est autorisée à facturer aux usagers du service d'aqueduc dans son territoire le prix de l'eau à eux livrée, mesurée par compteur ou non, au tarif fixé par son conseil lors de l'adoption de son budget annuel, ce tarif pouvant être basé soit sur la valeur locative apparaissant au rôle de valeur locative, soit sur la valeur réelle apparaissant au rôle d'évaluation, soit, dans le cas d'un bâtiment muni d'un compteur réglementaire, sur la quantité d'eau consommée; le revenu provenant de ce tarif peut être différent du prix de la fourniture de l'eau payable à la ville, à la discrétion du conseil de chacune de ces cités et villes. Autorisation pour tarif.

Au surplus, les conditions régissant la fourniture de l'eau par la ville dans son territoire doivent être les mêmes pour la cité de Westmount et la ville d'Outremont. Conditions.

Sous tous autres rapports, les contrats existants, eu égard à la ville d'Outremont et à la cité de Westmount, à la date du 11 avril 1935, continuent d'être en vigueur sauf que la ville est exemptée de payer à cette ville et à cette cité quelque somme que ce soit à raison de ces contrats. Contrats continués.

Sous réserve du premier alinéa, le contrat intervenu entre la ville et la cité de Côte Saint-Luc en vertu du chapitre 103 des lois de 1952/1953 continue d'être en vigueur mais la ville doit installer, dans un délai fixé par la Commission municipale du Québec, des compteurs permettant de mesurer la quantité d'eau livrée dans le territoire de la cité de Côte Saint-Luc. Idem.

À la suite de l'installation de ces compteurs, le prix de l'eau dans le territoire de la cité de Côte Saint-Luc peut être basé sur la quantité d'eau livrée ou sur les critères prévus à l'article 3 du chapitre 103 des lois de 1952/1953. Base du prix de l'eau.

«**628a.** Sous réserve de l'article 628, la ville peut imposer et percevoir chaque année une taxe pour la fourniture de l'eau dans Ville Saint-Pierre et les règlements de la ville concernant l'aqueduc et l'imposition et la perception de la taxe d'eau s'appliquent au territoire de Ville Saint-Pierre, dès leur adoption. Règlements applicables à Ville Saint-Pierre.»

La juridiction de la Cour municipale est, pour cette fin, étendue au territoire de Ville Saint-Pierre. Juridiction de la Cour municipale.

Art. 67

1959/60,
c. 102,
a. 629, ab.

L'article 629 de ladite charte est abrogé.

Art. 68

Id., a. 639,
mod.

L'article 639 de ladite charte, remplacé par l'article 63 du chapitre 77 des lois de 1973, est de nouveau modifié par le remplacement des paragraphes 2 et 3 par les suivants:

Égouts.

«2. La ville peut, lorsqu'elle estime que la santé publique l'exige,

a) ordonner la construction d'égouts dans toute rue privée et en répartir le coût entre les propriétaires riverains, comme s'il s'agissait d'une rue publique;

b) ordonner la construction d'égouts dans toute rue projetée et non encore livrée à la circulation publique et en répartir le coût entre les propriétaires, de la même manière que s'il s'agissait d'une rue ouverte au public.

«égout».

«3. Pour les fins du présent article et des articles 640, 641, 642 et 643, le mot «égout» ne comprend pas les égouts collecteurs et les tributaires et le mot «rue» comprend les rues, ruelles privées, publiques ou rendues publiques, places publiques, existantes ou projetées.»

Art. 69

1959/60,
c. 102,
a. 640,
remp.

L'article 640 de ladite charte, remplacé par l'article 64 du chapitre 77 des lois de 1973, est de nouveau remplacé par le suivant:

Paiement
du coût.

«**640.** La ville peut répartir entre les propriétaires riverains le coût de construction des égouts qu'elle est tenue de construire. Lorsque le coût de construction des égouts est mis à la charge des propriétaires riverains, il est réparti dans la proportion du nombre de pieds de front de leurs immeubles respectifs, selon le taux uniforme déterminé de la manière prévue à l'article 642.

Part de la
ville.

La ville paie, conformément à l'article 693, la part du coût de construction d'un égout qui n'est pas mise à la charge des propriétaires riverains.»

Art. 70

1959/60,
c. 102,
a. 640a, ab.

L'article 640a de ladite charte, édicté par l'article 64 du chapitre 77 des lois de 1973, est abrogé.

Art. 71

L'article 641 de ladite charte, remplacé par l'article 65 du 1959/60, chapitre 77 des lois de 1973, est de nouveau remplacé par les suivants: c. 102, a. 641, remp.; aa. 642, 643, aj.

«**641.** Dans le cas d'un lot dont le front et l'arrière sont en bordure d'un égout, le comité exécutif est autorisé à imposer sur le front le plein montant de la taxe d'égout; quant à l'arrière, s'il n'est pas raccordé à l'égout qui s'y trouve, le coût de ce dernier est payable suivant les dispositions de l'article 693. Imposition de la taxe d'égout.

«**642.** Par règlement adopté dans le cours du mois de mars de chaque année sur le rapport du comité exécutif, et conformément au coût moyen obtenu de la manière indiquée à l'article 643, le conseil détermine le taux uniforme au pied linéaire auquel le coût des égouts est mis à la charge des propriétaires riverains en application de l'article 640. Taux uniforme.

Ce coût est payable au comptant ou en dix versements annuels. Paiement.

«**643.** Le directeur du service des travaux publics doit, avant le 1^{er} mars de chaque année, fournir au comité exécutif les renseignements suivants: Renseignements à fournir.

1. Le coût total des égouts dont la construction a été acceptée définitivement ou provisoirement au cours d'une période de trois années consécutives se terminant le 30 octobre précédent;

2. La longueur en pieds de tous les terrains en bordure des rues ou parties de rues où ces égouts ont été construits et qu'ils sont destinés à desservir;

3. Le coût moyen au pied linéaire obtenu en divisant le coût total mentionné au paragraphe 1 par la mesure de longueur établie au paragraphe 2.»

Art. 72

L'article 650 de ladite charte est remplacé par le suivant:

«**650.** L'exercice financier de la ville commence le 1^{er} mai et se termine le 30 avril suivant; toutes les taxes sont imposées et perçues pour chaque exercice, sauf la taxe scolaire, qui est perçue pour l'année scolaire du 1^{er} juillet au 30 juin suivant. La ville peut, par règlement, fixer la date d'exigibilité de ces taxes.» 1959/60, c. 102, a. 650, remp. Exercice financier.

Art. 73

1959/60,
c. 102,
a. 661,
mod.

L'article 661 de ladite charte, modifié par l'article 34 du chapitre 97 des lois de 1960/1961, est de nouveau modifié par le remplacement, aux deuxième et troisième lignes du premier alinéa, des mots «maintenir l'équilibre entre le revenu et les» par les mots «y prévoir des revenus au moins égaux aux».

Art. 74

Id., a. 664,
mod.

L'article 664 de ladite charte est modifié par le remplacement du paragraphe *d* par le suivant:

«*d*) aux dépenses imprévues d'administration que le comité exécutif peut autoriser suivant les circonstances et dont le total ne doit pas dépasser dix pour cent dudit «Crédit pour dépenses contingentes» sans l'assentiment du conseil.»

Art. 75

Id., a. 673,
mod.

L'article 673 de ladite charte est modifié:

a) par la suppression, aux troisième et quatrième lignes, des mots «par le vote des deux tiers des membres présents»;

b) par la suppression, aux cinquième et sixième lignes, des mots «par le même vote».

Art. 76

Id.,
a. 674a,
mod.

L'article 674a de ladite charte, édicté par l'article 7 du chapitre 91 des lois de 1969, est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

Délai de
paiement.

«Sous réserve des dispositions de la loi, des règlements, ordonnances, contrats et ententes qui peuvent fixer à une autre date l'exigibilité de sommes dues à la ville, toutes sommes dues à la ville sont payables et exigibles trente jours après l'envoi du compte de la ville.»

Art. 77

1959/60,
c. 102,
a. 691, ab.

L'article 691 de ladite charte est abrogé.

Art. 78

Id., a. 692,
remp.

L'article 692 de ladite charte, remplacé par l'article 40 du chapitre 97 des lois de 1960/1961, est de nouveau remplacé par le suivant:

«**692.** La part des propriétaires dans le coût des expropriations et de la construction de pavages et trottoirs permanents, égouts et autres améliorations est financée à même les emprunts contractés pour les fins de l'article 690, lesquels sont remboursés au moyen de répartitions payées à ce fonds.»

Financement des parts des propriétaires.

Art. 79

L'article 693 de ladite charte, remplacé par l'article 41 du chapitre 97 des lois de 1960/1961, est de nouveau remplacé par le suivant:

1959/60, c. 102, a. 693, remp.

«**693.** La part de la ville dans le coût des expropriations et de la construction des pavages et trottoirs permanents, égouts et autres améliorations est financée

Financement de la part de la ville.

a) à même les crédits votés dans le budget de l'exercice au cours duquel l'amélioration est autorisée; ou

b) à même les emprunts contractés pour les fins de l'article 690.

Dans ce dernier cas, cette part est remboursée au terme que fixe le conseil sur rapport du comité exécutif. Ce terme ne doit pas cependant excéder vingt ans et commence à courir à compter du 1^{er} octobre suivant l'année civile de l'entrée en vigueur du rôle.

Remboursement.

Dans tous les cas où le terme de remboursement de la part de la ville, en raison des dispositions de la charte alors en vigueur, a été établi sur une période de cinq ans ou moins, le solde non amorti doit être remboursé à compter du 1^{er} octobre 1961 sur la période qui reste à courir pour atteindre vingt ans.»

Solde.

Art. 80

L'article 696 de ladite charte est remplacé par le suivant:

1959/60, c. 102, a. 696, remp.

«**696.** L'intérêt sur le coût d'une amélioration locale ou sur la partie non remboursée de ce coût est imputé annuellement sur le compte de cette amélioration au taux fixé annuellement par le conseil pour chaque exercice lors de l'adoption du budget.»

Imputation sur compte d'amélioration.

Art. 81

Les articles 701 et 703 à 707 de ladite charte sont abrogés.

1959/60, c. 102, aa. 701, 703-707, ab.

Art. 82

L'article 710 de ladite charte est remplacé par le suivant:

Id., a. 710, remp.

Appro-
bation
requis.

«**710.** Le comité exécutif ne peut virer les crédits votés sous un chapitre du budget à un autre chapitre que sur approbation du conseil, après avoir obtenu l'avis écrit des directeurs des services intéressés.

Exception.

Cependant, le comité exécutif peut virer, en totalité ou en partie, à tout autre chapitre du budget, les crédits pour «dépenses imprévues d'administration» du chapitre «Crédits pour dépenses contingentes» et les crédits du chapitre «Crédits pour dépenses générales d'administration mis à la disposition du comité exécutif».

Rapport au
conseil.

Lorsque le comité exécutif exerce les pouvoirs prévus à l'alinéa précédent relativement au virement de crédits du chapitre «Crédits pour dépenses générales d'administration mis à la disposition du comité exécutif», il doit en faire rapport au conseil à la première assemblée qui suit.»

Art. 83

1959/60,
c. 102,
a. 718,
mod.

L'article 718 de ladite charte est modifié par le remplacement, à la septième ligne, du mot «fonds» par le mot «crédits».

Art. 84

Id., a. 719,
mod.

L'article 719 de ladite charte est modifié par le remplacement, à la première ligne, du mot «fonds» par le mot «crédits».

Art. 85

Id., a. 721,
mod.

L'article 721 de ladite charte est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Contrats,
etc.,
excédant
un an.

«**721.** La ville peut, dans les limites de sa juridiction, faire des contrats ou marchés dont la durée excède un an et qui entraînent une dépense imputable sur le revenu d'un exercice subséquent, pourvu qu'ils soient autorisés par le conseil sur recommandation du comité exécutif et approuvés par la Commission municipale du Québec.»

Art. 86

1959/60,
c. 102,
a. 723,
mod.

L'article 723 de ladite charte est modifié par le remplacement, à la dixième ligne du premier alinéa, du mot «fonds» par le mot «crédits».

Art. 87

L'article 727 de ladite charte est remplacé par le suivant:

1959/60,
c. 102,
a. 727,
remp.

«**727.** Le directeur des finances doit veiller à ce qu'aucune dette contractée dans le cours d'un exercice ne soit imputée sur les crédits votés pour un exercice subséquent ou ne soit payée à même ces crédits, à moins que le conseil ne décide que cette dette peut être ainsi imputée et payée.»

Imputation
de dette à
un autre
exercice
prohibée.

Art. 88

L'article 731 de ladite charte est abrogé.

1959/60,
c. 102,
a. 731, ab.

Art. 89

L'article 732 de ladite charte est remplacé par le suivant:

Id., a. 732,
remp.

«**732.** Le vérificateur de la ville fait la vérification des comptes et affaires de la ville, conformément aux normes de vérification généralement reconnues en comptabilité publique et il s'acquitte de toutes les autres charges que lui imposent la loi et les règlements.»

Devoir du
vérifi-
cateur.

Art. 90

L'article 733 de ladite charte est remplacé par le suivant:

1959/60,
c. 102,
a. 733,
remp.
Vérifi-
cateur.

«**733.** 1. Le vérificateur relève directement du conseil.

2. Le vérificateur doit vérifier les comptes et affaires relatifs aux différents fonds, services et biens de la ville, examiner les états financiers de cette dernière et émettre son opinion à ce sujet.

Devoirs.

3. Le vérificateur doit faire enquête et rapport chaque fois que le comité exécutif ou le conseil lui en fait la demande sur toute matière relevant de sa compétence.

Enquête et
rapport.

4. Le ou avant le 31 janvier de chaque année, le vérificateur doit remettre au comité exécutif le résultat de sa vérification pour l'exercice financier se terminant le 30 avril précédent et indiquer tout fait et toute irrégularité qu'il a constatés et qui, d'après lui, méritent d'être signalés, notamment les cas où il a constaté que:

Vérifi-
cation
annuelle.

a) les comptes n'ont pas été tenus d'une manière fidèle et convenable;

b) on n'a pas pertinemment rendu compte de tous deniers publics;

c) les règles et procédés appliqués ne sont pas suffisants pour assurer un contrôle efficace de la cotisation, de la perception et de la répartition régulière du revenu;

d) des sommes d'argent ont été dépensées pour des fins autres que celles pour lesquelles elles ont été votées;

e) des dépenses ont été faites sans autorisation.

Dépôt. Le comité exécutif dépose au conseil le résultat de cette vérification à la première assemblée qui suit le trentième jour de sa réception.

Accès aux dossiers, etc. 5. Le vérificateur a le droit de prendre communication des dossiers, documents et registres concernant tous les comptes et affaires de la ville.

Renseignements. Il a aussi le droit d'exiger de tout fonctionnaire ou employé de la ville, les renseignements, rapports et explications qu'il juge nécessaires pour l'accomplissement de ses fonctions.

Pouvoir d'informer. 6. Le vérificateur peut informer les directeurs de services de la ville, ainsi que le comité exécutif, des faits découverts au cours de sa vérification.

Comptable. 7. Le conseil nomme un professionnel de la comptabilité publique chargé d'examiner les comptes relatifs au vérificateur.

Immunité. 8. Aucune action civile ne peut être intentée en raison ou en conséquence de la publication d'un rapport du vérificateur de la ville en vertu de la loi, ou de la publication faite de bonne foi d'un extrait ou d'un résumé d'un tel rapport.

Idem. 9. La ville doit tenir le vérificateur indemne de toute réclamation ou condamnation exercée ou exécutée contre lui, en capital, intérêts et frais, et de tous les frais d'avocats et d'experts qui lui incombent, dans tous les cas où tels réclamation, condamnation ou frais découlent de l'exercice de sa fonction ou de l'exécution de ses devoirs, conformément à la loi et aux règlements.

Autres organismes municipaux, etc. 10. Le vérificateur a les mêmes devoirs et exerce les mêmes pouvoirs à l'égard des organismes, corporations ou personnes dont il est chargé par la charte ou par la ville d'effectuer la vérification, à l'égard de toute personne, service, commission ou compagnie responsable auxquels le conseil confie en tout ou en partie l'administration et l'exploitation des activités de «Terre des Hommes» en vertu du paragraphe 3° de l'article 528, ainsi qu'à l'égard de toute personne constituée en corporation sans but lucratif en vertu de l'article 964b.»

Art. 91

1959/60,
c. 102,
a. 744, ab.

L'article 744 de ladite charte est abrogé.

Art. 92

L'article 745 de ladite charte est remplacé par le suivant:

«**745.** Sous réserve des dispositions du règlement 1735, la ville peut autoriser l'émission de nouveaux titres de créance pour rembourser à échéance tout emprunt existant.»

1959/60,
c. 102,
a. 745,
remp.

Rembour-
sement
d'emprunt
échu.

Art. 93

L'article 746 de ladite charte est modifié par la suppression, aux troisième et quatrième lignes, des mots «adoptée par le vote des deux tiers des membres présents.»

1959/60,
c. 102,
a. 746,
mod.

Art. 94

L'article 746a de ladite charte, édicté par l'article 26 du chapitre 70 des lois de 1970, est remplacé par le suivant:

Id.,
a. 746a,
remp.

«**746a.** La ville peut, par résolution de son conseil, emprunter pour un terme n'excédant pas quatre ans, les sommes requises pour défrayer le coût des dépenses inhérentes à la tenue de l'élection générale.»

Emprunts
aux fins
d'élection.

Art. 95

L'article 747 de ladite charte est abrogé.

1959/60,
c. 102,
a. 747, ab.

Art. 96

L'article 750 de ladite charte est remplacé par le suivant:

«**750.** La ville peut effectuer ses emprunts par voie d'émission de titres de créance et en disposer au meilleur prix. Ces titres peuvent être émis en monnaie courante de tout pays.»

Id. a. 750,
remp.

Emprunts
par
émission de
titres de
créance.

Le remboursement des titres de créance peut s'effectuer en un seul paiement, par série ou à même un fonds d'amortissement.

Rembour-
sement.

La ville peut aussi créer un fonds d'amortissement général aux fins du rachat total ou partiel des titres de créance qu'elle a émis.»

Fonds
d'amortis-
sement
général.

Art. 97

L'article 752 de ladite charte, modifié par l'article 15 du chapitre 90 des lois de 1968, est remplacé par le suivant:

1959/60,
c. 102,
a. 752,
remp.

Emprunts
par titres
de créance.

«**752.** La ville peut, nonobstant les dispositions des règlements qui les autorisent, effectuer des emprunts et émettre tout titre de créance payable au Canada et hors du Canada.

Rembour-
sement.

Elle peut convenir de rembourser le principal et de payer les intérêts de ces emprunts et de leurs titres dans un ou plusieurs pays et dans la monnaie de tout pays et, à cette fin, elle peut déterminer la base du taux de change.

Emprunts
rembour-
sable en
monnaie
d'un pays
étranger.

Lorsque la ville contracte un emprunt remboursable en monnaie légale d'un pays étranger, et qu'une taxe est imposée par la loi au Canada, il est loisible au comité exécutif, sur rapport du directeur des finances, de décréter que la ville paiera, relativement à cet emprunt pour le compte du porteur ou détenteur de tous titres émis par la ville et ainsi remboursables, le montant de toute taxe retenue à la source en rapport avec le paiement à des non-résidents du principal, de l'intérêt ou de la prime et à cause du seul fait de la détention desdits titres de façon que le montant payé par la ville audit porteur ou détenteur soit égal au montant entier du principal, de l'intérêt ou de la prime stipulée dans ces titres.»

Art. 98

1959/60,
c. 102,
a. 753,
remp.

L'article 753 de ladite charte est remplacé par le suivant:

Emprunts
en monnaie
légale du
Canada.

«**753.** Lorsqu'un règlement autorise la ville à emprunter un certain montant par l'émission de titres de créance soit en monnaie légale du Canada, soit en monnaie d'un ou de plusieurs pays étrangers, le montant total de l'emprunt ainsi autorisé est celui exprimé en monnaie légale du Canada.

Détermi-
nation du
montant.

Le montant de chaque emprunt effectué en vertu d'un tel règlement par une émission de titres de créance en monnaie légale d'un pays étranger est déterminé, par rapport au montant total autorisé par le règlement, en multipliant le montant du principal de l'émission, exprimé en la monnaie de tel pays étranger, par la valeur de cette monnaie au taux de la conversion effectuée en dollars canadiens.

Idem.

Nonobstant l'alinéa précédent, lorsqu'un emprunt est effectué en monnaie légale d'un pays étranger pour rembourser un emprunt déjà contracté dans la même monnaie et que le produit du nouvel emprunt n'est pas converti en monnaie légale du Canada, le montant de ce nouvel emprunt est déterminé par rapport au montant total autorisé par le règlement en utilisant le même taux de conversion que celui de l'emprunt original.

Dispo-
sitions
appli-
cables.

Les dispositions du présent article sont aussi applicables aux emprunts à contracter en vertu des règlements en vigueur le 5 mars 1959.»

Art. 99

L'article 754 de ladite charte est remplacé par le suivant:

1959/60,
c. 102,
a. 754,
remp.

«**754.** Le montant de l'escompte sur la vente de toute émission prévue à l'article 750 doit être ajouté au coût des expropriations, ou des travaux municipaux, ou autres dépenses à être défrayées à même le produit de la vente de cette émission.

Montant de
l'escompte
ajouté.

Le mot «escompte» désigne la différence entre le prix de la vente par la ville de ses titres de créance et leur valeur nominale. Les dispositions du présent article ont effet depuis le premier février 1959.»

«escomp-
te».

Art. 100

L'article 755 de ladite charte est remplacé par le suivant:

1959/60,
c. 102,
a. 755,
remp.

«**755.** Les titres de créance émis par la ville, pour des emprunts à court ou à long terme, sont signés par le maire ou par la personne autorisée en vertu de l'article 67, et par le directeur des finances.

Signature
des titres
de créance.

La signature du maire ou de la personne autorisée en vertu de l'article 67, selon le cas, peut, avec l'autorisation du conseil, sur rapport du comité exécutif, être lithographiée, imprimée ou autrement reproduite sur ces titres de créance.»

Signature
litho-
graphiée.

Art. 101

L'article 756 de ladite charte, modifié par l'article 16 du chapitre 90 et par l'article 7 du chapitre 92 des lois de 1968, est remplacé par le suivant:

1959/60,
c. 102,
a. 756,
remp.

«**756.** Nonobstant toute autre disposition législative, la ville détermine à sa discrétion les taux d'intérêt, fixes ou variables, de ses emprunts.

Taux
d'intérêt.

Le conseil a et a toujours eu le pouvoir de déléguer au comité exécutif, par règlement, le droit de déterminer les taux d'intérêt sur les emprunts autorisés par le conseil, et les dates d'échéance de ces emprunts, le droit de déterminer les autres conditions des titres de créance émis ou à émettre, le droit de désigner tout endroit à l'intérieur ou à l'extérieur du pays où un registre peut être tenu pour l'enregistrement ou le transfert des titres ainsi que les personnes autorisées à le tenir, de même que le droit de déterminer les conditions de leur émission et vente et celui de disposer de ces titres.»

Délégation
de
pouvoirs.

Art. 102

1959/60,
c. 102,
a. 758,
mod.

L'article 758 de ladite charte est modifié par le remplacement, à la septième ligne du premier alinéa, du mot «obligatoire» par le mot «obligataire».

Art. 103

Id., a. 759,
remp.

L'article 759 de ladite charte est remplacé par le suivant:

Disposition
applicable.

«**759.** L'article 750 s'applique à un emprunt effectué en vue de remplacer ou de renouveler un emprunt à long terme; toutefois, la durée totale de ces emprunts ne doit pas excéder cinquante années.»

Art. 104

1959/60,
c. 102,
a. 760,
remp.

L'article 760 de ladite charte est remplacé par le suivant:

Annulation
de titres de
créance.

«**760.** Lorsque la ville achète ses propres titres de créance avec coupons d'intérêt pour les investir dans son fonds d'amortissement, elle peut annuler ces titres et les remplacer par l'émission d'un seul titre sans coupon, enregistré au nom du directeur des finances en fidéicomis pour les fins du fonds d'amortissement.»

Art. 105

1959/60,
c. 102,
a. 761,
remp.

L'article 761 de ladite charte est remplacé par le suivant:

Destruction
de titres de
créance.

«**761.** Le directeur des finances peut, avec l'approbation du comité exécutif, détruire, en présence du vérificateur, les titres de créance que la ville a rachetés ou remplacés.

Procès-
verbal.

Ces officiers dressent un procès-verbal de leurs opérations dans lequel ils doivent décrire ces titres; ils signent ce procès-verbal et le déposent au bureau du notaire de la ville, qui doit le garder dans ses minutes.

Représen-
tation.

Pour ces fins, le directeur des finances et le vérificateur peuvent autoriser par écrit des personnes à les représenter.»

Art. 106

1959/60,
c. 102,
a. 764,
remp.

L'article 764 de ladite charte est remplacé par le suivant:

Rachat
avant
échéance.

«**764.** La ville peut, avec le consentement des détenteurs de titres de créance, ou sans ce consentement si la convention de prêt

comporte une clause à cet effet, racheter avant échéance ou convertir la totalité ou une partie de ces titres de créance. À ces fins, elle peut émettre de nouveaux titres de créance pour un terme n'excédant pas quarante ans de la date de l'émission. Ces nouveaux titres peuvent être remboursables en un seul paiement, par série ou à même un fonds d'amortissement.»

Art. 107

L'article 765 de ladite charte est remplacé par le suivant:

1959/60,
c. 102,
a. 765,
remp.

«**765.** La ville peut contracter des emprunts temporaires, au taux d'intérêt qu'elle détermine, pour racheter les titres de créance alors en cours. Ces emprunts temporaires sont sujets à toutes les prescriptions de la charte qui s'y rapportent et le produit de ces emprunts doit servir à racheter les titres de créance alors en cours.»

Emprunts
tempo-
raires pour
rachat.

Art. 108

L'article 766 de ladite charte est remplacé par le suivant:

1959/60,
c. 102,
a. 766,
remp.

«**766.** Les nouveaux titres émis en vertu des articles 764 et 765 sont réputés l'être en remplacement ou en remboursement des titres de créance rachetés ou convertis et faire partie de l'emprunt ou de la dette originels.»

Valeur des
nouveaux
titres.

Art. 109

L'article 767 de ladite charte est abrogé.

1959/60,
c. 102,
a. 767, ab.

Art. 110

L'article 773 de ladite charte est modifié par le remplacement, aux première et deuxième lignes, des mots «l'estimateur» par les mots «le greffier de la ville».

Id., a. 773,
mod.

Art. 111

L'article 779 de ladite charte, modifié par l'article 32 du chapitre 84 des lois de 1965 (1^{re} session), est de nouveau modifié par le retranchement du troisième alinéa.

Id., a. 779,
mod.

Art. 112

Les articles 780 à 787 de ladite charte sont abrogés.

Id.,
aa. 780-
787, ab.

Art. 113

1959/60,
c. 102,
a. 787a,
rempl.

L'article 787a de ladite charte, remplacé par l'article 33 du chapitre 84 des lois de 1965 (1^{re} session) et modifié par l'article 15 du chapitre 76 des lois de 1972, est de nouveau remplacé par le suivant:

Subvention
à la restaura-
tion.

«**787a.** Le conseil peut, par règlement, aux conditions et dans les secteurs de la ville qu'il détermine, décréter que la ville accorde une subvention à la restauration de tout bâtiment résidentiel jugé non conforme aux normes d'habitabilité exigées par les règlements municipaux en vigueur.

Montant.

Le montant de ladite subvention ne doit pas dépasser cinquante pour cent du coût réel des travaux de restauration.»

Art. 114

1959/60,
c. 102,
a. 787d,
rempl.

L'article 787d de ladite charte, édicté par l'article 33 du chapitre 84 des lois de 1965 (1^{re} session), est remplacé par le suivant:

Subvention
à la
démolition
et au dé-
blaiement.

«**787d.** Le conseil peut, par règlement, aux conditions et dans les secteurs de la ville qu'il détermine, décréter que la ville accorde une subvention pour démolition et déblaiement de tout bâtiment résidentiel principal ou tout bâtiment accessoire jugés impropres à leur destination.

Montant.

Le montant de la subvention ne doit en aucun cas excéder le coût réel des travaux de démolition et déblaiement.»

Art. 115

1959/60,
c. 102,
a. 796,
mod.

L'article 796 de ladite charte, remplacé par l'article 36 du chapitre 86 des lois de 1966/1967 et modifié par l'article 38 du chapitre 96 des lois de 1971, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Occupant
d'une place
d'affaires
dont le nom
a été omis.

«**796.** Le directeur des finances ajoute au rôle de perception des taxes le nom omis de tout occupant d'une place d'affaires avant l'entrée en vigueur du rôle et celui de tout nouvel occupant après l'entrée en vigueur. Le montant de la taxe est dans les deux cas proportionnel à la durée de l'occupation au cours de l'exercice financier, telle qu'elle apparaît au certificat du commissaire à l'évaluation. Le même calcul détermine la taxe de l'occupant d'un local inscrit au rôle au début de l'exercice financier qui quitte les lieux avant l'entrée en vigueur, et le directeur des finances corrige le rôle de perception conformément à la période d'occupation indiquée au certificat du commissaire à l'évaluation.»

Art. 116

L'article 797 de ladite charte, modifié par l'article 37 du chapitre 86 des lois de 1966/1967 et par l'article 39 du chapitre 96 des lois de 1971, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant: 1959/60, c. 102, a. 797, mod.

«Cependant, si elle quitte un local après l'entrée en vigueur du rôle et n'a pas cédé ses droits aux termes de l'article 796, ou n'est pas dans le cas prévu au premier alinéa, elle a droit à un remboursement ou crédit, selon le cas, à compter de la date de l'évacuation des lieux cotisés jusqu'à la fin de l'exercice financier en cours. Le directeur des finances détermine les modifications qui s'imposent au rôle de perception des taxes personnelles conformément au certificat du commissaire à l'évaluation.» Remboursement ou crédit.

Art. 117

L'article 801 de ladite charte, modifié par l'article 36 du chapitre 84 des lois de 1965 (1^{re} session) et par l'article 8 du chapitre 91 des lois de 1969, est de nouveau modifié: 1959/60, c. 102, a. 801, mod.

a) par la suppression, aux deuxième et troisième lignes, des mots «par le vote des deux tiers des membres présents»;

b) par le remplacement du paragraphe 2° par le suivant:

«2° Les propriétaires de chevaux et de véhicules hippomobiles, pour chaque cheval et chaque véhicule et les conducteurs de tels véhicules;» Propriétaires de chevaux, etc.;

Art. 118

L'article 803 de ladite charte, modifié par l'article 9 du chapitre 91 des lois de 1969, est de nouveau modifié: 1959/60, c. 102, a. 803, mod.

a) par la suppression, aux deuxième et troisième lignes, des mots «par le vote des deux tiers des membres présents»;

b) par le retranchement du paragraphe a;

c) par le remplacement du paragraphe w par le suivant:

«w) L'exploitation de parcs de stationnement pour véhicules automobiles.» Parcs de stationnement.

Art. 119

L'article 816 de ladite charte est remplacé par le suivant: 1959/60, c. 102, a. 816, remp.

«**816.** Lorsqu'un règlement municipal exigeant une licence ou un permis édicte une amende ou une autre peine pour infrac- Peine pour infraction.»

tion, la ville peut exercer la poursuite pénale et, pour le recouvrement de la taxe faisant l'objet de la licence ou du permis, la poursuite civile, même si le nom du défendeur n'est porté à aucun rôle.»

Art. 120

1959/60,
c. 102,
aa. 818,
819, 824,
825, 827-
829, 831,
832, 835-
839, ab.

Les articles 818, 819, 824, 825, 827 à 829, 831, 832 et 835 à 839 de ladite charte sont abrogés.

Art. 121

Id., a. 842,
mod.

L'article 842 de ladite charte est modifié par le remplacement, à la deuxième ligne du deuxième alinéa, des mots «toute taxe imposée» par les mots «le loyer fixé».

Art. 122

Id.,
aa. 843-
845, 848,
ab.

Les articles 843, 844, 845 et 848 de ladite charte sont abrogés.

Art. 123

Id., a. 849,
remp.

L'article 849 de ladite charte, remplacé par l'article 40 du chapitre 86 des lois de 1966/1967, est de nouveau remplacé par le suivant:

Rôle de
perception
des taxes
person-
nelles et
avis.

«**849.** Dès que le rôle de perception des taxes personnelles de l'exercice en cours est complété, le directeur des finances en donne avis public suivant la formule 31; ce rôle entre alors en vigueur sans autre formalité et devient obligatoire à l'égard de toute personne qui y est inscrite.»

Art. 124

1959/60,
c. 102,
a. 849a, ab.

L'article 849a de ladite charte est abrogé.

Art. 125

Id., a. 850,
mod.

L'article 850 de ladite charte, modifié par l'article 34 du chapitre 70 des lois de 1963 (1^{re} session), par l'article 41 du chapitre 86 des lois de 1966/1967 et par l'article 44 du chapitre 96 des lois de 1971, est de nouveau modifié par la suppression des deuxième, troisième, quatrième et cinquième alinéas.

Art. 126

Les articles 851, 854, 854a et 856 à 876 de ladite charte sont abrogés.

1959/60,
c. 102,
aa. 851,
854, 854a,
856-876,
ab.

Art. 127

L'article 881 de ladite charte, remplacé par l'article 72 du chapitre 59 des lois de 1962, est modifié par l'addition de ce qui suit: «La place d'affaires du contribuable tenu au paiement de ces taxes est celle indiquée au rôle.».

Id., a. 881,
mod.

Art. 128

L'article 882 de ladite charte est modifié par le remplacement, à la neuvième ligne, des mots «s'étendent» par les mots «s'étend».

Id., a. 882,
mod.

Art. 129

L'article 883 de ladite charte est remplacé par le suivant:

Id., a. 883,
remp.

«**883.** À défaut de paiement, à échéance, des taxes dues par un contribuable, le directeur des finances, après avoir délivré ou expédié par poste recommandée un avis conforme à la formule 32, peut, à l'expiration du délai stipulé dans cet avis, en recouvrer le montant avec intérêt et dépens, au moyen d'un bref obtenu de la Cour municipale et conforme à la formule 33, autorisant la saisie et la vente des marchandises et effets mobiliers sujets au privilège garantissant ces taxes, à l'exception des biens déclarés insaisissables par le Code de procédure civile.»

Saisie et
vente à
défaut de
paiement.

Art. 130

L'article 896 de ladite charte est remplacé par le suivant:

1959/60,
c. 102,
a. 896,
remp.

«**896.** Lors de l'adjudication d'immeubles vendus séparément ou en bloc, l'adjudicataire doit verser à l'officier chargé de la vente, soit en argent, soit par chèque visé, un montant que fixe le shérif et qui doit être au moins égal à vingt-cinq pour cent de la valeur inscrite au rôle d'évaluation; si le montant de l'adjudication est inférieur à ce pourcentage, le versement exigé doit être égal au montant de l'adjudication.

Montant
requis de
l'acheteur.

À défaut du versement prévu au premier alinéa du présent article, l'officier annule l'adjudication et remet l'immeuble en vente sur-le-champ, aux mêmes conditions; si l'immeuble est adjugé à un prix moindre que celui offert par l'adjudicataire en défaut, ce dernier est tenu au paiement de la différence.

Remise en
vente.

Vente
terminée.

L'officier, après avoir annulé l'adjudication, peut mettre fin à la vente et, dans ce cas, les frais des nouveaux avis sont à la charge de l'adjudicataire en défaut. Ce dernier demeure en outre redevable de la différence si la nouvelle adjudication est faite à un prix moindre que celui offert par lui lors des enchères précédentes.

Recours
permis.

Le présent article n'a pas pour effet de priver la ville de tout autre recours auquel elle peut avoir droit en vertu de la loi.»

Art. 131

1959/60,
c. 102,
a. 910,
ramp.

L'article 910 de ladite charte est remplacé par le suivant:

Procédures
autorisées.

«**910.** Nonobstant toute disposition inconciliable d'une loi générale ou spéciale, le directeur des finances peut, sans autorisation, instituer en première instance toutes les procédures qu'il juge utiles aux fins de percevoir toutes les taxes et redevances dues à la ville.

Signature
des pièces
de procé-
dures, etc.

Il peut, à ces fins, signer toutes les pièces de procédures requises et agir devant la Cour municipale, au nom de la ville, sauf en cas de contestation de l'instance.»

Art. 132

1959/60,
c. 102,
a. 913, ab.

L'article 913 de ladite charte est abrogé.

Art. 133

Id.,
a. 913a, aj.

Ladite charte est modifiée par l'addition, après l'article 913, du suivant:

Retrans-
cription et
garde des
rôles.

«**913a.** Le rôle d'évaluation foncière et le rôle de valeur locative dressés par le commissaire à l'évaluation conformément à la Loi sur l'évaluation foncière et à ses règlements, peuvent, à toutes fins que de droit, être retranscrits et tenus sous toute forme prescrite par résolution du comité exécutif. Les rôles de perception et les rôles d'améliorations locales peuvent être préparés et tenus de la même manière.

Approba-
tion de
résolution.

Cette résolution doit, avant d'entrer en vigueur, être approuvée par le ministre des affaires municipales.»

Art. 134

1959/60,
c. 102,
a. 955,
mod.

L'article 955 de ladite charte est modifié par le remplacement des cinq premières lignes par ce qui suit:

«**955.** La ville peut, même sans demande préalable des pro- Pouvoirs, priétaires ou autres intéressés,».

Art. 135

L'article 958a de ladite charte, édicté par l'article 48 du chapitre 84 des lois de 1965 (1^{re} session), est remplacé par le suivant: 1959/60, c. 102, a. 958a, remp.

«**958a.** Les enseignes, panneaux-réclame et autres objets semblables existant au moment de l'entrée en vigueur du règlement 5128 ou de tout autre règlement y relatif doivent être rendus conformes à ces règlements dans un délai de cinq ans de leur entrée en vigueur. Enseignes, etc. rendues conformes au règlement 5128.

Toutefois, les enseignes, panneaux-réclame ou autres objets semblables existant lors de l'entrée en vigueur du règlement 2889 et qui n'ont pas été rendus conformes à ce règlement avant le 1^{er} juillet 1977, doivent être rendus conformes au règlement 5128 ou à tout autre règlement y relatif dans un délai de trois ans de leur entrée en vigueur. Restriction.

À défaut pour le propriétaire de les rendre ainsi conformes, la ville peut les enlever après avoir signifié à ce propriétaire un avis d'au moins six mois, sous réserve de son droit de les enlever en tout temps lorsque la sécurité publique l'exige. Enlèvement par la ville.

Art. 136

L'article 964b de ladite charte, édicté par l'article 70 du chapitre 77 des lois de 1973, est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par les suivants: 1959/60, c. 102, a. 964b, mod.

«La ville est autorisée à louer, administrer et restaurer les bâtiments érigés sur les immeubles acquis en vertu du premier alinéa et à y construire de nouveaux bâtiments d'habitation. Elle peut les aliéner aux conditions qu'elle détermine avec l'approbation de la Commission municipale du Québec pourvu que le prix d'aliénation soit suffisant pour couvrir toutes les dépenses relatives à l'immeuble concerné. Droit de louer, etc., des bâtiments.

La ville peut emprunter les sommes nécessaires et demander les subventions prévues par la loi pour l'exercice de ces pouvoirs et aux fins d'effectuer un prêt à la corporation formée en vertu du présent article. Emprunts et subventions.

Sur présentation d'une requête de la ville, le lieutenant-gouverneur peut, aux conditions qui y sont énoncées, délivrer sous le grand sceau de la province des lettres patentes constituant une personne en corporation sans but lucratif ayant pour objet l'acqui- Requête de la ville.

sition d'immeubles d'habitation pour personnes ou familles autres que celles à faible revenu ou à revenu modique visées à l'article 55 de la Loi de la Société d'habitation du Québec (1966/1967, chapitre 55) et l'exercice des autres pouvoirs que le présent article confère à la ville.

Contenu de la requête. La requête doit mentionner le nom de la nouvelle corporation, le lieu de son siège social, ses pouvoirs, droits et privilèges, les règles relatives à l'exercice de ses pouvoirs et la désignation de ses membres ou de son unique membre et de ses administrateurs. Le nom de cette corporation doit indiquer qu'il s'agit d'une corporation municipale d'habitation.

Avis. Un avis de l'émission des lettres patentes doit être publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Pouvoirs. Une corporation ainsi constituée a entre autres pouvoirs ceux d'une corporation formée par lettres patentes sous le grand sceau de la province, est un agent de la ville et est réputée une corporation municipale aux fins de la Loi du ministère des affaires intergouvernementales (1974, chapitre 15).»

Art. 137

1959/60, c. 102, a. 968, remp. L'article 968 de ladite charte, remplacé par l'article 47 du chapitre 96 des lois de 1971, est de nouveau remplacé par le suivant:

Immeubles de la ville. «**968.** Tout immeuble appartenant à la ville est considéré comme appartenant à un particulier aux fins de dresser un rôle de répartition à la suite d'une expropriation et la valeur de cet immeuble est déterminée par un certificat du directeur du service des immeubles.»

Art. 138

1959/60, c. 102, a. 1012a, aj. Ladite charte est modifiée par l'insertion, après l'article 1012, du suivant:

Hypothèques, etc., purgées. «**1012a.** Lorsque la ville effectue une transaction avec une personne dont une partie de l'immeuble a fait l'objet d'un décret d'acquisition et que le montant versé à cette personne n'excède pas cinq cents dollars, les hypothèques, les privilèges et les autres charges grevant cette partie d'immeuble sont purgés par le seul fait de l'enregistrement du titre de la ville et le registrateur est tenu de radier les hypothèques, les privilèges et les autres charges sur cet immeuble.

Servitude. Les dispositions du présent article s'appliquent au cas d'acquisition d'une servitude.»

Art. 139

L'article 1015 de ladite charte, remplacé par l'article 71 du chapitre 77 des lois de 1973, est de nouveau remplacé par le suivant: 1959/60, c. 102, a. 1015, remp.

«**1015.** La ville peut répartir entre les propriétaires riverains le coût de construction ou de l'entretien des trottoirs qu'elle est tenue de construire ou d'entretenir. Construction et entretien de trottoirs.

Lorsque le coût de la construction ou de l'entretien des trottoirs dans toutes rues, squares ou places publiques est mis à la charge des propriétaires riverains, il est réparti dans la proportion du nombre de pieds de front de leurs immeubles respectifs, selon le taux déterminé conformément à l'article 1015c. Répartition.

La ville paie, conformément à l'article 693, la part du coût de construction d'un trottoir qui ne peut être mise à la charge d'un propriétaire riverain. » Coût assumé par la ville.

Art. 140

L'article 1015a de ladite charte, édicté par l'article 28 du chapitre 90 des lois de 1968, est remplacé par le suivant: 1959/60, c. 102, a. 1015a, remp.

«**1015a.** Lorsqu'un rapport du directeur du service des travaux publics constate qu'un propriétaire est déjà imposé pour un trottoir en proportion de l'étendue du front de son immeuble, le comité exécutif peut décréter que le coût du trottoir à l'arrière du même immeuble est payable par la ville en totalité ou dans une proportion qu'il détermine, selon les dispositions de l'article 693. » Propriétaire déjà imposé en proportion de l'étendue du front de son immeuble.

Art. 141

Les articles 1015b et 1015c de ladite charte, édictés par l'article 72 du chapitre 77 des lois de 1973, sont remplacés par les suivants: 1959/60, c. 102, aa. 1015b, 1015c, remp.

«**1015b.** Le coût de la construction ou de l'entretien d'une bordure de trottoir peut faire l'objet d'une cotisation distincte. Coût des bordures.

«**1015c.** Par règlement adopté dans le cours du mois de mars de chaque année sur le rapport du comité exécutif et conformément au coût moyen obtenu de la manière indiquée à l'article 1016, le conseil détermine le taux uniforme à la verge carrée auquel le coût des trottoirs est mis à la charge des propriétaires riverains en application de l'article 1015. Taux uniforme à la verge carrée.

Coût à la charge des propriétaires.

Le coût proportionnel mis à la charge de chacun des propriétaires riverains est le montant obtenu en multipliant le taux uniforme à la verge carrée déterminé selon le présent article par la mesure de superficie du trottoir, laquelle est le produit du nombre de pieds de front du terrain de chacun des propriétaires riverains, moins les exemptions prévues à la présente charte, par la largeur moyenne du trottoir ou de la section de trottoir construit.

Païement.

Ce coût est payable au comptant ou en dix versements annuels.»

Art. 142

1959/60,
c. 102,
a. 1016,
remp.

L'article 1016 de ladite charte, remplacé par l'article 73 du chapitre 77 des lois de 1973, est de nouveau remplacé par le suivant:

Renseignements au comité exécutif:

«**1016.** Le directeur du service des travaux publics doit, avant le 1^{er} mars de chaque année, fournir au comité exécutif les renseignements suivants:

Coût des trottoirs;

1. le coût total des trottoirs dont la construction a été acceptée provisoirement au cours d'une période de trois années consécutives se terminant le 31 décembre précédent; ce coût ne comprend pas les dépenses accessoires ne se rapportant pas directement aux trottoirs, comme un changement de conduite d'eau, de gaz ou d'autres travaux semblables;

Superficie;

2. la superficie en verges carrées des trottoirs;

Coût moyen.

3. le coût moyen à la verge carrée obtenu en divisant le coût total mentionné au paragraphe 1 par la mesure de superficie établie au paragraphe 2.»

Art. 143

1959/60,
c. 102,
a. 1017, ab.

L'article 1017 de ladite charte est abrogé.

Art. 144

Id.,
a. 1018,
remp.

L'article 1018 de ladite charte, remplacé par l'article 74 du chapitre 77 des lois de 1973, est de nouveau remplacé par le suivant:

Détermination du coût du pavage.

«**1018.** Le coût de la construction du pavage des rues, ruelles privées ou publiques et places publiques, doit être mis à la charge des propriétaires riverains, dans la proportion du nombre de pieds de front de leurs immeubles respectifs, à un taux uniforme

à la verge carrée déterminé de la manière prévue aux articles 1018a et suivants, et comprend toutes les dépenses relatives au pavage, notamment, le nivellement, les drains, les regards d'égout, la bordure, le déplacement des poteaux, prises d'eau et d'autres ouvrages, aux frais d'études techniques, aux frais d'inspection et de surveillance; il comprend également tous les frais généraux d'administration dans une proportion n'excédant pas dix pour cent du total des dépenses énumérées au présent article.

Dans le cas du pavage de ruelle, le coût comprend celui de l'éclairage et des conduits souterrains d'éclairage et tous travaux connexes. Pavage de ruelles.

Le pavage n'est cotisable qu'une seule fois aux propriétaires riverains; le coût est payable au comptant ou en vingt versements annuels. Cotisation et paiement.

La ville paie, conformément à l'article 693, le solde du coût mis à la charge des propriétaires riverains en vertu du présent article. Coût assumé par la ville.

Art. 145

L'article 1018a de ladite charte, édicté par l'article 74 du chapitre 77 des lois de 1973, est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant: 1959/60, c. 102, a. 1018a, mod.

«Le coût proportionnel mis à la charge de chacun des propriétaires riverains est le montant obtenu en multipliant le taux uniforme à la verge carrée, déterminé selon le présent article, par la mesure de superficie du pavage, laquelle est le produit du nombre de pieds de front du terrain de chacun des propriétaires riverains, moins les exemptions prévues à la présente charte, par la moitié de la largeur moyenne de la rue, ruelle ou place publique, ou section de rue, de ruelle ou place publique, sur laquelle le pavage est construit.» Coût proportionnel.

Art. 146

L'article 1018b de ladite charte, édicté par l'article 74 du chapitre 77 des lois de 1973, est remplacé par le suivant: 1959/60, c. 102, a. 1018b, remp.

«**1018b.** Le directeur du service des travaux publics doit, avant le 1^{er} mars de chaque année, fournir au comité exécutif les renseignements suivants: Renseignements au comité exécutif:

1. le coût total des pavages dont la construction a été acceptée provisoirement au cours d'une période de trois années consécutives se terminant le 31 décembre précédent; Coût des pavages;

- Superficie; 2. la superficie en verges carrées desdits pavages;
 Coût 3. le coût moyen à la verge carrée obtenu en divisant le coût
 moyen. total par la superficie.»

Art. 147

1959/60,
c. 102,
a. 1019,
mod.
L'article 1019 de ladite charte, modifié par l'article 31 du chapitre 90 des lois de 1968, par l'article 15 du chapitre 91 des lois de 1969 et par l'article 75 du chapitre 77 des lois de 1973, est de nouveau modifié par le retranchement des paragraphes *c* et *d*.

Art. 148

Id.,
a. 1020,
rempl.;
a. 1021, aj.
L'article 1020 de ladite charte, édicté par l'article 76 du chapitre 77 des lois de 1973, est remplacé par les suivants:

Propriétaire déjà imposé en proportion de l'étendue du front de son immeuble.
 «**1020.** Lorsqu'un rapport du directeur du service des travaux publics constate qu'un propriétaire est déjà imposé pour un pavage en proportion de l'étendue du front de son immeuble, le comité exécutif peut décréter que le coût du pavage à l'arrière du même lot est payable par la ville en totalité ou dans une proportion qu'il détermine selon les dispositions de l'article 693.

Exemption de la répartition du coût.
 «**1021.** Si le directeur du service des travaux publics recommande le pavage d'une ruelle publique ou privée et constate que ce pavage n'est utile qu'aux propriétaires riverains d'un seul côté de ladite ruelle, le conseil peut exempter de la répartition du coût, en totalité ou en partie, les propriétaires riverains de l'autre côté.

Portion.
 Il fixe alors la proportion du coût total de ces travaux payable par la ville et celle que doivent assumer les propriétaires riverains assujettis.»

Art. 149

1959/60,
c. 102,
a. 1025, ab.
L'article 1025 de ladite charte, remplacé par l'article 79 du chapitre 77 des lois de 1973, est abrogé.

Art. 150

Id.,
a. 1026,
rempl.
L'article 1026 de ladite charte est remplacé par le suivant:

Coût de réfection de trottoir ajouté.
 «**1026.** Si la construction d'un pavage requiert la réfection partielle ou totale d'un trottoir, le coût de cette réfection peut être ajouté à celui du pavage pourvu que le trottoir qui doit être ainsi

refait soit en bon état et à condition que le coût en ait déjà été payé, sur cotisation ou sur dépôt, par les propriétaires riverains ou qu'il soit l'objet, auprès de ces derniers, d'une cotisation dont les échéances courent.»

Art. 151

L'article 1029 de ladite charte, remplacé par l'article 81 du chapitre 77 des lois de 1973, est abrogé.

1959/60,
c. 102,
a. 1029,
ab.

Art. 152

L'article 1031 de ladite charte, modifié par l'article 52 du chapitre 86 des lois de 1966/1967, est remplacé par le suivant:

Id.,
a. 1031,
remp.

«**1031.** Quiconque désire qu'une ruelle privée ou partie de ruelle privée soit ouverte, élargie, prolongée, détournée ou pavée, ou que l'éclairage y soit installé, doit présenter sa requête au comité exécutif, par l'intermédiaire du directeur du service des travaux publics.

Requête.

Cette requête doit être signée par au moins la moitié en nombre des propriétaires riverains, représentant au moins la moitié du front des terrains longeant la ruelle ou partie de ruelle concernée.

Nombre de
signatures.

Lorsqu'une requête est présentée conformément au présent article, le conseil, lorsqu'il en est saisi par le comité exécutif, peut par résolution ordonner l'exécution des travaux demandés et, s'il y a lieu, décréter l'acquisition, de gré à gré ou par expropriation, des immeubles requis pour ces fins et en répartir le coût entre les propriétaires riverains.

Résolution.

Toute résolution adoptée à cette fin par le conseil doit spécifier que le coût des travaux et, le cas échéant, de l'acquisition d'immeubles sera supporté par les propriétaires riverains.»

Idem.

Art. 153

L'article 1032 de ladite charte est remplacé par le suivant:

1959/60,
c. 102,
a. 1032,
remp.

«**1032.** Si le nombre de signatures spécifié par l'article 1031 n'a pu être obtenu, la requête peut néanmoins être soumise au conseil et ce dernier peut, s'il le juge nécessaire et dans l'intérêt public, ordonner l'exécution des travaux et, s'il y a lieu, l'acquisition des immeubles requis.»

Nombre in-
suffisant
de
signatures.

Art. 154

1959/60,
c. 102,
a. 1034,
mod.

L'article 1034 de ladite charte est modifié par le retranchement des deuxième et troisième alinéas.

Art. 155

Id.,
a. 1037,
remp.
Droit de
passage.

L'article 1037 de ladite charte est remplacé par le suivant:

«**1037.** Tout propriétaire dont le terrain longe une ruelle privée ou une partie de ruelle privée et à qui une taxe est imposée pour des travaux de pavage dans cette ruelle ou pour son ouverture, son élargissement, son prolongement ou son détournement, y possède, de ce fait, le droit de passage, en commun avec les autres propriétaires, et un droit de vue.»

Art. 156

1959/60,
c. 102,
a. 1042,
mod.

L'article 1042 de ladite charte est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Coût d'une
expropria-
tion, etc.

«**1042.** Le coût d'une expropriation et celui de la construction de trottoirs, d'égouts ou d'autres travaux municipaux payables par les propriétaires, au moyen d'une taxe foncière spéciale, comprennent les sommes dépensées par la ville pour ces fins et, sous réserve de l'article 1043, l'intérêt sur ces sommes, au taux fixé annuellement par le conseil pour chaque exercice lors de l'adoption du budget, à compter du jour où elles ont été payées jusqu'à celui de la mise en vigueur du rôle de répartition.»

Art. 157

1959/60,
c. 102,
a. 1045,
remp.

L'article 1045 de ladite charte, remplacé par l'article 59 du chapitre 96 des lois de 1971, est de nouveau remplacé par le suivant:

Répar-
tition des
sommes
exigibles.

«**1045.** Les sommes exigibles des propriétaires pour payer le coût d'une expropriation, d'un pavage, d'un égout, d'un trottoir ou de toute autre amélioration locale sont réparties, sous forme de taxes, au moyen d'un rôle préparé par le directeur du service désigné par le comité exécutif.

Mode.

Cette répartition se fait entre les propriétaires riverains, soit en proportion de l'étendue du front ou, selon le cas, de la profondeur de leurs propriétés, telle que portée au rôle d'évaluation, soit suivant la valeur du terrain dans le cas d'expropriation, lorsque la ville en a décidé ainsi en vertu de l'article 969.

Dans le cas d'un immeuble détenu en copropriété, la répartition s'effectue en calculant la somme globale à payer comme s'il s'agissait d'un immeuble appartenant à un propriétaire unique et en répartissant ensuite cette somme entre chacun des copropriétaires dans la mesure de l'intérêt de chacun tel qu'il appert au rôle des taxes foncières.»

Immeuble
en co-
propriété.

Art. 158

L'article 1047 de ladite charte, modifié par l'article 59 du chapitre 97 des lois de 1960/1961, par l'article 109 du chapitre 59 des lois de 1962, par l'article 55 du chapitre 84 des lois de 1965 (1^{re} session), par l'article 40 du chapitre 90 des lois de 1968 et par l'article 60 du chapitre 96 des lois de 1971, est de nouveau modifié:

1959/60,
c. 102,
a. 1047,
1^{re} mod.

a) par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

«**1047.** 1. Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente, lorsque le conseil a décidé la possession préalable des immeubles, parties d'immeubles ou servitudes dont il a décrété l'expropriation, le rôle de répartition, prévu à l'article 1045 de la charte, est préparé par le directeur du service désigné par le comité exécutif, dès que la ville a déposé au bureau d'enregistrement de Montréal les documents prévus à l'article 985 de la charte.»;

Préparation
du rôle
de ré-
partition.

b) par le remplacement du paragraphe 6 par le suivant:

«6. Toute modification au rôle est faite par le directeur du service désigné par le comité exécutif, en marge du rôle primitif. Chaque changement doit être initialé et un certificat, sous la signature de l'officier compétent, attestant ce changement, est apposé sur chaque rôle ainsi modifié.»;

Modifica-
tion en
marge.

c) par le remplacement du paragraphe 8 par le suivant:

«8. Les modifications apportées à un rôle deviennent en vigueur le 1^{er} octobre suivant la date où telles modifications ont été faites par le directeur du service désigné par le comité exécutif, après avoir observé toutes les dispositions des articles 1045 et 1048 concernant la préparation et l'entrée en vigueur du rôle.»

Entrée en
vigueur.

Art. 159

L'article 1048 de ladite charte est modifié:

a) par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

1959/60,
c. 102,
a. 1048,
mod.

«**1048.** Le directeur du service désigné par le comité exécutif fixe le jour où les contribuables tenus au paiement de ces taxes peuvent soumettre leurs objections, avant que le rôle ne soit complété et mis en vigueur.»;

Audition
des
objections.

b) par le remplacement du quatrième alinéa par le suivant:

Décision.

«Le directeur du service désigné par le comité exécutif entend et décide sommairement et en dernier ressort les objections des contribuables, puis il signe le rôle, qui est dès lors réputé en vigueur. Les taxes qui y sont portées sont payables le premier jour d'octobre suivant la date de cette signature.»

Art. 160

1959/60,
c. 102,
a. 1049,
rempl.
Verse-
ments
annuels.

L'article 1049 de ladite charte est remplacé par le suivant:

«**1049.** Le comité exécutif peut, par résolution, décréter qu'une taxe foncière, même déjà imposée, pour payer le coût d'une expropriation peut être payée par versements annuels pendant une période n'excédant pas quarante ans, avec intérêt, réparti également sur chaque versement, sur tout solde impayé, au taux fixé par le conseil pour chaque exercice lors de l'adoption du budget; et alors les privilèges et droits hypothécaires de la ville sont conservés sur tout immeuble sujet au paiement de cette taxe, jusqu'à ce qu'elle soit acquittée en entier.»

Art. 161

1959/60,
c. 102,
a. 1051,
rempl.
Paiement
par ver-
sements.

L'article 1051 de ladite charte est remplacé par le suivant:

«**1051.** Le comité exécutif peut aussi, par résolution, décréter qu'une taxe foncière imposée pour payer le coût de la construction de trottoirs, pavages ou égouts peut être payée par versements annuels pendant une période n'excédant pas vingt ans, avec intérêt, réparti également sur chaque versement, sur tout solde impayé, au taux fixé annuellement par le conseil pour chaque exercice lors de l'adoption du budget; et alors les privilèges et droits hypothécaires de la ville sont conservés sur tout immeuble sujet au paiement de cette taxe, jusqu'à ce qu'elle soit acquittée en entier.»

Art. 162

1959/60,
c. 102,
a. 1057,
rempl.
Paiement
partiel.

L'article 1057 de ladite charte est remplacé par le suivant:

«**1057.** Lorsque le coût de travaux permanents est mis partiellement à la charge des propriétaires riverains et partiellement à celle de la ville, cette dernière partie est payée suivant les dispositions de l'article 693.»

Art. 163

L'article 1058 de ladite charte est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

1959/60,
c. 102,
a. 1058,
mod.

«**1058.** Nonobstant toute disposition inconciliable avec la présente, la ville est autorisée à décréter, sur rapport du comité exécutif adopté par le conseil, que tout rôle de répartition du coût de travaux permanents exécutés sur une rue ou une partie de rue bordée par des terrains non subdivisés ne sera en vigueur que dix ans après la date de son homologation et que dans cet intervalle l'intérêt sera à sa charge.»

Rôle en
vigueur dix
ans après
homolo-
gation.

Art. 164

L'article 1060 de ladite charte est remplacé par le suivant:

1959/60,
c. 102,
a. 1060,
remp.

«**1060.** Advenant l'annulation, par une autorité compétente, d'un rôle spécial de répartition, le directeur du service qui l'a préparé est tenu d'en dresser un nouveau, pour les mêmes fins, en la manière prescrite par les articles 1045 et 1048; ce nouveau rôle devient en vigueur et est obligatoire dès que la révision en est terminée et qu'il est signé conformément à l'article 1048.»

Nouveau
rôle au cas
d'annu-
lation.

Art. 165

L'article 1066 de ladite charte, remplacé par l'article 41 du chapitre 90 des lois de 1968, est abrogé.

1959/60,
c. 102,
a. 1066, ab.

Art. 166

L'article 1075 de ladite charte est modifié par le remplacement, à la quatrième ligne du premier alinéa, des mots «la réfection» par les mots «l'entretien».

Id.,
a. 1075,
mod.

Art. 167

L'article 1126 de ladite charte, remplacé par l'article 72 du chapitre 96 des lois de 1971, est de nouveau remplacé par le suivant:

Id.,
a. 1126,
remp.

«**1126.** Les assignations, les ordres de comparaître, les mandats d'emprisonnement et les brefs d'exécution émis au nom de Sa Majesté, ses héritiers ou successeurs, portent la signature du juge ou du greffier. Cette signature peut être apposée par tout mode approuvé par règlement du conseil.

Signature
des assi-
gnations,
etc.

Les mandats d'arrestation portent la signature du juge.»

Mandats
d'arres-
tation.

Art. 168

1959/60,
c. 102,
a. 1130,
remp.

Arresta-
tion sans
mandat.

L'article 1130 de ladite charte est remplacé par le suivant:

« **1130.** Tout agent de la paix qui arrête une personne sans mandat pour une infraction à une loi de la province ou à un règlement ou tout officier responsable du poste où cette personne est conduite doit, dès que cela est matériellement possible, remettre cette personne en liberté sur simple promesse ou engagement à comparaître devant la Cour municipale, avec ou sans caution ou avec dépôt, suivant la gravité de l'infraction.

Non res-
pect d'un
enga-
gement.

Si cette personne ne tient pas son engagement, le cautionnement est forfait et le dépôt confisqué au profit de la ville, et le juge peut ordonner son arrestation. »

Art. 169

1959/60,
c. 102,
a. 1139,
mod.

L'article 1139 de ladite charte, remplacé par l'article 88 du chapitre 77 des lois de 1973, est modifié par le remplacement des trois premières lignes du paragraphe 1° par ce qui suit:

Violation
de règle-
ment de
circulation,
etc.

« **1139.** 1° Dans le cas d'une infraction à une disposition d'un règlement de la ville relative à la circulation, à la sécurité publique ou à l'usage d'un véhicule automobile ou d'un accessoire d'un tel véhicule: ».

Art. 170

1959/60,
c. 102,
a. 1140,
remp.

L'article 1140 de ladite charte, remplacé par l'article 75 du chapitre 96 des lois de 1971 et modifié par l'article 20 du chapitre 76 des lois de 1972, est de nouveau remplacé par le suivant:

Paiement
pour éviter
peine.

« **1140.** Toute personne à qui un avis ou billet de contravention, un billet d'assignation ou une sommation a été envoyé ou signifié pour une infraction à une disposition d'une loi ou d'un règlement relative à la circulation, à la sécurité publique ou à l'usage d'un véhicule automobile ou d'un accessoire d'un tel véhicule, peut se libérer de toute peine se rapportant à cette infraction en payant, à titre d'amende et de frais, à l'endroit et dans le délai prescrits par le comité exécutif, la somme fixée par le conseil et indiquée sur le document qui lui est remis. Ce paiement n'est toutefois libératoire que pour une première infraction dans une période de douze mois, sauf dans les cas relatifs au stationnement.

Avis pré-
liminaire.

Si la somme indiquée sur un billet de contravention n'est pas payée dans le délai stipulé, la ville peut envoyer par la poste à l'adresse donnée par le contrevenant lors de la commission de l'in-

fraction, ou à l'adresse donnée par lui au Bureau des véhicules automobiles, un avis préliminaire de poursuite, qui lui permet de se libérer par le paiement, dans le délai imparti, du montant de l'amende et d'une somme pour les frais de deux dollars ou d'un autre montant que le conseil peut déterminer.

Après le paiement dont il est question au premier alinéa ou au deuxième alinéa, le contrevenant doit être considéré comme ayant été trouvé coupable de l'infraction. Culpabilité.

Pour l'émission d'un bref de sommation pour une infraction à une disposition d'une loi ou d'un règlement relative à la circulation, à la sécurité publique ou à l'usage d'un véhicule automobile ou d'un accessoire d'un tel véhicule, le dépôt d'une plainte n'est pas requis et le bref peut être émis sur information transmise de la manière déterminée par l'avocat en chef et approuvée par le comité exécutif. Dépôt de plainte non requis.

Si le contrevenant qui a reçu un billet d'assignation ou une sommation ne se prévaut pas des dispositions de paiement libératoire, les procédures sont continuées et il doit comparaître à la cour, à la date indiquée. S'il ne le fait pas, il peut être condamné par le juge ou par le greffier sous l'autorité du juge en chef pour l'infraction décrite au billet d'assignation ou à la sommation, sans qu'il soit nécessaire de faire preuve de l'infraction, de la signature de l'agent ou de sa nomination. Procédures continuées au cas de non paiement.

Au cas de récidive, le paiement d'un billet d'assignation ou d'une sommation portant le même nom de contrevenant et le même numéro d'immatriculation du véhicule fait preuve *prima facie* de la condamnation antérieure de l'inculpé, sans qu'il soit nécessaire d'en établir l'identité. Récidive.

Le contrevenant poursuivi par voie de sommation ne peut, en aucun cas, invoquer qu'il n'a pas reçu un billet de contravention ou un avis préliminaire de poursuite. Allégation interdite.

Art. 171

L'article 1140b de ladite charte, édicté par l'article 76 du chapitre 96 des lois de 1971 et remplacé par l'article 89 du chapitre 77 des lois de 1973, est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant: 1959/60, c. 102, a. 1140b, mod.

«Ce billet de contravention ou ce billet d'assignation a, pour le surplus, la même force et le même effet et doit être traité de la même façon que le billet de contravention ou le billet d'assignation prévu dans les cas d'une infraction à une disposition d'un règlement de la ville relative à la circulation, à la sécurité publique ou à l'usage d'un véhicule automobile ou d'un accessoire d'un tel véhicule.» Force et effet.

Art. 172

1959/60,
c. 102,
a. 1150,
rempl.

L'article 1150 de ladite charte, remplacé par l'article 21 du chapitre 76 des lois de 1972, est de nouveau remplacé par le suivant:

Poursuites.

« **1150.** Tout propriétaire, occupant ou usufruitier d'un immeuble, à titre individuel ou conjoint, peut être poursuivi devant la Cour municipale pour une infraction à un règlement de la ville applicable à cet immeuble, de même que ceux qui ont l'administration de cet immeuble, à titre de gérant, de syndic, de fiduciaire ou autre, ainsi que l'agent d'un ou de plusieurs d'entre eux.

Idem.

Tout locataire peut aussi être poursuivi devant la Cour municipale pour une infraction à un règlement relative à l'usage dérogatoire par lui de l'immeuble ou de la partie de l'immeuble qu'il occupe.

Idem.

Chacune de ces personnes peut être poursuivie individuellement ou conjointement avec une autre.

Preuve testimoniale.

La preuve testimoniale est admise pour établir la relation de ces personnes entre elles ou la relation d'une ou de chacune à cette propriété.»

Art. 173

1959/60,
c. 102,
a. 1162,
mod.

L'article 1162 de ladite charte, remplacé par l'article 22 du chapitre 76 des lois de 1972 et modifié par l'article 91 du chapitre 77 des lois de 1973, est de nouveau modifié:

a) par la suppression, aux deuxième et troisième lignes du deuxième alinéa, des mots «vote des deux tiers des membres présents du»;

b) par la suppression, aux neuvième et dixième lignes du troisième alinéa, des mots «de la Communauté urbaine de Montréal».

Art. 174

Id.
a. 1162a,
aj.

Ladite charte est modifiée par l'insertion, après l'article 1162, du suivant:

Pouvoirs additionnels.

« **1162a.** En outre de ce qui est prévu à l'article 1162, le juge en chef de la Cour municipale peut, sur requête motivée du directeur du service de police, annuler:

1. la partie non perçue de l'amende et des frais encourus pour son recouvrement ainsi que le mandat d'emprisonnement émis à cette fin, lorsqu'il s'avère impossible ou futile d'en poursuivre l'exécution;

2. tout mandat d'emprisonnement émis par le greffier ou un juge municipal, relatif à une infraction à un règlement municipal ou à une loi du Québec, lorsqu'il a été impossible de l'exécuter durant les cinq ans écoulés depuis la date d'émission du mandat.»

Art. 175

L'article 1172 de ladite charte, modifié par l'article 19 du chapitre 71 des lois de 1964, est remplacé par le suivant:

1959/60,
c. 102,
a. 1172,
remp.

«**1172.** Le greffier, le directeur des finances et le directeur du service des travaux publics peuvent signer, au moyen d'un cachet portant le fac-similé de leur signature, préalablement approuvé par le comité exécutif et exclusivement consacré à cette fin, les certificats, avis et autres documents, délivrés ou signés en application d'une disposition de la présente charte ou d'un règlement.

Fac-similé.

L'apposition de ce cachet a la même valeur et la même validité qu'une signature de leur propre main.»

Validité.

Art. 176

L'article 1175 de ladite charte est remplacé par le suivant:

1959/60,
c. 102,
a. 1175,
remp.

«**1175.** Le comité exécutif peut déléguer, par résolution, un fonctionnaire de la ville pour faire devant les tribunaux la déclaration de la ville, lorsqu'elle y est assignée comme tierce-saisie, et y déposer les deniers dus au saisi par la ville, suivant l'ordonnance du tribunal.»

Délégué du
comité
exécutif.

Art. 177

L'article 1176 de ladite charte, remplacé par l'article 78 du chapitre 96 des lois de 1971, est de nouveau remplacé par le suivant:

1959/60,
c. 102,
a. 1176,
remp.

«**1176.** Le comité exécutif peut, après publication d'un avis à cet effet, vendre aux enchères ou par soumissions publiques:

Vente
d'effets non
réclamés.

- a) les effets confisqués par le tribunal;
- b) les effets laissés par une personne défunte, lorsque la ville a assumé les frais de la sépulture;
- c) les effets confiés à la garde de la ville, abandonnés ou trouvés, et non réclamés après un délai de soixante jours, excepté lorsqu'il s'agit de véhicules automobiles fabriqués depuis plus de sept ans, alors que le délai n'est que de trente jours; ce délai de

trente jours est réduit à vingt-quatre heures dans le cas d'un véhicule sans moteur ou dans un état tel qu'il constitue un objet de rebut.

Responsa-
bilité.

La ville n'est alors responsable à l'égard du propriétaire que du produit de la vente, déduction faite des frais de conservation et de vente.»

Art. 178

1959/60,
c. 102,
form. 33,
remp.

La formule 33 de ladite charte est remplacée par la suivante:

«33.— (Article 883)

Bref de saisie pour recouvrement de taxes

| | | |
|---|---|---|
| Province de Québec, Ville de Montréal. | } | Dans la Cour municipale de la Ville de Montréal. |
|---|---|---|

ÉLIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.

| | | |
|---------------|--|--|
| Dette | | |
| Intérêt | | |
| Frais | | |
| Bref | | |
| \$ | | |

À tout huissier de
la Cour municipale
de la Ville de Montréal.

Attendu que.....(nom et désignation du débiteur) a été sommé par le directeur des finances de la ville de payer entre ses mains, pour et au nom de la ville, la somme de....., montant dû par lui à ladite ville, comme il appert au rôle de perception des taxes foncières pour l'année mil neuf cent.....(s'il s'agit d'un autre rôle, modifier la formule en conséquence) et attendu que ledit..... a négligé et refusé de payer au directeur des finances de la ville, dans le délai prescrit par la loi, ladite somme de....., il vous est ordonné, en conséquence, par les présentes, de saisir sans délai les marchandises et effets mobiliers sujets au privilège garantissant ces taxes dudit.....; et si la somme précitée n'est pas payée, avec les frais légaux de la saisie, dans les huit jours de sa date, vous ven-

dre alors, le jour qu'il vous sera indiqué par ledit directeur des finances, les biens et effets ainsi détenus par vous et lui paierez les deniers provenant de cette vente, afin qu'il les applique conformément aux prescriptions de la loi et qu'il rende le surplus, s'il en est, sur demande, audit ou à ses ayants droit; et si telle saisie ne peut avoir lieu faute d'effets saisissables, vous m'en ferez rapport afin que soient adoptées telles procédures que de droit.

Donné sous le seing du greffier de la Cour municipale, à Montréal,
ce jour d 19

(signature du greffier de la cour)
Greffier de la Cour municipale.»

Art. 179

1. Chacune des cités et ville de Westmount, de Côte Saint-Luc et d'Outremont est autorisée à transiger avec la ville le règlement des instances mues entre chacune d'elles et la ville concernant le prix de la fourniture de l'eau dans son territoire depuis l'exercice financier 1971/1972 de la ville et, en conséquence, soit à recevoir paiement dans son fonds général des sommes créditées par la ville en raison d'une transaction prévue au présent paragraphe, à y conserver ces sommes ou à en disposer suivant la loi, nonobstant la provenance des sommes ainsi créditées et payées, et à en donner bonne et valable quittance soit, le cas échéant, à les affecter, jusqu'à épuisement, au paiement du prix de la fourniture de l'eau dans son territoire, depuis ledit exercice financier.

Transaction de règlement d'instances.

2. Tout acte posé en vertu du paragraphe 1 peut être autorisé, pour la ville, par résolution de son comité exécutif et, pour chacune des cités et ville de Westmount, de Côte Saint-Luc et d'Outremont, par résolution de son conseil. Une telle résolution ne requiert, pour entrer en vigueur, aucune autre approbation.

Actes autorisés par résolution.

3. Nonobstant l'article 725 de la charte et les règlements 4591, 4761, 4875 et 4964, la ville est dispensée de percevoir la taxe de l'eau dans le territoire des cités de Westmount et de Côte Saint-Luc pour les exercices financiers 1973/1974 à 1976/1977 inclusivement et, dans le territoire de la ville d'Outremont, pour l'exercice financier 1973/1974.

Dispense.

Le taux de la taxe de l'eau dans le territoire de la ville d'Outremont est fixée à 1.823% de la valeur locative pour l'exercice financier 1974/1975 et à 1.842% pour l'exercice financier 1975/1976.

Taux de taxe de l'eau.

Art. 180

Nonobstant ses règlements 4761 et 4875, la ville est autorisée à percevoir la taxe de l'eau dans Ville Saint-Pierre au taux de

Taux de taxe de l'eau dans Ville Saint-Pierre.

2.2338% de la valeur locative à l'égard de l'exercice financier 1974/1975 et de 2.424% à l'égard de l'exercice financier 1975/1976.

Art. 181

Inter-
prétation. Ladite charte est modifiée par le remplacement du mot «cité», partout où il désigne la Ville de Montréal, par le mot «ville».

Art. 182

Idem. Ladite charte est modifiée par le remplacement, partout où il se trouve, du mot «estimateur» par les mots «commissaire à l'évaluation».

Art. 183

Idem. Ladite charte est modifiée par le remplacement, partout où ils se trouvent, des mots «service de santé» par les mots «service des affaires sociales».

Art. 184

Idem. Ladite charte est modifiée par le remplacement, partout où ils se trouvent, des mots «président intérimaire du comité exécutif» par les mots «vice-président du comité exécutif».

Art. 185

Effet. Les articles 4 et 7 de la présente loi et le premier alinéa de l'article 85 de ladite charte, remplacé par l'article 10, prennent effet à compter du 1^{er} juillet 1977.

Idem. L'article 5 ne s'applique qu'à la personne qui occupait la charge de maire de la Ville de Montréal le 1^{er} janvier 1975.

Dispo-
sitions
appli-
cables. Les deuxième, troisième, quatrième, cinquième et sixième alinéas de l'article 85 de ladite charte, remplacé par l'article 10, ne s'appliquent qu'à la personne qui occupait la charge de président du comité exécutif de la Ville de Montréal le 1^{er} janvier 1975.

Idem. Le paragraphe 4 de l'article 733 de ladite charte, remplacé par l'article 90, s'applique à l'égard de l'exercice financier 1978/1979 de la ville et des exercices subséquents.

Effet. L'article 34 prend effet depuis le 1^{er} mai 1976.

Art. 186

Entrée en
vigueur.

La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.



CHAPTER 77

An Act to amend the Charter of the City of Montreal

[Assented to 22 December 1977]

WHEREAS it is in the interest of the City of Montreal and necessary for the proper administration of its affairs that its charter, chapter 102 of the statutes of 1959/1960, as amended to this day, be again amended;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Assemblée nationale du Québec, enacts as follows:

1. Article 2 of the Charter of the City of Montreal (1959/1960, chapter 102), amended by section 2 of chapter 71 of the statutes of 1964 and by section 1 of chapter 76 of the statutes of 1972, is again amended:

(a) by inserting after paragraph *q* the following:

“(qq) “police” or “police department”: the Police Department of the Montreal Urban Community;”;

(b) by adding the following paragraph:

“(zz) “evidences of indebtedness”: the bonds, debentures, obligations, registered pensions, notes or other documents issued or subscribed by the city as acknowledgments of debt.”

2. Articles 13 to 20 and 25 to 30 of the said charter are repealed.

3. Article 62 of the said charter is replaced by the following:

“**62.** No person can act as mayor or councillor until he has taken before the city clerk the oath of allegiance to the authority established according to law, and the oath of office, as in Form 1.

Term of
office,
councillors.

The term of office of the councillors shall commence with the taking of such oath and terminate on the date of the election held to replace them.

Mayor.

That of the mayor shall also commence with the taking of such oath, but shall expire only upon the taking of the oath of office by his successor.

Failure to
take oaths.

Failure by the mayor or a councillor to take the oath of allegiance and the oath of office within fifteen days of his election in accordance with articles 68, 74 and 75, of the public notice provided for in article 273, of the declaration of election provided for in article 278, of the proclamation provided for in articles 349 and 359, or of the date of the judgment mentioned in the first paragraph of article 450, shall render his office vacant by the mere expiration of the delay. The clerk shall inform the council thereof at the first meeting following the expiration of the delay."

1959/60,
c. 102,
a. 66, am.

4. Article 66 of the said charter, amended by section 9 of chapter 97 of the statutes of 1960/1961 and section 3 of chapter 84 of the statutes of 1965 (1st session), is again amended by replacing the fifth and sixth paragraphs by the following:

Indemnity,
etc.

"His indemnity shall be twenty-six thousand six hundred and sixty-seven dollars per annum, plus the sum of thirteen thousand three hundred and thirty-three dollars per annum for travelling and other expenses as a member of the executive committee and as mayor."

1959/60,
c. 102,
a. 66a,
added.

5. The said charter is amended by inserting after article 66 the following:

Pension.

"66a. The city shall pay to the person who has filled the office of mayor of the City of Montreal for at least fifteen years and who has ceased to fill that office, an annual pension, during his lifetime, of twenty-four thousand dollars.

Unassign-
ability and
unseizab-
ility;
payment.

Such pension is unassignable and unseizable. It is payable at the age of sixty years in equal and consecutive instalments, on the first day of each month.

Contri-
bution.

For such object, the mayor shall pay, as a deduction from his indemnity, from 1 January 1978, a contribution equivalent to 5½ % of his indemnity.

Death
before
right to
pension.

If the beneficiary of the pension dies before acquiring the right to the pension here provided for, his contributions shall be remitted to his heirs by the city, without interest.

Death after
right to
pension.

If the beneficiary dies after acquiring the right to the pension, the city shall pay to his widow, during her lifetime, an annual

pension equal to 50% of the pension he was receiving or to which he would have been entitled. The pension so granted is payable in advance in equal monthly instalments on the first of each month, and is unassignable and unseizable.”

6. Article 67 of the said charter is amended by replacing the first paragraph by the following:

1959/60,
c. 102,
a. 67, am.

“67. Except in the case of article 72, if the mayor fails, within forty-eight hours after it has been presented to him, to sign any by-law, contract, resolution, evidence of indebtedness or other document which he is required to sign by this charter, by a general law or special act, or by a by-law or resolution, or if he is unable to sign it within the said delay, the chairman of the executive committee, on a certificate from the clerk attesting such fact, may sign it himself in his stead with the same effect.”

Certificate
of clerk,
to replace
signature
of mayor.

7. Article 76 of the said charter, amended by section 10 of chapter 97 of the statutes of 1960/1961, section 6 of chapter 59 of the statutes of 1962, section 12 of chapter 70 of the statutes of 1963 (1st session), section 4 of chapter 84 of the statutes of 1965 (1st session) and by section 4 of chapter 96 of the statutes of 1971, is again amended:

1959/60,
c. 102,
a. 76, am.

(a) by replacing the second paragraph by the following:

“Each councillor is entitled to an indemnity of six thousand six hundred and sixty-seven dollars per annum, plus the sum of three thousand three hundred and thirty-three dollars per annum for travelling and other expenses. A deduction of sixty dollars shall be made from such indemnity for each day that the council meets, if the councillor does not attend the meeting or does not vote on a question put to the vote on that day, unless his absence is due to official business for the city, or to illness attested by a physician’s certificate, or to the discharge of a religious obligation, or to the death of an ascendant, a descendant, a consort, a brother or a sister.”

Indemnity,
etc.

(b) by striking out the third paragraph.

8. Article 77 of the said charter, replaced by section 2 of chapter 76 of the statutes of 1972, is amended by adding the following paragraphs:

1959/60,
c. 102,
a. 77, am.

“The pension provided for in this article is increased by the sum of \$500 for each year or part of a year during which such person has occupied the office of member of the executive committee, but it is limited in every case to \$5,000.”

Pension
increased.

The sixth paragraph applies to every person who is a member of the council on 22 December 1977, and to every person who was

Provision
applicable.

a member of the council on 1 January 1970 or who so became thereafter and who is no longer in office on 22 December 1977. In this latter case, the increased pension is payable only from that date.

To whom
pension
payable.

The pension provided for in this article is also payable from 22 December 1977 to every person who ceased to be a member of the council during the year 1970 after completing three regular terms."

1959/60,
c. 102,
a. 79, am.

9. Article 79 of the said charter, amended by section 10 of chapter 1 of the statutes of 1960 (1st session) and by section 7 of chapter 59 of the statutes of 1962, is again amended by replacing the first paragraph by the following:

Motion by
mayor, etc.

"79. At the meeting of the council held in accordance with article 112, the mayor may move, for approval by the council, a first motion concerning the appointment of the six members of the executive committee. Should the motion, which may not be amended, not be adopted, the council, on its own initiative, shall then proceed with the nomination and the election of the six members of the executive committee according to the procedure described hereunder."

1959/60,
c. 102,
a. 85,
replaced.

10. Article 85 of the said charter, amended by section 12 of chapter 97 of the statutes of 1960/1961 and section 5 of chapter 84 of the statutes of 1965 (1st session), is replaced by the following:

Indemnity,
etc., of
members of
executive
committee.

"85. The chairman of the executive committee shall receive an annual indemnity of seventeen thousand three hundred and thirty-three dollars, plus the sum of eight thousand six hundred and sixty-seven dollars annually for travelling and other expenses, the vice-chairman of the executive committee shall receive an annual indemnity of fourteen thousand six hundred and sixty-seven dollars plus the sum of seven thousand three hundred and thirty-three dollars annually for travelling and other expenses, and each of the other members of the committee, an annual indemnity of nine thousand three hundred and thirty-three dollars, plus the sum of four thousand six hundred and sixty-seven dollars annually for travelling and other expenses.

Pension to
chairman.

The city shall pay to the person who has filled the office of chairman of the executive committee of City of Montreal for at least eight years and who has ceased to hold such office, an annual pension, during his lifetime, of eighteen thousand dollars.

Unassign-
ability and
unseizab-
ility;
payment.

Such pension is unassignable and unseizable. It is payable at the age of sixty years in equal and consecutive instalments, on the first day of each month.

Contri-
bution.

For such purpose, the chairman of the executive committee shall pay, as a deduction from his indemnity, from 1 January 1978, a contribution equivalent to 5 ½% of his indemnity.

If the beneficiary of the pension dies before becoming entitled to the pension here provided for, his contributions shall be remitted to his heirs by the city, without interest.

Death
before
right to
pension.

If the beneficiary dies after becoming entitled to the pension, the city shall pay to his widow, during her lifetime, an annual pension equal to 50% of the pension he was receiving or to which he would have been entitled. The pension so granted is payable in advance in equal monthly instalments, on the first of each month, and is unassignable and unseizable."

Death
after right
to pension.

11. Article 90 of the said charter, replaced by section 3 of chapter 86 of the statutes of 1966/1967, is again replaced by the following:

1959/60,
c. 102,
a. 90,
replaced.

"90. Every matter within the jurisdiction of the council, except where otherwise provided, must be submitted to the executive committee for report to the council; the executive committee must report at the meeting of the council immediately following the expiration of a delay of sixty days from the date of the meeting at which the resolution submitting the matter to it was adopted."

Report of
executive
committee
to council.

12. Articles 91 to 95 of the said charter are repealed.

1959/60,
c. 102,
aa. 91-95,
repealed.

13. Article 99 of the said charter, replaced by section 9 of chapter 96 of the statutes of 1971, is again replaced by the following:

Id., a. 99,
replaced.

"99. The executive committee shall award contracts entailing an expenditure of not more than ten thousand dollars without the approval of the council.

Contracts
not
exceeding
\$10,000.

However, when the council has ordered the acquisition by agreement or by expropriation of an immoveable and appropriations are available for such purpose, the executive committee may acquire such immoveable by agreement for a sum not exceeding the appropriations voted for such purpose by the council, including damages, if any."

Acquisition
of immo-
veables.

14. Article 106 of the said charter, amended by section 15 of chapter 70 of the statutes of 1963 (1st session) and by section 10 of chapter 96 of the statutes of 1971, is again amended:

1959/60,
c. 102,
a. 106, am.

(a) by replacing paragraph *j* by the following:

"(j) approve any deed to correct the description of an immoveable the ownership or possession of which is acquired or alienated by the city;"

(b) by replacing the first paragraph of paragraph *o* by the following:

“(o) suspend the issue of permits for the building, repair, enlargement or occupancy of buildings and permits for the occupancy of land, located in a sector which is the object of a draft zoning by-law; however, in the case of a draft amendment to a zoning or building by-law, the suspension described hereinabove may be limited to the permits the issue of which is prohibited by the effect of the amendment. The suspension shall continue until the draft by-law is passed, defeated or withdrawn, provided such draft has been submitted to the council within ninety days from the resolution of the executive committee ordering the suspension and the whole term of the suspension does not exceed one hundred and eighty days.”;

(c) by replacing paragraph *q* by the following paragraphs:

“(q) sell, upon report of the director of the department concerned, as to their value, any corporeal moveables belonging to the city the value whereof does not exceed ten thousand dollars;

“(r) order the establishment of reserves for public purposes; after the adoption of such order, the executive committee must submit it to the council for approval at the first meeting following the sixtieth day from its adoption.”

1959/60,
c. 102,
a. 107,
replaced.

15. Article 107 of the said charter, replaced by section 11 of chapter 52 of the statutes of 1976, is again replaced by the following:

Tenders for
contracts
over
\$10,000,
unless
authorized,
up to
\$20,000, by
council.

“107. (1) The executive committee shall not award any contract involving an expenditure of more than \$10,000 for the execution of works, the supply of equipment or materials or the supply of services other than professional services, except after a call for public tenders. The council may, however, by by-law, authorize the executive committee to award contracts without tender for the amount mentioned in the by-law, provided such amount does not exceed \$20,000.

Interpre-
tation.

For the purposes of this subsection, a contract for the supply of materials comprises also any contract for the leasing of equipment with an option to purchase.

Bases of
tenders
and
awards.

(2) Every time public tenders are required under this article, such tenders shall not be called for nor shall the contracts resulting therefrom be awarded except on one or the other of the following bases:

(a) for a fixed price;

(b) at unit prices.

Formal-
ities.

(3) The formalities respecting tenders shall be determined by the executive committee, subject to the following provisions.

(4) At least eight days must elapse between the publication of the call for tenders and the date fixed for their opening. Minimum delay.

(5) The tenders shall be opened publicly in the presence of at least two witnesses, on the day and at the hour and place mentioned in the call for tenders. Any tenderer may be present at the opening of the tenders. The names of the tenderers and their respective prices must be mentioned aloud at the opening of the tenders. Opening of tenders.

(6) The executive committee shall not, without the prior authorization of the *Ministre des affaires municipales*, award the contract to any person except the one who made the lowest tender within the prescribed delay. Award to lowest tenderer.

(7) If, however, to comply with the conditions for the making of a government grant, it is necessary that the contract be awarded to any person except the one who made the lowest tender within the prescribed delay, the executive committee may, without the authorization of the Minister, award the contract to the person whose tender is the lowest among the persons fulfilling those conditions, if that tender was made within the prescribed delay. Award to a person other than lowest tenderer.

(8) The member of a council who knowingly, by his vote or otherwise, authorizes or effects Disqualification and personal liability.

(a) the awarding or the making, without public tender, of a contract which, according to subsection 1, is subject to that formality; or

(b) the awarding or the making of a contract in contravention to the requirements of subsection 6, subject to subsection 7, may be declared disqualified to hold any municipal office for two years and may be held personally liable to the municipality for any loss or damage it may have suffered.

The liability mentioned in the first paragraph of this subsection is joint and several, and it applies to every officer of the city who knowingly becomes party to the illegal act. Liability joint and several.

Proceedings in declaration of disqualification shall be taken in conformity with articles 838 to 843 of the Code of Civil Procedure; an ordinary action shall be taken to obtain compensation for loss or damage. Such recourses may be exercised by any ratepayer." Proceedings.

16. The said charter is amended by inserting after article 107 the following: 1959/60, c. 102, a. 107a, added.

"107a. The awarding of any contract for the execution of municipal works or the supply of equipment or materials or for the supply of services other than professional services and involving an expenditure exceeding \$5,000 and less than an expenditure re- Call for tenders for contracts over \$5,000 and less than \$10,000.

quiring the formality of public tenders must be preceded by a call for tenders made by inviting at least two contractors or, as the case may be, two suppliers to tender.

Inter-
pretation.

For the purposes of this article, a contract for the supply of equipment includes also any contract for the leasing of equipment with an option to purchase."

1959/60,
c. 102,
a. 108,
repealed.

17. Article 108 of the said charter, amended by section 5 of chapter 86 of the statutes of 1966/1967, is repealed.

Id., a. 109,
replaced.

18. Article 109 of the said charter, replaced by section 12 of chapter 52 of the statutes of 1976, is again replaced by the following:

Urgent ex-
penditures
authorized
by mayor
or chair-
man of
executive
committee.

"109. In case of irresistible force of such a nature as to imperil the life or health of the population or seriously damage the equipment of the municipality, the mayor or the chairman of the executive committee may order any expenditure deemed necessary and award any contract necessary to remedy the situation.

Report to
executive
committee.

In such case, the mayor or the chairman of the executive committee must make a report of such action and the reasons therefor to the executive committee at its next sitting. This report shall be tabled in council at the next sitting."

1959/60,
c. 102,
a. 112,
replaced.

19. Article 112 of the said charter, replaced by section 16 of chapter 97 of the statutes of 1960/1961, is again replaced by the following:

Special
meeting.

"112. After each general election, the clerk shall convene a special meeting of the council for a date within the thirty days following the election, the exclusive object whereof shall be to proceed with the appointments and elections provided for in article 79 and the choice of the acting-mayor in accordance with article 59 and, if need be, to fill the vacancies contemplated by article 74."

1959/60,
c. 102,
a. 113,
replaced.

20. Article 113 of the said charter is replaced by the following:

Special
meeting.

"113. Subject to articles 68 and 114 and to paragraph c of article 69, no special meeting other than that provided for in article 112 may be called except at the request of the executive committee."

1959/60,
c. 102,
a. 115,
replaced.

21. Article 115 of the said charter, replaced by section 17 of chapter 97 of the statutes of 1960/1961, is again replaced by the following:

"115. The regular meetings of the council shall be held ten ^{Regular} times a year. The date of each of such meetings shall be fixed ^{meetings.} by the executive committee and the notice of convocation shall mention that it is for a regular meeting."

22. Article 118 of the said charter is replaced by the following: ^{1959/60,}

"118. Business entered on the agenda paper may be ad- ^{c. 102,} ^{a. 118,} ^{replaced.} ^{Business} ^{adjourned.} journed to the next regular council meeting."

23. Article 119 of the said charter is amended by replacing ^{1959/60,} the word and figures "112, 114 and 146" in the first and second ^{c. 102,} ^{a. 119, am.} lines of the first paragraph by the word and figures "112 and 114".

24. Article 121 of the said charter, replaced by section 7 of ^{Id., a. 121,} chapter 86 of the statutes of 1966/1967, is again replaced by the ^{replaced.} following:

"121. At any council meeting, no business but that specified ^{Business} in the notice shall be considered or disposed of, unless with the ^{to be} ^{considered.} sanction of the mayor and of all the members of the council who are present.

Nevertheless, a councillor may always file a notice of motion, ^{Notice of} either on the table of the council in sitting or at the clerk's office ^{motion.} out of sitting. The executive committee must enter on the agenda paper of the next meeting of the council every notice of motion so received more than eight days before the date of the convocation notice of such meeting."

25. Article 122 of the said charter is replaced by the fol- ^{1959/60,} ^{c. 102,} ^{a. 122,} ^{replaced.} lowing:

"122. The mayor shall preside at all meetings of the council, ^{Council} except when he wishes to take part in the debate, in which case ^{meetings} he shall be replaced by the acting-mayor or another councillor ^{presided by} ^{mayor.} designated by the council.

The mayor or any councillor presiding a meeting of the council ^{No vote} shall not vote when presiding, except in case of a tie-vote; he may ^{when} ^{presiding.} otherwise vote when he is not presiding, subject to this charter."

26. Article 123 of the said charter is amended by striking ^{1959/60,} ^{c. 102,} ^{a. 123, am.} out the second paragraph.

27. Article 125 of the said charter, amended by section 17 ^{Id., a. 125,} of chapter 1 of the statutes of 1960 (1st session), is replaced by ^{replaced.} the following:

Decisions
by majority
of members
present.

"125. At meetings of the council, the majority of the members present shall decide on the questions and matters submitted thereto, notwithstanding any general law or special act, the provisions of this charter, any rule or any by-law of the council, subject to this article. The majority, for the purposes of this article, designates the greater number of concurrent votes.

Restriction.

This article shall not affect the matters contemplated in articles 72, 121, 133 and 138 of this charter."

1959/60,
c. 102,
a. 132,
replaced.
Departments.

28. Article 132 of the said charter is replaced by the following:

"132. The departments of the city are:
the Department of the Executive Secretary,
the Law Department,
the Department of the City Clerk,
the Finance Department,
the Public Works Department,
the Fire Department,
the Housing and City Planning Department,
the Social Affairs Department,
the Department of Supply and Services,
the Roads Department,
the Parks Department,
the Traffic Department,
the Permits and Inspections Department,
the Personnel Department,
the Real Estate Department,
the Public Relations Department,
the Sports and Recreation Department.

Idem.

For administrative purposes, the auditor's office, the electrical commission and the civil service commission are considered departments, and the city auditor, the chairman of the electrical commission and the chairman of the civil service commission rank with the department heads of the city.

Amalgamation or
abolition.

The council may, by by-law, upon report of the executive committee, order the amalgamation or abolition of such services and create new ones, except that it shall not amalgamate nor abolish the auditor's office."

1959/60,
c. 102,
a. 133, am.

29. Article 133 of the said charter, amended by section 18 of chapter 97 of the statutes of 1960/1961, is again amended by replacing the second paragraph by the following:

Suppression
and
dismissal.

"The Municipal Officers Dismissal Act (Revised Statutes, 1964, chapter 196) shall not be applicable to the city auditor. The

latter shall not be suspended or dismissed except by a resolution of the council adopted by the vote of two-thirds of its members, upon a report of the executive committee approved by the vote of two-thirds of its members."

30. Articles 149 to 157 of the said charter are repealed.

1959/60,
c. 102,
aa. 149-
157,
repealed.
Id., a. 159,
am.

31. Article 159 of the said charter is amended:

- (a) by striking out the second paragraph;
- (b) by replacing the word "funds" in the third line of the third paragraph by the word "appropriations";
- (c) by replacing the words "Nevertheless, the" in the first line of the last paragraph by the word "The".

32. Articles 162 to 169 of the said charter are repealed.

Id.,
aa. 162-169,
repealed.

33. Section 173 of the said charter, replaced by section 12 of chapter 59 of the statutes of 1962, is again replaced by the following:

Id., a. 173,
replaced.

"173. Notwithstanding any provision inconsistent with a general law or special act, the council may, on recommendation by the executive committee, grant indemnities, annuities or gratuities to employees of the city who have become unable to fulfil their duties efficiently.

Indem-
nities, etc.,
to inca-
pacitated
employees.

Where the executive secretary, the auditor, the chairman of the civil service commission or the director of a department has been in the city's employ for at least twenty-five years, the city, instead of paying such indemnities, annuities or allowances, may pay into the pension fund in which he participates, his share of the capital sum necessary to allow him to immediately obtain the pension to which he would have been entitled on reaching the age limit or after the number of years provided in his case for retirement."

Pension.

34. Article 175 of the said charter is repealed.

1959/60,
c. 102,
a. 175,
repealed.

35. Article 195 of the said charter, replaced by section 22 of chapter 97 of the statutes of 1960/1961, is amended:

Id., a. 195,
am.

(a) by replacing the third paragraph of paragraph 1 by the following:

"The members of the council of arts must be Canadian citizens and residents of one of the municipalities under its jurisdiction. They shall serve gratuitously; they shall be appointed by the council upon a report of the executive committee. The latter may reject such report, but shall not amend it."

Qualifi-
cations,
etc.

(b) by replacing the fourth paragraph of paragraph 2 by the following:

Fiscal
year, etc.

"The fiscal year of the council of arts shall coincide with that of the city. The auditor of the city shall audit the financial statements of the said council and make a report thereof in writing within the delay prescribed in article 730 to the council of the city and to the councils of the municipalities which have joined the council of arts."

1959/60,
c. 102,
a. 197,
replaced.

36. Article 197 of the said charter, replaced by section 3 of chapter 70 of the statutes of 1970, is again replaced by the following:

Qualifi-
cations for
mayor.

"197. Every elector who is a natural person and has been domiciled in the city for at least twenty-four months before the date of the nomination or of his appointment, as the case may be, may be nominated and elected or appointed mayor."

1959/60,
c. 102,
a. 198, am.

37. Article 198 of the said charter, amended by section 20 of chapter 1 of the statutes of 1960, by section 4 of chapter 70 of the statutes of 1970 and by section 17 of chapter 96 of the statutes of 1971, is again amended by replacing the last paragraph by the following:

Forfeiture.

"Any councillor who fails to attend three consecutive regular meetings of the council, except in case of illness attested by a physician's certificate, shall forfeit his office."

1959/60,
c. 102,
a. 263,
replaced.

38. Article 263 of the said charter is replaced by the following:

Certificate
of director
of finance.

"263. With every nomination paper there shall be filed a certificate from the director of finance of the city showing that the candidate has deposited the sum of two hundred dollars with the director of finance as required by the charter. The nomination paper shall also be accompanied with a solemn declaration as in Form 16 or in Form 17, as the case may be."

1959/60,
c. 102,
a. 378,
repealed.

39. Article 378 of the said charter, amended by section 54 of chapter 77 of the statutes of 1973, is repealed.

Id., a. 451,
replaced.

40. Article 451 of the said charter is replaced by the following:

Procedure
for
adoption of
by-laws.

"451. Subject to article 454, a by-law adopted under this charter shall be valid on being passed by the council, signed by the mayor, or by the person authorized under article 67, and by the clerk, sealed with the seal of the city and promulgated by public notice."

41. The said charter is amended by inserting after article 451 the following:

1959/60,
c. 102,
a. 451a,
added.

"451a. In the case of a zoning by-law, or of the amendment or repeal of such a by-law, the draft must be presented as follows:

Procedure
for
adoption of
zoning
by-laws.

(1) At the first meeting,

First
meeting.

(a) the clerk reads the title of the draft and a motion is made for reading and consideration thereof; the council proceeds with article by article consideration of the draft of which it is thus finally seized;

(b) an amendment may be proposed by way of a motion if it is supported by a report of the executive committee; such amendment is then joined to the main draft entered for first reading;

(c) after consideration of the draft, a councillor may give notice that at the meeting provided for in paragraph 2, he will, by way of motion, move an amendment, the substance of which he shall formulate in that notice; the clerk shall transmit the text of the notice to the executive secretary without delay.

(2) The clerk shall enter the draft for second reading on the agenda of the first meeting of the council held after the expiry of thirty days' delay from the first reading.

Second
reading.

(3) At the second meeting,

Second
meeting.

(a) a motion, notice of which has been given in accordance with subparagraph *c* of subsection 1, or a motion supported by a report of the executive committee, may be proposed for reading and first consideration of the amendment and of its adoption or rejection; if the amendment is adopted, the clerk must enter it for second consideration on the agenda of the first meeting of the council held after the expiry of thirty days' delay from the first consideration;

(b) a councillor may give notice that at the first meeting of the council held after the expiry of thirty days' delay from the first consideration, he will, by way of motion, move an amendment, the substance of which he shall formulate in that notice; the clerk shall transmit the text of the notice to the executive secretary without delay;

(c) the council shall proceed with second consideration of the main draft and its adoption or rejection, unless it is postponed or withdrawn.

(4) A motion, notice of which has been given in accordance with subparagraph *b* of subsection 5, may, at the meeting provided for in that subsection, be proposed for reading and first consideration of the amendment and of its adoption or rejection; if the

Motion.

amendment is adopted, the clerk shall enter it for second consideration on the agenda of the first meeting of the council held after the expiry of thirty days' delay from the first consideration.

Provision
applicable.

(5) Subparagraph *c* of subsection 3 applies to an amendment entered for second consideration.

Restriction.

This article does not apply to meetings of the council held under article 68, paragraph *c* of article 69 or articles 112 and 114."

1959/60,
c. 102,
a. 453,
repealed.
Id., a. 456,
replaced.

42. Article 453 of the said charter is repealed.

43. Article 456 of the said charter is replaced by the following:

Custody of
by-laws.

"456. The clerk shall have the custody of the by-laws of the city; he shall carefully preserve them in a register kept for that purpose."

1959/60,
c. 102,
a. 464a,
replaced.

44. Article 464a of the said charter, enacted by section 19 of chapter 96 of the statutes of 1971, is replaced by the following:

Offences
and
penalties
for
demolition,
etc.

"464a. In the case of a by-law respecting demolition, or the defacement of buildings, or against noise, the council may prescribe as a penalty, for a first offence, a minimum fine of not over one thousand dollars and a maximum fine of not over ten thousand dollars with or without costs, or imprisonment for a maximum of three months, or both such penalties together, and for any offence committed within a period of twelve months from the preceding offence, a minimum fine of not over two thousand dollars and a maximum fine of not over twenty thousand dollars, or imprisonment for a minimum of one month or a maximum of six months, or both such penalties together.

Imprison-
ment.

The council may also prescribe that imprisonment for a period at least equal to the minimum imprisonment provided for in the preceding paragraph may be imposed on failure to pay the fine provided for therein."

1959/60,
c. 102,
a. 520, am.

45. Article 520 of the said charter, amended by section 26 of chapter 97 of the statutes of 1960/1961, by section 8 of chapter 71 of the statutes of 1964, by section 21 of chapter 84 of the statutes of 1965 (1st session), by section 5 of chapter 90 of the statutes of 1968, by section 4 of chapter 91 of the statutes of 1969, by section 205 of chapter 19 of the statutes of 1971, by section 20 of chapter 96 of the statutes of 1971 and by section 57 of chapter 77 of the statutes of 1973, is again amended:

(a) by replacing the words "in the health office" in the ninth line of paragraph 4 by the words "with the director of the Social Affairs Department";

(b) by replacing the words "Motor Vehicle Act" in the fourth line of paragraph 19 by the words "Highway Code (Revised Statutes, 1964, chapter 231)";

(c) by replacing paragraph 27 by the following:

"27. Subject to any regulation made under the Act respecting health services and social services, establish standards relating to the physical lay-out of day-care centres and other care centres, regulate the conduct, qualifications and duties of the personnel, and the furnishings, linen, general care and nourishment, and sanitary conditions, in such establishments; require the persons responsible for such establishments to keep registers and to report on their activities to the director of the social affairs department;";

(d) by replacing paragraphs 52 and 53 by the following paragraphs:

"52. Forbid the buying, from a non-trader, of workmen's tools, bicycles or bicycle parts or accessories, metal pipes or other second-hand metal materials used in the construction of buildings, unless the seller gives the purchaser a certificate from the director of the police department, establishing that such articles belong to him, and prescribe the period during which such certificate shall be kept by the purchaser; Certificate required from certain traders;

"53. Compel dealers in bicycles to keep records of their sales and purchases and prescribe requirements regarding the keeping of such records, and their disclosure or the issue of extracts from them to the police department;"; Register for dealers in bicycles;

(e) by replacing the words "department of health" in the fourth line of paragraph 81 by the words "Roads Department".

46. Article 521 of the said charter, amended by section 148 of chapter 55 of the statutes of 1972, is again amended: 1959/60, c. 102, a. 521, am.

(a) by replacing paragraph 8 by the following:

"8. License auctioneers, pawn-brokers, second-hand dealers and dealers in bric-a-brac and impose requirements on them regarding in particular, the keeping of records relating to their transactions, the disclosure of such records, the issue, within certain delays and in accordance with certain forms, of extracts from such records, the content of such extracts, and the manner of preserving articles that are the object of the above-mentioned transaction;"; Auctioneers, etc.;

(b) by replacing the word "hackmen" in the first line of paragraph 21 by the words "owners and drivers of horse-drawn vehicles";

(c) by replacing paragraph 22 by the following:

Carters,
etc.;

"22. Authorize and regulate the granting of licences to carters, owners or drivers of horse-drawn vehicles and, irrespective of their place of residence, owners of vehicles used in the city for the delivery of produce or goods of any kind; regulate the good government and discipline of the drivers of horse-drawn vehicles and fix the price of their services; punish persons who use such vehicles and refuse to pay the fare exigible; regulate the maintenance and use of horse-drawn vehicles;"

(d) by replacing paragraph 35 by the following:

Car-wash.

"35. Regulate the days and hours of opening and closing of the establishments or parts of establishments used as a car-wash."

1959/60,
c. 102,
a. 522, am.

47. Article 522 of the said charter, amended by section 27 of chapter 97 of the statutes of 1960/1961, section 54 of chapter 59 of the statutes of 1962, section 19 of chapter 70 of the statutes of 1963 (1st session), section 9 of chapter 71 of the statutes of 1964 and section 23 of chapter 86 of the statutes of 1966/1967, is again amended:

(a) by replacing paragraph 5 by the following:

Width of
certain
streets;

"5. Upon the recommendation of the Housing and City Planning Department and of the executive committee, open, extend or enlarge streets of less than sixty-six feet in width, and ratify the existence thereof in special cases notwithstanding any legislative provisions to the contrary, subject to article 36;"

(b) by replacing paragraphs 11 and 12 by the following paragraphs:

Excavations,
etc.

"11. In order to ensure the conservation of the public domain and the protection of public utility works, as well as public safety, stipulate requirements relating to various types of excavations and openings made in the public domain; regulate the construction, use and maintenance of sewers, tunnels, drains and other underground works and the installation of manholes.

Pre-condition.

Prescribe, as a precondition to the right to excavate, the securing of an authorization from the department entrusted with applying the by-law, and the formalities to be filled upon the application for authorization; permit the requesting of such authorization after the commencement of the excavation works, within such delay as it may determine, in foreseeable cases of emergency.

Corrective
measures.

In cases where openings are not made in accordance with the requirements of the by-law, enact that the city may, at the cost of

the offenders, carry out the necessary corrective measures to make the openings conform, or fill up the openings and restore the premises to their original condition.

Require, upon the application for authorization and to Deposit for cost of repair; guarantee all costs incurred by it relating to the works it carries out to fill up a non conforming opening, correct a situation or restore premises, or upon accessory works rendered necessary to repair damage caused to the public domain following an excavation, whether conforming or not, the deposit of an adequate sum in such form and at such tariff as it may provide;

"12. In the manner and within the limits provided for in paragraph 11 in respect of excavations in the public domain, establish Excavations in private domain; rules respecting excavations in the private domain;"

(c) by replacing paragraph 26 by the following:

"26. Regulate the gait, speed and parking of horses and horse-drawn vehicles, distinguish between various types of horse-drawn Speed of horses, etc.; vehicles, designate, with respect to such vehicles, areas within which they may be driven, prescribe the days, number of hours per day, the hours of the day and periods of the year during which they may operate, prescribe routes, halts, parking places, the requirement in certain cases to return to the starting point, and the places where they are to be put up or garaged, and establish mandatory standards of safety and hygiene in regard to such vehicles, their equipment and the horses;"

(d) by replacing paragraph 32 by the following:

"32. Regulate or prohibit the playing of games or amusements Games on sidewalks, etc.; on sidewalks, streets, lanes or public places; regulate the use of bicycles and other vehicles; prescribe the laying out of bicycle paths upon any street, lane or public place and regulate the construction and use thereof; for the purposes of traffic on the bicycle paths, prescribe subject to the approval of the Ministre des transports, special rules regarding cyclists and bicycles notwithstanding the provisions of the Highway Code (Revised Statutes, 1964, chapter 231) governing turns at intersections;"

48. Article 524 of the said charter, amended by section 55 of 1959/60, c. 102, a. 524, am. chapter 59 of the statutes of 1962, by section 20 of chapter 70 of the statutes of 1963 (1st session), by section 24 of chapter 86 of the statutes of 1966/1967, by section 7 of chapter 90 of the statutes of 1968, by section 1 of chapter 91 of the statutes of 1968, by section 21 of chapter 96 of the statutes of 1971, by section 4 of chapter 76 of the statutes of 1972 and by section 58 of chapter 77 of the statutes of 1973, is again amended:

(a) by adding after subparagraph *b* of paragraph 2, the following paragraph:

Occupancy
not con-
formable to
zoning
by-laws.

"Any occupancy not conformable to the zoning by-laws may continue so long as the acquired rights relating thereto are not abandoned; cessation of activities for a period of six months constitutes a presumption of abandonment of the acquired rights regarding an occupancy.";

(b) by adding after subparagraph *d* of paragraph 2 the following subparagraph:

Permits for
day-care
centres.

"(dd) Notwithstanding any zoning by-law, and on such conditions as it may impose, authorize the issue of permits for the utilization of land or the construction, alteration and occupancy of buildings for the purposes of day-care centres;"

(c) by repealing paragraph 3a;

(d) by adding the following paragraph:

Residential
buildings.

"18. (a) Define "residential building" for the purposes of this paragraph;

(b) Rule on the examination of any application for the demolition of a residential building in order to determine whether it should be preserved or if it may be demolished, in whole or in part, having regard to its structural condition, what it would cost to renovate it, its location, its architectural characteristics or the fact that it forms part of a complex; where demolition is authorized, require the prior filing of a new land-use plan and, as it sees fit in each case, the erection on the same site or in any sector where housing is permitted, of dwelling-units in such number and of such area as it may determine; fix the terms and conditions of demolition and rebuilding and require that a guarantee be furnished to ensure compliance with the conditions attached to the authorization to demolish; compel every person who participates in an unlawful demolition to restore the building or the part of a building so demolished; delegate the exercise of such powers to the executive committee;

(c) Prescribe that such conditions apply to every residential building the demolition of which is imperative in accordance with the by-laws adopted under paragraph 37 of article 520 or paragraph 8 of article 524;

(d) Provide for an appeal to an arbitration board formed in the manner provided in paragraph 7 of article 525, from any decision rendered under subparagraphs *b* and *c*;

(e) Impose, as a sanction, whether or not a guarantee furnished under subparagraph *b* has been realized, an additional tax not exceeding 25% of the value of any land the owner of which fails to meet the requirements for the construction of a new building; enact that the director of finance may, from and after the default and for every year that it lasts, alter the collection roll of real estate taxes to indicate the amount corresponding to such additional

tax which becomes exigible thirty days after the sending of the account; this tax is recoverable in the same manner as real estate taxes."

49. Article 524a of the said charter, enacted by section 8 of chapter 90 of the statutes of 1968, is repealed.

1959/60,
c. 102,
a. 524a,
repealed.

50. The title of Division 6 of Chapter II of Title IX of the said charter is replaced by the following:

Id., tit. of
Div. 6 of
Chap. II of
Tit. IX,
replaced.

"UNHYGIENIC, DANGEROUS OR DILAPIDATED ESTABLISHMENTS".

51. Article 525 of the said charter, amended by section 25 of chapter 86 of the statutes of 1966/1967, is again amended by replacing paragraph 7 by the following:

Id., a. 525,
am.

"7. Determine the conditions of occupancy, maintenance and preservation of buildings, distinguish and define classes of buildings; require, whenever such buildings are decrepit, dilapidated or deteriorated, due to lack of maintenance, abuse or acts of defacement, the carrying out of restoration, repair and maintenance works; establish the procedure by which the person whose immovable does not conform to the by-laws is notified of the works to be carried out; determine the time within which such person may lodge an appeal before an arbitration board; form one or more of such boards and determine their jurisdiction; authorize the executive committee to pay fees to their members; give such boards authority to confirm, amend or annul the decision of the director of the department which served notice of a failure to conform to the by-laws; provide that such works be the responsibility of the person designated in the notice, notwithstanding paragraph 2b of article 524; in cases where the owner of the immovable refuses to carry out the works, provide that the city may carry them out and recover the cost therefor and, if necessary, make use of the powers held under paragraph 8 of article 524 concerning the registration of a privileged charge on the immovable."

Buildings.

52. The said charter is amended by inserting after article 525 the following:

1959/60,
c. 102,
a. 525a,
added.

"525a. In the cases provided for in a by-law enacted in application of paragraph 8 of article 524 or of paragraph 7 of article 525, a judge of the Superior Court may, upon the motion of the city, order the vacating of the building to be demolished or restored, within the delay it fixes and for the period it determines, and order the owner of that building to pay, within the same delay, to the occupants contemplated by the vacating order, a relocation indemnity, failing which, after notice to the owner, the

Vacating
buildings.

city must pay that indemnity and recover it from the owner, such recovery being secured, after registration, by a privileged charge on the immovable on which the building so vacated is located, of the same nature and rank as a municipal tax."

1959/60,
c. 102,
a. 528, am.

53. Article 528 of the said charter, amended by section 56 of chapter 59 of the statutes of 1962, by section 9 of chapter 90 of the statutes of 1968, by section 1 of chapter 92 of the statutes of 1968 and by section 22 of chapter 96 of the statutes of 1971, is again amended by striking out, in the first and second lines of paragraph 6, the words "By the vote of the majority of all its members,".

Id., a. 551,
replaced.

54. Article 551 of the said charter is replaced by the following:

Rent re-
coverable
by
privilege.

"551. The rent fixed under paragraph 13 of article 522 shall be recoverable by privilege upon the immovables for the use whereof the occupation of the public grounds has been permitted; such privilege shall be preserved without registration and shall have the same rank as other municipal taxes under the Civil Code.

Provisions
applicable.

The provisions of this charter relating to the collection of taxes on immovables apply to the collection of such rent.

Rent from
Government of
Canada.

If such rent is exigible from the Government of Canada, it may be capitalized and commuted by agreement between the latter and the city. The agreements of such nature concluded before 5 March 1915 are ratified and validated."

1959/60,
c. 102,
a. 557,
replaced.

55. Article 557 of the said charter is replaced by the following:

Traffic and
parking.

"557. Notwithstanding any legislative provision inconsistent herewith, the city, by resolution of the executive committee, may order one-way traffic on its streets and lanes and prohibit the parking of automobiles at certain places which it shall determine.

Penalty.

The council may, for each violation of such resolution, impose the penalty prescribed in article 462, which shall become applicable upon the installation of the traffic signs at the appropriate locations.

Motor-
trucks.

Notwithstanding any legislative provision inconsistent herewith, the city, by resolution of the executive committee, may prohibit motor-trucks from using the streets or lanes or any part of the streets or lanes of the city and the council may impose, for each violation of such resolution, the penalty provided by article 462."

56. Article 561 of the said charter is amended by replacing the words "by-law, passed by the vote of two-thirds of the members of the council present" in the fifteenth, sixteenth and seventeenth lines by the words "by-law of the council". 1959/60, c. 102, a. 561, am.

57. Article 563 of the said charter, replaced by section 28 of chapter 97 of the statutes of 1960/1961 and amended by section 57 of chapter 59 of the statutes of 1962, by section 11 of chapter 71 of the statutes of 1964, by section 10 of chapter 90 of the statutes of 1968, by section 5 of chapter 91 of the statutes of 1969 and by section 23 of chapter 96 of the statutes of 1971, is again amended by replacing the first paragraph by the following: Id., a. 563, am.

"563. The territory comprised within the limits hatched in red on the plan M-355 St. Antoine, prepared by the city's public works department and dated 2 June 1975, shall be reserved to constitute a public park under the name of Mount Royal Park."
Mount Royal Park.

58. Article 573 of the said charter is amended by replacing the second paragraph by the following: 1959/60, c. 102, a. 573, am.

"The salaries of the members of the commission shall be fixed by resolution of the executive committee."
Salaries.

59. Article 595 of the said charter, replaced by section 59 of chapter 77 of the statutes of 1973, is again replaced by the following: 1959/60, c. 102, a. 595, replaced.

"595. The annual rentals exigible from the users of such underground conduits shall also include a sum that may be applied to the superannuation fund which the commission is authorized to establish and for which it shall draw up by-laws, which shall come into force and be executory upon their approval, with or without amendment, by the Régie des services publics. The employees of the commission shall benefit from such superannuation fund and must contribute to it."
Sums paid to superannuation fund.

60. Article 606 of the said charter is amended by replacing the first paragraph by the following: 1959/60, c. 102, a. 606, am.

"606. The city may authorize the issue of any evidence of indebtedness in the manner prescribed in article 750, to obtain the funds necessary for the expropriation compensation and for the construction, organization, management and maintenance of its underground conduit system."
Issue of evidences of indebtedness to establish fund.

61. Section 610*b* of the said charter, enacted by section 21 of chapter 70 of the statutes of 1963 (1st session), is replaced by the following: 1959/60, c. 102, a. 610*b*, replaced.

Cession of
land for
parks, etc.

"610b. The council, by by-law, may authorize the executive committee to require, as a precondition to the approval of a subdivision plan, whether it provides for streets or not, that the owner cede to the city, for park or playground purposes, an area of land not exceeding ten per cent of the land comprised in the plan and situated at a place which, in the opinion of the executive committee, is suitable for the establishment of parks or playgrounds; or that the owner, instead of ceding such area of land, pay a sum not exceeding ten per cent of the actual value of the land comprised in the plan, notwithstanding the application of section 21 of the Real Estate Assessment Act (1971, chapter 50). The proceeds of such payment must be paid into a special fund which may be used only for the purchase of lands intended for the establishing or equipping of parks and playgrounds and the lands ceded to the city under this article can only be used for parks and playgrounds. The city may however dispose, for a consideration, of lands it has acquired under this article if they are no longer required for the purposes of establishing parks or playgrounds, and the proceeds must be paid into the said special fund."

1959/60,
c. 102,
a. 612a,
am.

62. Article 612a of the said charter, enacted by section 7 of chapter 76 of the statutes of 1972, is amended by replacing the first and second paragraphs by the following:

By-law to
approve
plan, etc.,
of
buildings,
etc.

"612a. The council may, by by-law, approve a plan or construction or occupancy of one or more buildings or other works under, above or on any area of land, in favour of any person whose title includes the right to construct or occupy buildings thereon, provided that such land has a continuous area of at least eight thousand square metres (8,000 m²); the latter condition does not apply in the case of a project for the erection of educational establishments, hospitals or public administration or public service buildings, of residential buildings under a municipal or governmental housing programme, or of immoveables classified as cultural property or situated wholly or partly in the protected area of such property.

Dero-
gation.

A by-law to approve such a plan may subject such approval to any condition derogating from a municipal by-law."

1959/60,
c. 102,
a. 619,
replaced.

63. Article 619 of the said charter, replaced by section 31 of chapter 86 of the statutes of 1966/1967 and amended by section 29 of chapter 96 of the statutes of 1971, is again replaced by the following:

Responsi-
bility for
water rate.

"619. The director of finance shall add to the tax collection roll the name which has been omitted of any occupant of premises before the coming into force of the roll and that of any new occupant

after the coming into force. The amount of the tax is in both cases proportionate to the length of the occupancy during the fiscal year, as it appears on the valuation commissioner's certificate. The same basis shall be used to determine the tax of the occupant of premises entered on the roll at the beginning of the fiscal year who leaves the premises before the coming into force, and the director of finance shall correct the collection roll according to the length of occupancy, as indicated on the valuation commissioner's certificate."

64. Article 621 of the said charter, amended by section 32 of chapter 86 of the statutes of 1966/1967, by section 12 of chapter 90 of the statutes of 1968, by section 30 of chapter 96 of the statutes of 1971 and by section 61 of chapter 77 of the statutes of 1973, is again amended by replacing the first and second paragraphs by the following:

"621. If, in the course of a fiscal year, a person subject to the payment of a water or service tax in virtue of the tax roll leaves premises to occupy others, such person shall not be held to pay a new water or service tax due to the occupancy of the latter, unless the rental value of the new premises be higher than that of the former; in that case, such person shall pay the difference between the assessed annual rental value of the two premises from the date of occupancy of the new premises to the end of the fiscal year, in accordance with the certificate of the valuation commissioner, which shall be deemed to be part of such roll.

However, if he leaves the premises after the coming into force of the roll and has not ceded his rights according to article 620, or is not in the case provided in the first paragraph of this article, he shall be entitled to a refund or credit, as the case may be, from the date of leaving the premises assessed until the end of the current fiscal year. The director of finance shall determine the required changes to the collection roll of personal taxes in accordance with the valuation commissioner's certificate."

65. Article 627 of the said charter is repealed.

66. Article 628 of the said charter, replaced by section 8 of chapter 76 of the statutes of 1972, amended by section 162 of chapter 49 of the statutes of 1972, by section 4 of chapter 76 of the statutes of 1973, and by section 62 of chapter 77 of the statutes of 1973, is replaced by the following articles:

"628. Notwithstanding any by-law, contract, resolution or act inconsistent with this article, the city may, before 1 March each year, reach an agreement with each of the cities of West-

mount, Côte Saint-Luc and Outremont and Ville Saint-Pierre to determine the price for supplying water in the territory of such cities and such town; failing such an agreement, that price is determined by the Commission municipale du Québec before the next 1 April.

Payment of
water rate.

Each of such cities and such town may, by resolution of its council, opt to pay in future directly to the city, on 1 February of each fiscal year of the latter, the price of supplying water in its territory, including water measured by meter, to users. Such option must be made and notice thereof served on the city on or before 1 November preceding the beginning of such fiscal year in order to apply and cannot thereafter be changed without the express consent of the city.

Authori-
zation for
price.

Each of such cities and such town which opts, in accordance with the second paragraph, to pay directly to the city, in future, the price of supplying water in its territory, is authorized to charge the users of the waterworks service in its territory the price of the water furnished to them, measured by meter or not, at the tariff fixed by its council at the adoption of its annual budget, and may base such tariff on the rental value appearing on the roll of rental values, on the real value appearing on the valuation roll, or, in the case of a building provided with a regulation meter, on the quantity of water used; the revenue from such tariff may be different from the price for water supply payable to the city, at the discretion of the council of each of such cities and such town.

Conditions.

Furthermore, the conditions governing the supplying of water by the city in its territory must be the same for the cities of Westmount and Outremont.

Contracts
continue in
force.

In any other respect, the contracts existing, as regards the cities of Outremont and Westmount, on 11 April 1935, continue in force except that the city is exempted from paying such two cities any amount under those contracts.

Idem.

Subject to the first paragraph, the contract made between the city and the city of Côte Saint-Luc under chapter 103 of the statutes of 1952/1953 shall continue to be in force but the city must install, within a delay fixed by the Commission municipale du Québec, meters to measure the quantity of water supplied to the territory of the city of Côte Saint-Luc.

Basis of
price of
water.

Following the installation of such meters, the price of water in the territory of the cities of Côte Saint-Luc may be based on the quantity of water supplied or on the criteria provided in section 3 of chapter 103 of the statutes of 1952/1953.

By-laws
applicable
to Ville
Saint-
Pierre.

"628a. Subject to article 628, the city may impose and collect each year a tax for supplying water in Ville Saint-Pierre and all

the by-laws of the city respecting waterworks and the imposition and collection of the water tax apply to the territory of Ville Saint-Pierre, from their passing.

The jurisdiction of the Municipal Court shall be, for such purpose, extended to the territory of Ville Saint-Pierre.”

Juris-
diction of
Municipal
Court.

67. Article 629 of the said charter is repealed.

1959/60,
c. 102,
a. 629,
repealed.

68. Article 639 of the said charter, replaced by section 63 of chapter 77 of the statutes of 1973, is again amended by replacing subsections 2 and 3 by the following subsections:

Id., a. 639,
am.

“(2) The city may, when it considers that public health so requires,

Sewers.

(a) order the construction of sewers in any private street and apportion the cost thereof on the bordering proprietors, as if it concerned a public street;

(b) order the construction of sewers in any projected street not yet open to public traffic and apportion the cost thereof on the proprietors, in the same manner as a street open to the public.

“(3) For the purposes of this article and of articles 640, 641, 642 and 643, the word “sewer” does not include collector and tributary sewers and the word “street” includes the streets, private or public lanes or lanes made public, public places, existing or projected.”

“sewers”.

69. Article 640 of the said charter, replaced by section 64 of chapter 77 of the statutes of 1973, is again replaced by the following:

1959/60,
c. 102,
a. 640,
replaced.

“**640.** The city may apportion among the bordering proprietors the cost of construction of the sewers which it must build. Where the construction cost of sewers is charged to bordering proprietors, it shall be apportioned in proportion to the number of feet of frontage of their respective immoveables, according to the uniform rate determined in the manner provided in article 642.

Payment
of cost.

The city shall pay, in accordance with article 693, the share of the cost of construction of a sewer not charged to the bordering proprietors.”

Payment
of share.

70. Article 640a of the said charter, enacted by section 64 of chapter 77 of the statutes of 1973, is repealed.

1959/60,
c. 102,
a. 640a,
repealed.

71. Article 641 of the said charter, replaced by section 65 of chapter 77 of the statutes of 1973, is again replaced by the following articles:

Id., a. 641,
replaced;
aa. 642,
643,
added.

Imposition
of sewer
tax.

"641. In the case of a lot whose front and rear border on a sewer, the executive committee is authorized to impose on the frontage the full amount of the sewer tax; respecting the rear, if it is not connected with the sewer situated there, the cost of the latter shall be payable according to article 693.

Uniform
rate.

"642. By by-law adopted during the month of March of each year on report of the executive committee, and according to the average cost obtained in the manner indicated in article 643, the council shall determine the uniform rate per linear foot at which the cost of sewers is charged to the bordering proprietors pursuant to article 640.

Payment.

Such cost is payable cash or in ten annual payments.

Inform-
ation to
be given.

"643. The director of the public works department shall, before 1 March each year, furnish to the executive committee the following information:

(1) The total cost of the sewers the construction of which has been finally or provisionally approved during a period of three consecutive years ending on the preceding 30 October;

(2) The length in feet of all lots bordering on the streets or parts of streets where such sewers have been constructed and which they are meant to serve;

(3) The average cost per linear foot obtained by dividing the total cost mentioned in paragraph 1 by the measure of length established in paragraph 2."

1959/60,
c. 102,
a. 650,
replaced.

72. Article 650 of the said charter is replaced by the following:

Fiscal
year.

"650. The civic fiscal year shall begin on 1 May and terminate on the following 30 April; all taxes shall be imposed and levied for each fiscal year, except the school tax, which shall be levied for the school year from 1 July to the following 30 June. The city may, by by-law, fix the date when such taxes shall become due."

1959/60,
c. 102,
a. 661, am.

73. Article 661 of the said charter, amended by section 34 of chapter 97 of the statutes of 1960/1961, is again amended by replacing the words "maintain equilibrium between revenue and" in the second and third lines of the first paragraph by the words "provide revenue at least equal to".

Id., a. 664,
am.

74. Article 664 of the said charter is amended by replacing paragraph *d* by the following:

"d. unforeseen expenses of administration which the executive committee may authorize according to circumstances, the aggregate amount of which shall not exceed ten per cent of the said "Appropriation for Contingent Expenditures" without the approval of the council."

75. Article 673 of the said charter is amended:

(a) by striking out the words "by the vote of two-thirds of the members present" in the third and fourth lines;

(b) by striking out the words "by the same vote" in the sixth line.

76. Article 674a of the said charter, enacted by section 7 of chapter 91 of the statutes of 1969, is amended by adding the following paragraph:

"Subject to any provisions of law, or of any by-law, ordinance, contract or agreement that may fix at another date the exigibility of the sums due to the city, all sums due to the city are payable and exigible thirty days after the sending of the account of the city."

77. Article 691 of the said charter is repealed.

78. Article 692 of the said charter, replaced by section 40 of chapter 97 of the statutes of 1960/1961, is again replaced by the following:

"**692.** The share of the proprietors in the cost of expropriations and of the construction of permanent pavings, permanent sidewalks, sewers and other improvements shall be financed out of the loans contracted for the purposes of article 690, which shall be repaid by means of assessments paid to such fund."

79. Article 693 of the said charter, replaced by section 41 of chapter 97 of the statutes of 1960/1961, is again replaced by the following:

"**693.** The share of the city in the cost of expropriations and of the construction of permanent pavings, permanent sidewalks, sewers and other improvements, shall be financed

(a) out of appropriations voted in the budget for the fiscal year in which the improvement is authorized; or

(b) out of loans contracted for the purposes of article 690.

In such latter case, such share shall be reimbursed within the term fixed by the council on the report of the executive committee. Such term however shall not exceed twenty years and shall

1959/60,
c. 102,
a. 673, am.

Id.,
a. 674a,
am.

Delay for
payment.

1959/60,
c. 102,
a. 691,
repealed.

Id., a. 692,
replaced.

Financing
of pro-
prietors'
share.

1959/60,
c. 102,
a. 693,
replaced.

Financing
of city's
share.

Reimbur-
sement.

begin to run from 1 October following the calendar year of the coming into force of the roll.

Balance. In all cases where the term of reimbursement of the share of the city, as a result of the provisions of the charter then in force, has been established over a period of five years or less, the non-amortized balance shall be reimbursed as from 1 October 1961 over the period remaining to complete twenty years."

1959/60,
c. 102,
a. 696,
replaced.

80. Article 696 of the said charter is replaced by the following:

Charge to
account of
improvement.

"696. Interest on the cost of any local improvement or on the unrepaid portion of such cost shall be charged each year to the account of such improvement, at the rate fixed annually by the council for each fiscal year at the adoption of the budget."

1959/60,
c. 102,
aa. 701,
703-707,
repealed.
Id., a. 710,
replaced.

81. Articles 701 and 703 to 707 of the said charter are repealed.

82. Article 710 of the said charter is replaced by the following:

Approval
required.

"710. The executive committee shall not transfer the appropriations voted under one chapter of the budget to another chapter except with the approval of the council, after having obtained the written opinions of the heads of the departments concerned.

Exception.

However, the executive committee may transfer, in whole or in part, to any other chapter of the budget, the appropriation for "unforeseen expenses of administration" under the chapter "Appropriations for Contingent Expenditures" and the appropriations under "Appropriations for General Expenses of Administration Placed at the Disposal of the Executive Committee".

Report to
council.

Where the executive committee exercises the powers provided for in the preceding paragraph relating to the transfer of appropriations from the chapter entitled "Appropriations for General Expenses of Administration Placed at the Disposal of the Executive Committee", it must report thereon to the council at the first ensuing meeting."

1959/60,
c. 102,
a. 718, am.

83. Article 718 of the said charter is amended by replacing the word "funds" in the seventh line by the word "appropriations".

Id., a. 719,
am.

84. Article 719 of the said charter is amended by replacing the word "funds" in the first line by the word "appropriations".

Id., a. 721,
am.

85. Article 721 of the said charter is amended by replacing the first paragraph by the following:

"721. The city, within the limits of its jurisdiction, may make contracts or agreements extending over more than one year and entailing an expenditure chargeable against revenue of a subsequent fiscal year, provided that they are authorized by the council, on a recommendation of the executive committee, and approved by the Commission municipale du Québec." Contracts, etc., exceeding one year.

86. Article 723 of the said charter is amended by replacing the word "funds" in the tenth line of the first paragraph by the words "appropriations available and voted". 1959/60, c. 102, a. 723, am.

87. Article 727 of the said charter is replaced by the following: Id., a. 727, am.

"727. The director of finance shall see that no indebtedness incurred during a fiscal year is charged to the appropriations made for a subsequent fiscal year or paid out of such appropriations, unless the council decides that such indebtedness may be so charged and paid." Charge of debt to other fiscal year prohibited.

88. Article 731 of the said charter is repealed. 1959/60, c. 102, a. 731, repealed.

89. Article 732 of the said charter is replaced by the following: Id., a. 732, replaced.

"732. The city auditor shall audit the accounts and affairs of the city, in accordance with auditing standards generally recognized in public accounting, and shall discharge all the other duties imposed on him by the law and the by-laws." Duty of auditor.

90. Article 733 of the said charter is replaced by the following: 1959/60, c. 102, a. 733, replaced.

"733. (1) The auditor is directly responsible to the council. Auditor.

(2) The auditor must audit the accounts and affairs relating to the various funds, services and property of the city, examine the financial statements of the latter and issue his opinion in this respect. Duties.

(3) The auditor shall make an inquiry and report each time that the executive committee or the council makes a request therefor on any matter within his competence. Inquiry and report.

(4) On or before 31 January each year, the auditor shall remit to the executive committee the results of his audit for the fiscal year ending on the preceding 30 April, and mention every fact or irregularity that he has noticed which, in his opinion, deserves to be pointed out, particularly cases where he has found that: Annual audit.

(a) accounts have not been kept in a faithful and satisfactory manner;

(b) account of all public moneys has not been given;

(c) the applied rules and procedures are not adequate to ensure efficient control of the regular assessment, collection and apportionment of revenue;

(d) sums of money have been spent for purposes other than those for which they had been voted;

(e) expenses have been made without authorization.

Tabling. The executive committee shall table before the council the results of such audit at the first meeting held following the expiry of thirty days from its receipt.

Access. (5) The auditor may consult the files, documents and registers respecting all the accounts and affairs of the city.

Information. He may also require from any officer or employee of the city, any information, report or explanation he deems necessary for the performance of his duties.

May inform. (6) The auditor may inform the department heads of the city and the executive committee of the facts discovered during his audit.

Accountant. (7) The council shall appoint a professional public accountant to examine the accounts respecting the auditor.

Immunity. (8) No civil action may be instituted by reason or in consequence of the publication of a report of the city auditor under the law or the publication made in good faith of an extract or abstract of such report.

Idem. (9) The city must keep the auditor clear of any claim or conviction exercised or executed against him, in capital, interest and costs, and of all advocate's or expert's fees incumbent on him, in all cases where such claim, conviction or costs result from the exercise of his office or the performance of his duties in accordance with the law and the by-laws.

Other city bodies and persons. (10) The auditor has the same duties and exercises the same powers in respect of the bodies, corporations or persons whose affairs he is charged by the charter or by the city with auditing, in respect of any person, department, commissioner or company to whom the council entrusts in whole or in part the administration and operation of the activities of "Man and his World" under paragraph 3 of article 528, as well as in respect of any person incorporated as a non-profit corporation under article 964b."

1959/60,
c. 102,
a. 744,
repealed.

91. Article 744 of the said charter is repealed.

92. Article 745 of the said charter is replaced by the following: 1959/60, c. 102, a. 745, replaced.

"745. Subject to the provisions of by-law 1735, the city may authorize the issuance of new evidences of indebtedness to pay off any existing loan at maturity." Repayment of loan at maturity.

93. Article 746 of the said charter is amended by striking out the words "passed by two-thirds of the members present" in the third and fourth lines. 1959/60, c. 102, a. 746, am.

94. Article 746a of the said charter, enacted by section 26 of chapter 70 of the statutes of 1970, is replaced by the following. Id., a. 746a, replaced.

"746a. The city may, by resolution of the council, borrow, for a term not exceeding four years, the sums required to defray the cost of the expenses involved in holding a general election." Borrowing to defray costs of general election.

95. Article 747 of the said charter is repealed. 1959/60, c. 102, a. 747, repealed.

96. Article 750 of the said charter is replaced by the following: Id., a. 750, replaced.

"750. The city may effect its loans by means of an issue of evidences of indebtedness and dispose of them at the best price offered. Such securities may be issued in currency of any country." Loans by issue of evidences of indebtedness.

These evidences of indebtedness may be reimbursed in a single payment, in series or out of a sinking-fund. Reimbursement.

The city may also create a general sinking-fund for purposes of total or partial redemption of the evidences of indebtedness issued by it." General sinking-fund.

97. Article 752 of the said charter, amended by section 15 of chapter 90 of the statutes of 1968, is replaced by the following: 1959/60, c. 102, a. 752, replaced.

"752. Notwithstanding the terms of the by-laws authorizing the same, the city may effect loans and issue any evidence of indebtedness payable in Canada or outside of Canada." Loans by evidences of indebtedness.

It may agree to refund the capital and to pay the interest on such loans and securities therefor in one or more countries and in the currency of any country and for such purpose it may establish the basis of the rate of exchange. Refund.

Whenever the city contracts a loan repayable in legal currency of a foreign country, and a tax is imposed by the law in Canada, the executive committee may, upon a report of the director of finance, order that the city shall pay, in respect of such loan for Loans repayable in foreign currency.

the account of the bearer or holder of all securities issued by the city and so repayable, the amount of any tax deducted at the source in connection with the payment to non-residents of the principal, interest or premium, and solely because of the holding of the said securities in order that the amount paid by the city to the said bearer or holder be equal to the full amount of the principal, interest or premium stipulated in such securities."

1959/60,
c. 102,
a. 753,
replaced.

98. Article 753 of the said charter is replaced by the following:

Loans in
legal cur-
rency of
Canada.

"753. When the city is authorized, by by-law, to borrow a certain amount by the issue of evidences of indebtedness either in legal currency of Canada, or of one or more foreign countries, the total amount of the loan thus authorized shall be that expressed in legal currency of Canada.

Determi-
nation of
amount.

The amount of each loan made under such by-law by an issue of evidences of indebtedness in legal currency of a foreign country shall be determined in relation to the total amount authorized by the by-law by multiplying the principal amount of the issue, expressed in the currency of such foreign country, by the value of such currency at the rate of exchange made in Canadian dollars.

Idem.

Notwithstanding the preceding paragraph, where a loan is made in legal currency of a foreign country to reimburse a loan already contracted in the same currency and the proceeds of the new loan are not converted into legal currency of Canada, the amount of such new loan is determined with respect to the total amount authorized by the by-law by using the same exchange rate as for the original loan.

Provisions
applicable.

The provisions of this article shall also be applicable to the loans to be contracted under by-laws in force at the date of 5 March 1959."

1959/60,
c. 102,
a. 754,
replaced.

99. Article 754 of the said charter is replaced by the following:

Amount of
discount
added.

"754. The amount of the discount on the sale of any issue provided for in article 750 shall be added to the cost of the expropriations, or municipal works, or other expenses to be paid out of the proceeds from the sale of such issue.

"Discount".

The word "discount" shall designate the difference between the sale price by the city of its evidences of indebtedness and their nominal value. The provisions of this article take effect as from the first of February, 1959."

1959/60,
c. 102,
a. 755,
replaced.

100. Article 755 of the said charter is replaced by the following:

"755. The evidences of indebtedness issued by the city for short or long term loans shall be signed by the mayor or by a person authorized in accordance with article 67, and by the director of finance. Signing of evidence of indebtedness.

The signature of the mayor or of the person authorized under article 67, as the case may be, may, upon authorization by the council on a report from the executive committee, be lithographed, printed or otherwise reproduced on such evidences of indebtedness. Signature lithographed, etc.

101. Article 756 of the said charter, amended by section 16 of chapter 90 and section 7 of chapter 92 of the statutes of 1968, is replaced by the following: 1959/60, c. 102, a. 756, replaced.

"756. Notwithstanding any other legislative provision, the city shall at its discretion determine the rates of interest, fixed or variable, on its loans. Rates of interest.

The council has and has always had the power to delegate to the executive committee, by by-law, the right to fix rates of interest on the loans authorized by the council, and the dates of maturity of such loans, the right to determine the other conditions of the evidences of indebtedness issued or to be issued, the right to designate any place inside or outside the country where a register may be kept for the registration or transfer of the securities above-mentioned and the persons authorized to keep the same, and the right to determine the conditions of issue and sale thereof, and the right to dispose of such securities. Delegation of powers.

102. Article 758 of the said charter is amended by replacing the word "obligatoire" in the sixth line of the first paragraph of the French text by the word "obligataire". 1959/60, c. 102, a. 758, am.

103. Article 759 of the said charter is replaced by the following: Id., a. 759, replaced.

"759. Article 750 applies to a loan effected in order to replace or renew a long term loan; however, the total term of such loans must not exceed fifty years. Provision applicable.

104. Article 760 of the said charter is replaced by the following: 1959/60, c. 102, a. 760, replaced.

"760. When the city purchases its own evidences of indebtedness bearing interest coupons to invest them in its sinking fund, it may cancel such securities and replace them by the issue of a single security, without coupons, registered in the name of the director of finance in trust for the purposes of the sinking fund. Cancellation of evidences of indebtedness.

1959/60,
c. 102,
a. 761,
replaced.

105. Article 761 of the said charter is replaced by the following:

Destruction
of evi-
dences of
indebted-
ness.

"761. The director of finance, with the approval of the executive committee, may destroy in the presence of the auditor any evidence of indebtedness redeemed or replaced by the city.

Report.

Such officers shall draw up an official report of their proceedings in which they shall describe such securities; they shall sign such report and deposit it in the office of the city notary who shall keep it in his minutes.

Repre-
sentation.

For these purposes, the director of finance and the auditor may, in writing, authorize persons to represent them."

1959/60,
c. 102,
a. 764,
replaced.

106. Article 764 of the said charter is replaced by the following:

Redemp-
tion before
maturity.

"764. The city, with the consent of the holders of evidences of indebtedness, or without that consent if the loan agreement contains a clause to that effect, may redeem before maturity or convert the whole or any portion of such evidences of indebtedness. For that purpose it may issue new evidences of indebtedness for a term not exceeding forty years from the date of issue. Such new evidences of indebtedness may be repayable in a single payment, in series or out of a sinking-fund."

1959/60,
c. 102,
a. 765,
replaced.

107. Article 765 of the said charter is replaced by the following:

Temporary
loans to
redeem.

"765. The city may effect temporary loans at such rate of interest as it may fix to redeem the evidences of indebtedness then outstanding. Such temporary loans shall be subject to all the provisions of the charter related thereto and the proceeds of these loans must be used to redeem the evidences of indebtedness then outstanding."

1959/60,
c. 102,
a. 766,
replaced.

108. Article 766 of the said charter is replaced by the following:

Value of
new titles.

"766. The new evidences of indebtedness issued in virtue of articles 764 and 765 shall be deemed to be issued in replacement or reimbursement of the evidences of indebtedness redeemed or converted and to form part of the original loan or indebtedness."

1959/60,
c. 102,
a. 767,
repealed.
Id., a. 773,
am.

109. Article 767 of the said charter is repealed.

110. Article 773 of the said charter is amended by replacing the word "assessor" in the second line by the words "city clerk".

111. Article 779 of the said charter, amended by section 32 of chapter 84 of the statutes of 1965 (1st session), is again amended by striking out the third paragraph. 1959/60, c. 102, a. 779, am.

112. Articles 780 to 787 of the said charter are repealed. Id., aa. 780-787, repealed.

113. Article 787a of the said charter, replaced by section 33 of chapter 84 of the statutes of 1965 (1st session) and amended by section 15 of chapter 76 of the statutes of 1972, is again replaced by the following: Id., a. 787a, replaced.

"787a. The council may, by by-law, on such conditions and in such sectors of the city as it shall determine, order that the city grant a subsidy for the restoration of any residential building deemed not in conformity with the standards of habitability prescribed by the municipal by-laws in force. Subsidy for restoration.

The amount of the said subsidy shall not exceed fifty per cent of the actual cost of the restoration work." Amount.

114. Article 787d of the said charter, enacted by section 33 of chapter 84 of the statutes of 1965 (1st session), is replaced by the following: 1959/60, c. 102, a. 787d, replaced.

"787d. The council may, by by-law, on such conditions and in such sectors of the city as it shall determine, order that the city grant a subsidy for the demolition and clearing of main residential buildings or accessory buildings deemed unfit for their destination. Subsidy for demolition and clearing.

The amount of such subsidy shall not, in any case, exceed the actual cost of the demolition and clearing work." Amount.

115. Article 796 of the said charter, replaced by section 36 of chapter 86 of the statutes of 1966/1967 and amended by section 38 of chapter 96 of the statutes of 1971, is again amended by replacing the first paragraph by the following: 1959/60, c. 102, a. 796, am.

"796. The director of finance shall add to the tax collection roll the name which had been omitted of any occupant of a place of business before the coming into force of the roll and that of any new occupant after the coming into force. The amount of the tax in both cases is proportionate to the period of occupancy during the fiscal year, as it appears on the certificate of the valuation commissioner. The same basis shall be used to determine the tax of the occupant of premises entered on the roll at the beginning of the fiscal year who leaves the premises before the coming into force, and the director of finance shall correct the tax collection roll according to the period of the occupancy, as indicated on the certificate of the valuation commissioner." Occupant of place of business whose name was omitted.

1959/60,
c. 102,
a. 797, am.

116. Article 797 of the said charter, amended by section 37 of chapter 86 of the statutes of 1966/1967 and by section 39 of chapter 96 of the statutes of 1971, is again amended by replacing the second paragraph by the following:

Refund or
credit.

"However, if he leaves premises after the coming into force of the roll and has not ceded his rights according to article 796, or is not in the case provided for in the first paragraph, he shall be entitled to a refund or credit from the date of leaving the premises assessed until the end of the current fiscal year. The director of finance shall determine the required changes in the collection roll of personal taxes in accordance with the certificate of the valuation commissioner."

1959/60,
c. 102,
a. 801, am.

117. Article 801 of the said charter, amended by section 36 of chapter 84 of the statutes of 1965 (1st session) and by section 8 of chapter 91 of the statutes of 1969, is again amended:

(a) by striking out the words "by the vote of two-thirds of the members present" in the second and third lines;

(b) by replacing paragraph 2 by the following:

Owners of
horses, etc.:

"2. The owners of horses and horse-drawn vehicles, for each horse and each vehicle, and the drivers of such vehicles;"

1959/60,
c. 102,
a. 803, am.

118. Article 803 of the said charter, amended by section 9 of chapter 91 of the statutes of 1969, is again amended:

(a) by striking out the words "by the vote of two-thirds of the members present" in the second and third lines;

(b) by striking out paragraph *a*;

(c) by replacing paragraph *w* by the following:

Parking
grounds.

"(w) The operation of parking grounds for motor vehicles."

1959/60,
c. 102,
a. 816,
replaced.

119. Article 816 of the said charter is replaced by the following:

Penalty for
offence.

"**816.** When a municipal by-law imposing a licence or permit provides for a fine or other penalty for infringement, the city may take penal proceedings and, in recovery of the tax being the object of the licence or permit, civil proceedings, even when the name of the defendant does not appear on any roll."

1959/60,
c. 102,
aa. 818, 819,
824, 825,
827-829,
831, 832,
835-839,
repealed.

120. Articles 818, 819, 824, 825, 827 to 829, 831, 832 and 835 to 839 of the said charter are repealed.

Id., a. 842,
am.

121. Article 842 of the said charter is amended by replacing the words "any tax imposed" in the first and second lines of the second paragraph by the words "the rent fixed".

122. Articles 843, 844, 845 and 848 of the said charter are repealed. 1959/60,
c. 102,
aa. 843-
845, 848,
repealed.

123. Article 849 of the said charter, replaced by section 40 of chapter 86 of the statutes of 1966/1967, is again replaced by the following: Id., a. 849,
replaced.

"849. Immediately upon the completion of the personal tax collection roll for the current fiscal year, the director of finance shall give public notice thereof according to Form 31; such roll shall then come into force without further formality and become binding on all the persons entered thereon."
Personal
tax collec-
tion roll
and notice.

124. Article 849a of the said charter is repealed. 1959/60,
c. 102,
a. 849a,
repealed.

125. Article 850 of the said charter, amended by section 34 of chapter 70 of the statutes of 1963 (1st session), by section 41 of chapter 86 of the statutes of 1966/1967 and by section 44 of chapter 96 of the statutes of 1971, is again amended by striking out the second, third, fourth and fifth paragraphs. Id., a. 850,
am.

126. Articles 851, 854, 854a and 856 to 876 of the said charter are repealed. Id., aa. 851,
854, 854a,
856-876,
repealed.

127. Article 881 of the said charter, replaced by section 72 of chapter 59 of the statutes of 1962, is amended by adding the following: "The place of business of the ratepayer bound to pay such taxes is that indicated in the roll." Id., a. 881,
am.

128. Article 882 of the said charter is amended by replacing the words "s'étendent" in the ninth line of the French text by the words "s'étend". Id., a. 882,
am.

129. Article 883 of the said charter is replaced by the following: Id., a. 883,
replaced.

"883. Failing payment when due of taxes payable by a ratepayer, the director of finance, after delivering or sending by registered mail a notice in accordance with Form 32, may, at the expiration of the delay mentioned in such notice, recover the amount thereof with interest and costs by means of a writ obtained from the Municipal Court and in accordance with Form 33, authorizing the seizure and sale of the moveable goods and effects subject to the privilege securing such taxes, with the exception of property declared unseizable by the Code of Civil Procedure."
Seizure and
sale in
default of
payment.

130. Article 896 of the said charter is replaced by the following: 1959/60,
c. 102,
a. 896,
replaced.

Amount
required
from
purchaser.

"896. At the adjudication of immoveables sold separately or in a block, the highest bidder shall pay to the officer conducting the sale, either in money or by certified cheque, an amount fixed by the sheriff, which must be equal to at least twenty-five per cent of the value entered on the assessment roll; if the amount of the adjudication represents less than twenty-five per cent of such value, the payment required must be equal to the amount of the adjudication.

Re-offer
for sale.

Failing the payment provided for in the first paragraph of this article, the officer shall cancel the adjudication and shall immediately re-offer the immovable for sale, on the same conditions; if the immovable is adjudged at a price less than that offered by the bidder in default, the latter shall be liable to payment of the difference.

Termina-
tion of sale.

The officer, after cancelling the adjudication, may terminate the sale and, in such case, the costs for new notices shall be at the expense of the bidder in default. Furthermore, the latter bidder shall remain accountable for the difference if the new adjudication is made at a price less than that offered by him at the preceding bidding.

Recourse
not denied.

It shall not be an effect of this article to deprive the city of any other recourse to which it may be entitled under the law."

1959/60,
c. 102,
a. 910,
replaced.

131. Article 910 of the said charter is replaced by the following:

Proceed-
ings
authorized.

"910. Notwithstanding any inconsistent legislative provision of any general law or special act, the director of finance may take before the court of primary jurisdiction, without any authorization, all proceedings he may deem expedient to collect the taxes and dues owed to the city.

Signing
of proce-
dural docu-
ments, etc.

For that purpose, he may sign any procedural document required and act before the Municipal Court in the name of the city except where the proceedings are contested."

1959/60,
c. 102,
a. 913,
repealed.

132. Article 913 of the said charter is repealed.

Id., a. 913a,
added.

133. The said charter is amended by adding, after article 913, the following article:

Retran-
scription
and keep-
ing of rolls.

"913a. The valuation roll and the roll of rental values prepared by the valuation commissioner in conformity with the Real Estate Assessment Act and the regulations thereunder may, for all legal purposes, be retranscribed and kept in any manner prescribed by resolution of the executive committee. The valuation

rolls and the local improvement rolls may be prepared and kept in the same manner.

Before coming into force, the resolution must be approved by the *Ministre des affaires municipales*.
Approval of resolution.

134. Article 955 of the said charter is amended by replacing the first, second, third, fourth, fifth and sixth lines by the following: 1959/60, c. 102, a. 955, am.

"955. The city may, even without previous application from the proprietors or other interested parties," Powers.

135. Article 958*a* of the said charter, enacted by section 48 of chapter 84 of the statutes of 1965 (1st session), is replaced by the following: 1959/60, c. 102, a. 958*a*, replaced.

"958*a*. Signs, billboards and similar objects existing at the time of the coming into force of by-law 5128 or of any other by-law relating thereto must conform to such by-laws within a delay of five years from their coming into force. Signs, etc., to conform with by-law 5128.

However, signs, billboards or other similar objects existing at the time of the coming into force of by-law 2889 which have not been made to conform to such by-law before 1 July 1977, must be made to conform to by-law 5128 or to any other by-law relating thereto within a delay of three years from their coming into force. Restriction.

Upon failure by the owner to make them so conform, the city may remove them after having served such owner notice of at last six months, subject to its right to remove them at any time when public safety so requires. Removal by city.

136. Article 964*b* of the said charter, enacted by section 70 of chapter 77 of the statutes of 1973, is amended by replacing the second paragraph by the following paragraphs: 1959/60, c. 102, a. 964*b*, am.

"The city may lease, administer and restore the buildings erected on the immoveables acquired under the first paragraph and erect new buildings for housing thereon. It may alienate them on the conditions it determines with the approval of the Commission municipale du Québec, provided the price of alienation is sufficient to cover all expenses for the immoveable concerned. Right to lease, etc., buildings.

The city may borrow the sums necessary and request the grants provided for by law for the purpose of exercising such powers and for the purposes of making a loan to the corporation formed under this article. Loans and grants.

Upon petition by the city, the Lieutenant-Governor may issue, on such conditions as are therein set out, letters patent under the Great Seal of the Province incorporating any person as a non-Petition for letters patent.

profit corporation for the purposes of acquiring buildings for the housing of persons or families other than those of low or moderate income as contemplated in section 55 of the Québec Housing Corporation Act (1966/1977, chapter 55), and of exercising the other powers granted to the city by this article.

Content of
petition.

The petition shall mention the name of the new corporation, the location of its head office, its powers, rights and privileges, the rules of exercise of its powers and the appointment of its members or sole member and of its directors. The name of such corporation shall indicate that it is a municipal housing corporation.

Notice.

Notice of the issuing of such letters patent shall be published in the *Gazette officielle du Québec*.

Powers.

A corporation so constituted shall have, among other powers, those of a corporation constituted by letters patent under the Great Seal of the Province and shall be an agent of the city, and is deemed a municipal corporation for the purposes of the Intergovernmental Affairs Department Act (1974, chapter 15)."

1959/60,
c. 102,
a. 968,
replaced.

137. Article 968 of the said charter, replaced by section 47 of chapter 96 of the statutes of 1971, is again replaced by the following:

Immove-
ables of the
city.

"968. Every immovable owned by the city shall be considered to belong to an individual for the purposes of drawing up an apportionment roll following expropriation, and the value of such immovable shall be determined in a certificate of the director of the real estate department."

1959/60,
c. 102,
a. 1012a,
added.

138. The said charter is amended by inserting, after article 1012, the following article:

Hypothec,
etc.,
cleared.

"1012a. Where the city carries out a transaction with a person whose immovable is, in part, subject to a decree of acquisition and the amount paid to that person does not exceed five hundred dollars, every hypothec, privilege and other charge encumbering that part of the immovable shall be cleared upon mere registration of the title of the city, and the registrar must cancel every hypothec, privilege and other charge on that immovable.

Servitude.

This article applies where a servitude is acquired."

1959/60,
c. 102,
a. 1015,
replaced.

139. Article 1015 of the said charter, replaced by section 71 of chapter 77 of the statutes of 1973, is again replaced by the following:

"1015. The city may apportion among the bordering proprietors the cost of construction or maintenance of the sidewalks it must construct or maintain.

Construction and maintenance of sidewalks.

Where the cost of construction or maintenance of sidewalks in any street, square or public place is charged to the bordering proprietors, it shall be apportioned proportionately to the number of feet of frontage of their respective immoveables, in accordance with the rate determined according to article 1015c.

Apportionment.

The city shall pay, according to article 693, that portion of the cost of construction of any sidewalk that cannot be charged to a bordering proprietor."

Cost for city.

140. Article 1015a of the said charter, enacted by section 28 of chapter 90 of the statutes of 1968, is replaced by the following:

1959/60, c. 102, a. 1015a, replaced.

"1015a. When a report of the director of the public works department establishes that a proprietor is already assessed for a sidewalk in proportion to the frontage of his immovable, the executive committee may order that the cost of the sidewalk at the rear of the same immovable be payable by the city in whole or in such proportion as the committee may determine, in accordance with article 693."

Proprietor already assessed in proportion to frontage of his building.

141. Articles 1015b and 1015c of the said charter, enacted by section 72 of chapter 77 of the statutes of 1973, are replaced by the following articles:

1959/60, c. 102, aa. 1015b, 1015c, replaced.

"1015b. The cost of construction and maintenance of a curb may be charged by a special assessment.

Cost of curbs.

"1015c. By a by-law adopted during the month of March each year on a report of the executive committee, and proportionately to the average cost computed in the manner indicated in article 1016, the council shall determine the uniform rate per square yard at which the cost of sidewalks is charged to bordering proprietors pursuant to article 1015.

Uniform rate for sidewalks.

The proportional cost charged to each bordering proprietor shall be the amount obtained by multiplying the uniform rate per square yard determined under this article by the area of the sidewalk, the latter being obtained by multiplying the number of feet of frontage of the land of each of the bordering proprietors, less the exemptions provided for in this charter, by the mean width of the sidewalk or section of sidewalk built.

Computing proportional cost.

That cost is payable cash or in ten annual instalments."

Payment.

1959/60,
c. 102,
a. 1016,
replaced.

142. Article 1016 of the said charter, replaced by section 73 of chapter 77 of the statutes of 1973, is again replaced by the following:

Information to
executive
committee:

"1016. Before 1 March each year, the director of the public works department shall submit the following information to the executive committee:

Cost of
sidewalks:

(1) the total cost of the sidewalks whose construction was temporarily approved within a period of three consecutive years ending on the preceding 31 December; that cost shall not include accessory expenses not directly related to sidewalks, such as the change of a water or gas main or any similar works;

Area;

(2) the area in square yards of the sidewalks;

Average
cost.

(3) the average cost per square yard obtained by dividing the total cost mentioned in paragraph 1 by the area established under paragraph 2."

1959/60,
c. 102,
a. 1017,
repealed.
Id., a. 1018,
replaced.

143. Article 1017 of the said charter is repealed.

144. Article 1018 of the said charter, replaced by section 74 of chapter 77 of the statutes of 1973, is again replaced by the following:

Price for
paving
deter-
mined.

"1018. The cost of laying paving on streets, private or public lanes and public places must be charged to the bordering proprietors proportionately to the number of frontage feet of their respective immoveables, at a uniform rate per square yard determined in the manner provided for in articles 1018a and following, and includes all expenses relating to paving, especially levelling, drains, man holes, curbs, relocation of poles, hydrants and other works, expenses for technical surveys and expenses for inspection and supervision; it also includes all general management expenses not exceeding ten per cent of the total of the expenses listed in this article.

Paving of
lanes.

In the case of the paving of a lane, the cost includes lighting and underground electrical conduits and all related works.

Assess-
ment and
payment.

Paving may be assessed only once among the bordering proprietors; the cost is payable cash or in twenty annual instalments.

Cost for
city.

The city shall pay, in accordance with article 693, the balance of the cost charged to bordering proprietors under this article."

145. Article 1018*a* of the said charter, enacted by section 1959/60, 74 of chapter 77 of the statutes of 1973, is amended by replacing ^{c. 102, a. 1018*a*, am.} the second paragraph by the following:

"The proportional cost charged to each bordering proprietor shall be the amount obtained by multiplying the uniform rate per square yard, determined under this article, by the area of the paving, being the product of the number of frontage feet of the land of each of the bordering proprietors, less the exemptions provided for in this charter, by one-half of the average width of the street, lane or public place or portion of a street, lane or public place on which the paving is done." ^{Computing proportional cost.}

146. Article 1018*b* of the said charter, enacted by section 1959/60, 74 of chapter 77 of the statutes of 1973, is replaced by the following: ^{c. 102, a. 1018*b*, replaced.}

"**1018*b*.** Before 1 March each year, the director of the public works department shall submit the following information to the ^{Information to executive committee:} executive committee:

(1) the total cost of the paving whose laying has been provisionally approved during a period of three consecutive years ^{Cost of paving;} ending on the preceding 31 December;

(2) the area in square yards of that paving; ^{Area;}

(3) the average cost per square yard obtained by dividing the total cost by the number of square yards." ^{Average cost.}

147. Article 1019 of the said charter, amended by section 1959/60, 31 of chapter 90 of the statutes of 1968, by section 15 of chapter ^{c. 102, a. 1019, am.} 91 of the statutes of 1969 and by section 75 of chapter 77 of the statutes of 1973, is again amended by striking out paragraphs *c* and *d*.

148. Article 1020 of the said charter, enacted by section ^{Id., a. 1020, replaced; a. 1021, added.} 76 of chapter 77 of the statutes of 1973, is replaced by the following articles:

"**1020.** Where a report of the director of the public works department establishes that a proprietor is assessed for paving proportionately to the frontage of his immovable, the executive committee may order that the cost of the paving at the rear of the same lot shall be payable by the city in whole or in such proportion ^{Proprietor already assessed in proportion to frontage of his building.} as the committee may determine, in accordance with article 693.

"**1021.** If the director of the public works department recommends the paving of a public or private lane and finds that such paving will be useful for the bordering proprietors of only one side of the lane, the council may exempt the bordering proprie- ^{Exemption from payment of cost of paving lane.}

tors of the other side from the whole or part of the apportionment of the cost.

Portion
fixed.

It shall then fix the portion of the total cost of the work which is payable by the city and the portion to be assumed by the bordering proprietors subject thereto."

1959/60,
c. 102,
a. 1025,
repealed.

149. Article 1025 of the said charter, replaced by section 79 of chapter 77 of the statutes of 1973, is repealed.

Id., a. 1026,
replaced.

150. Article 1026 of the said charter is replaced by the following:

Cost of
reconstruction
of sidewalk
added.

"1026. If the laying of paving calls for the total or partial reconstruction of a sidewalk, the cost of that reconstruction may be added to that of the paving provided that the sidewalk to be so reconstructed is in good condition and that the cost thereof has already been paid, by assessment or deposit, by the bordering proprietors, or that they are currently being assessed for it."

1959/60,
c. 102,
a. 1029,
repealed.

151. Article 1029 of the said charter, replaced by section 81 of chapter 77 of the statutes of 1973, is repealed.

Id., a. 1031,
replaced.

152. Article 1031 of the said charter, amended by section 52 of chapter 86 of the statutes of 1966/1967, is replaced by the following:

Petition.

"1031. Every person wishing a private lane or part of a private lane opened, widened, extended, diverted or paved, or lighting installed therein, must petition the executive committee through the director of the public works department.

Number of
signatures.

The petition must be signed by at least one-half in number of the bordering proprietors, representing at least one-half of the frontage of the lots bordering on the lane or part of a lane in question.

Resolution.

When a petition is presented in conformity with this article, the council, on referral from the executive committee, may by resolution order the execution of the works requested and, if required, order the acquisition, by agreement or expropriation, of the immoveables required for such purposes and apportion the cost thereof among the bordering proprietors.

Idem.

Every resolution for such purpose adopted by the council shall specify that the cost of the works, and of the acquisition of immoveables, if any, shall be borne by the bordering proprietors."

1959/60,
c. 102,
a. 1032,
replaced.

153. Article 1032 of the said charter is replaced by the following:

"1032. If the number of signatures specified by article 1031 cannot be obtained, the petition may nevertheless be presented to the council and the latter, if it considers it necessary and in the public interest, may order the carrying out of the works and the requested acquisition of immoveables, if any."

Number of
signatures
not suffi-
cient.

154. Article 1034 of the said charter is amended by striking out the second and third paragraphs.

1959/60,
c. 102,
a. 1034, am.

155. Article 1037 of the said charter is replaced by the following:

Id., a. 1037,
replaced.

"1037. Every proprietor whose land borders upon a private lane or part of a private lane and upon whom a tax is imposed for paving works on such lane, or for the opening, widening, extension or diversion of such lane, shall have *ipso facto* a right of way in common with the other proprietors and a right of view on such lane."

Right of
way.

156. Article 1042 of the said charter is amended by replacing the first paragraph by the following:

1959/60,
c. 102,
a. 1042, am.

"1042. The cost of an expropriation and of sidewalks, sewers or of other municipal works payable by the proprietors by means of a special real estate tax shall comprise the amounts spent by the city for such purposes and, subject to article 1043, the interest on such sums at the rate fixed annually by the council for each fiscal year, at the adoption of the budget, from the date on which they were paid to the date of the coming into force of the apportionment roll."

Cost of an
expropria-
tion, etc.

157. Article 1045 of the said charter, replaced by section 59 of chapter 96 of the statutes of 1971, is again replaced by the following:

1959/60,
c. 102,
a. 1045,
replaced.

"1045. The sums exigible from the proprietors to pay the cost of an expropriation or any paving, sewer, sidewalk or other local improvement shall be apportioned in the form of taxes by means of a roll prepared by the director of the department appointed by the executive committee.

Apportion-
ment of
sums
exigible.

Such apportionment shall be made among the bordering proprietors, in proportion to either the frontage or the depth, as the case may be, of their properties as shown on the assessment roll, or according to the value of the land in the case of expropriation, when the city has so decided under article 969.

How made.

In the case of an immoveable held under joint ownership, the apportionment shall be made by calculating the overall amount

Immove-
able owned
jointly.

to be paid as if the immoveable belonged to one proprietor only, and then apportioning such amount between each of the co-proprietors on the basis of the interest of each as it appears on the real estate tax roll."

1959/60,
c. 102,
a. 1047, am.

158. Article 1047 of the said charter, amended by section 59 of chapter 97 of the statutes 1960/1961, by section 109 of chapter 59 of the statutes of 1962, by section 55 of chapter 84 of the statutes of 1965 (1st session), by section 40 of chapter 90 of the statutes of 1968 and by section 60 of chapter 96 of the statutes of 1971, is again amended:

(a) by replacing paragraph 1 by the following:

Preparation
of
apportion-
ment roll.

"1047. 1. Notwithstanding any legislative provision inconsistent with this article, when the council has decided to take prior possession of immoveables, parts of immoveables or servitudes the expropriation of which it has ordered, the apportionment roll provided for in article 1045 of the charter shall be prepared by the director of the department designated by the executive committee, as soon as the city has deposited in the Montreal registry office the documents provided for in article 985 of the charter.";

(b) by replacing paragraph 6 by the following:

Alteration
in margin.

"6. Every alteration to the roll shall be made by the director of the department designated by the executive committee, in the margin of the original roll. Each change must be initialled and a certificate bearing the signature of the competent official certifying such change must be affixed to each roll so altered.";

(c) by replacing paragraph 8 by the following:

Coming
into force.

"8. The alterations made in a roll shall come into force on the first of October following the date on which such alterations were made by the director of the department designated by the executive committee, after having complied with all the provisions of articles 1045 and 1048 relating to the preparation and coming into force of the roll."

1959/60,
c. 102,
a. 1048, am.

159. Article 1048 of the said charter is amended:

(a) by replacing the first paragraph by the following:

Hearing of
objections.

"1048. The director of the department designated by the executive committee shall fix the day when the ratepayers liable for the payment of such taxes may submit their objections, before the roll is completed and put in force.";

(b) by replacing the fourth paragraph by the following:

Decision.

"The director of the department designated by the executive committee shall hear and determine summarily and without

appeal the objections made by the ratepayers and then sign the roll which shall thereupon be deemed to be in force. The taxes appearing thereon shall be payable on the first of October following the date of such signature."

160. Article 1049 of the said charter is replaced by the following:

1959/60,
c. 102,
a. 1049,
replaced.

"1049. The executive committee may, by resolution, enact that a real estate tax, even already imposed, to pay the cost of an expropriation, may be paid by annual instalments covering a period not exceeding forty years, with interest equally apportioned on each instalment, on the whole unpaid balance at the rate fixed by the council for each fiscal year, at the adoption of the budget; and, in such case, the privileges and hypothecary rights of the city shall continue to exist on every immoveable liable for the payment of such tax, until the latter is paid in full."

Annual
instal-
ments.

161. Article 1051 of the said charter is replaced by the following:

1959/60,
c. 102,
a. 1051,
replaced.

"1051. The executive committee may likewise, by resolution, enact that any real estate tax levied to pay the cost of construction of sidewalks, pavings or sewers may be paid by annual instalments covering a period not exceeding twenty years, with interest, equally apportioned on each instalment, on any unpaid balance, at the rate fixed annually by the council for each fiscal year, at the adoption of the budget; and in such case the privileges and hypothecary rights of the city shall continue to exist on every immoveable liable for the payment of such tax until the latter is paid in full."

Payment
by instal-
ments.

162. Article 1057 of the said charter is replaced by the following:

1959/60,
c. 102,
a. 1057,
replaced.

"1057. When the cost of permanent works is charged partly to the bordering proprietors and partly to the city, the latter part shall be paid in accordance with article 693."

Cost
shared.

163. Article 1058 of the said charter is amended by replacing the first paragraph by the following:

1959/60,
c. 102,
a. 1058, am.

"1058. Notwithstanding any provision inconsistent herewith, the city is authorized to enact, on a report from the executive committee adopted by the council, that any apportionment roll of the cost of permanent works performed on a street or part of a street bordering on unsubdivided lots shall not be in force until

Roll in
force ten
years after
homolo-
gation.

ten years after the date of its homologation and that in the interval the interest shall be assumed by the city."

1959/60,
c. 102,
a. 1060,
replaced.

164. Article 1060 of the said charter is replaced by the following:

New roll
in case of
annulment.

"1060. In the event of the annulment by competent authority of a special apportionment roll, the director of the department who prepared it must draw up a new roll for the same purposes, in the manner prescribed by articles 1045 and 1048; such new roll shall come into force and be binding as soon as the revision thereof is terminated and it is signed in conformity with article 1048."

1959/60,
c. 102,
a. 1066,
repealed.

165. Article 1066 of the said charter, replaced by section 41 of chapter 90 of the statutes of 1968, is repealed.

Id., a. 1075,
am.

166. Article 1075 of the said charter is amended by replacing the word "repairing" in the third line of the first paragraph by the word "maintenance".

Id., a. 1126,
replaced.

167. Article 1126 of the said charter, replaced by section 72 of chapter 96 of the statutes of 1971, is again replaced by the following:

Issue of
summon-
ses, etc.

"1126. The summonses, orders to appear, warrants for imprisonment and writs of execution issued in the name of Her Majesty, her heirs or her successors shall bear the signature of the judge or of the clerk. Such signature may be affixed by any method approved by a by-law of the council.

Warrants
of arrest.

Warrants of arrest shall bear the signature of the judge."

1959/60,
c. 102,
a. 1130,
replaced.

168. Article 1130 of the said charter is replaced by the following:

Person
arrested
without a
warrant.

"1130. Any peace officer arresting a person without a warrant for an infringement of a law of the province or any by-law or any officer in charge of the police station to which that person has been brought shall, as soon as it is physically possible, free that person on his mere promise or undertaking to appear before the Municipal Court, with or without surety or deposit, according to the gravity of the offence.

Under-
taking not
kept.

If that person does not keep his undertaking, the surety shall be forfeited and the deposit confiscated for the benefit of the city, and the judge may order his arrest."

169. Article 1139 of the said charter, replaced by section 88 of chapter 77 of the statutes of 1973, is amended by replacing the first three lines of paragraph 1 by the following: 1959/60, c. 102, a. 1139, am.

"1139. (1) In the case of violation of any by-law of the city relating to traffic, public safety or the use of a motor vehicle or of any accessory to such a vehicle:" Violation of traffic, etc., by-laws.

170. Article 1140 of the said charter, replaced by section 75 of chapter 96 of the statutes of 1971 and amended by section 20 of chapter 76 of the statutes of 1972, is again replaced by the following: 1959/60, c. 102, a. 1140, replaced.

"1140. Any person to whom an infraction notice or ticket, a notice of summons or a summons has been sent or served for a violation of any act or by-law relating to traffic, public safety or the use of a motor vehicle or of any accessory to such a vehicle, may free himself of any penalty relating to such violation by paying as a fine and as costs, at the place and within the delay determined by the executive committee, the amount fixed by the council and shown on the document delivered to him. However, such payment shall cover only a first violation within a period of twelve months, except in cases relating to parking. Payment to avoid penalty.

If the amount indicated on the infraction ticket is not paid within the prescribed delay, the city may send by mail to the address given by the offender when the violation was committed, or to the address given by him to the Bureau des véhicules automobiles, a preliminary notice of proceedings which shall enable him to free himself through payment, within the prescribed delay, of the amount of the fine and a sum of two dollars, or of such other amount as the council may determine, for costs. Preliminary notice.

After the payment referred to in the first or second paragraph, the offender shall be regarded as having been convicted of the violation. Offender deemed guilty.

With respect to the issue of a writ of summons for a violation of any act or by-law relating to traffic, public safety or the use of a motor vehicle or of any accessory to such a vehicle, the filing of a complaint is not required and the writ may be issued on information supplied in the manner determined by the chief attorney and approved by the executive committee. Filing of complaint not required.

If the offender who has received a notice of summons or a summons does not avail himself of the provisions governing full payment, proceedings shall be continued and he shall appear in court on the date mentioned. If he does not appear, the judge or the clerk under the authority of the chief judge may condemn him for the violation described in the summons or in the notice Non-payment.

of summons and it shall not be necessary to prove the violation or the officer's signature or his appointment.

Second
violation.

In the case of a second violation, the payment of a notice of summons or a summons bearing the name of the same offender and the same vehicle licence number shall constitute *prima facie* evidence of the previous condemnation of the offender without its being necessary to prove his identity.

Allegations
prohibited.

The offender being prosecuted by way of summons cannot in any case allege that he did not receive an infraction ticket or a preliminary notice of proceedings.

1959/60,
c. 102,
a. 1140b,
am.

171. Article 1140b of the said charter, enacted by section 76 of chapter 96 of the statutes of 1971 and replaced by section 89 of chapter 77 of the statutes of 1973, is amended by replacing the third paragraph by the following:

Force and
effect.

"Such ticket or notice of summons otherwise has the same force and effect and must be treated in the same manner as the ticket or notice of summons provided for in the case of a violation of any by-law of the city relating to traffic, public safety or the use of a motor vehicle or of any accessory to such a vehicle."

1959/60,
c. 102,
a. 1150,
replaced.

172. Article 1150 of the said charter, replaced by section 21 of chapter 76 of the statutes of 1972, is again replaced by the following:

Prosecu-
tions.

"1150. Any sole or joint owner, occupant or usufructuary of an immoveable may be sued before the Municipal Court for a violation of a city by-law applicable to such immoveable, as may those who have the administration of such immoveable as manager, trustee or otherwise as well as the agent of one or more of them.

Idem.

Every lessee may also be sued before the municipal court for a violation of a by-law respecting the derogatory use by him of the immoveable or part of an immoveable which he occupies.

Idem.

Each of such persons may be sued alone or jointly with another.

Proof by
testimony.

Proof may be made by testimony to establish the relation of such persons to each other or the relation of one or each of them to such property."

1959/60,
c. 102,
a. 1162, am.

173. Article 1162 of the said charter, replaced by section 22 of chapter 76 of the statutes of 1972 and amended by section 91 of chapter 77 of the statutes of 1973, is again amended:

(a) by striking out the words "vote of two-thirds of the members of the" in the second and third lines of the second paragraph and the word "present" in the fourth line of the same paragraph;

(b) by striking out the words "Montreal Urban Community" in the eighth and ninth lines of the third paragraph.

174. The said charter is amended by inserting, after article 1162, the following article:

1959/60,
c. 102,
a. 1162a,
added.

"1162a. In addition to his powers under article 1162, the Chief Judge of the Municipal Court may, on the substantiated motion of the director of the police department, Additional powers.

(1) cancel the uncollected portion of the fine and costs incurred for its recovery and annul the warrant for imprisonment issued therefor when it proves impossible or useless to proceed;

(2) annul any warrant for imprisonment issued by the clerk or a municipal judge, in connection with a violation of a municipal by-law or a law of the province of Québec, when it has been impossible to execute the warrant within five years after the date on which it was issued."

175. Article 1172 of the said charter, amended by section 19 of chapter 71 of the statutes of 1964, is replaced by the following:

1959/60,
c. 102,
a. 1172,
replaced.

"1172. The clerk, the director of finance and the director of the public works department may sign, by means of a stamp bearing a facsimile of their signature previously approved by the executive committee and used exclusively for that purpose, the certificates, notices and other documents issued or signed pursuant to any provision of this charter or a by-law. Facsimile.

The signature so stamped shall be as valid as a hand-written signature." Validity.

176. Article 1175 of the said charter is replaced by the following:

1959/60,
c. 102,
a. 1175,
replaced.

"1175. The executive committee may, by resolution, delegate a functionary of the city to make the declaration of the city before the court, when summoned before it as garnishee, and to deposit there the moneys the city owes the debtor under an order of the court." Delegate of executive committee.

177. Article 1176 of the said charter, replaced by section 78 of chapter 96 of the statutes of 1971, is again replaced by the following:

1959/60,
c. 102,
a. 1176,
replaced.

"1176. The executive committee may, after the publication of a notice to that effect, sell by auction or public tender: Sale of unclaimed articles.

(a) effects confiscated by the court;

(b) effects left by a deceased person when the city has assumed the costs of the burial;

(c) effects entrusted to the city's care, abandoned or found, and remaining unclaimed after a delay of sixty days, except that in the case of motor vehicles manufactured more than seven years before, such delay shall be only thirty days; such thirty-day delay shall be reduced to twenty-four hours in the case of a vehicle which is motorless or in such a state that it can only be scrapped.

Responsi-
bility.

In such cases the city shall be responsible to the owner only for the proceeds of the sale, after deducting the costs of storage and sale."

1959/60,
c. 102,
Form 33,
replaced.

178. Form 33 of the said charter is replaced by the following:

"33.— (*Article 883*)

Warrant of seizure for taxes

| | | |
|---------------------|---|--|
| Province of Québec, | } | In the Municipal Court of the City of Montreal. |
| City of Montreal. | | |

ELIZABETH II, By the grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

| | | | |
|----------------|--|--|--|
| Debt | | | |
| Interest | | | |
| Costs | | | |
| Warrant | | | |
| \$ | | | |

To any bailiff of the
municipal court of
the City of Montreal.

Whereas(*name and designation of debtor*) has been required by the director of finance of the city to pay into his hands, for and on behalf of the city, the sum of, being the amount due by him to the city, as appears by the collection roll of real estate taxes for the year one thousand nine hundred(*in the case of another roll the form shall be varied accordingly*), and whereas the saidhas neglected and refused to pay to the director of finance of the city, within the period prescribed by law, the said sum of; you are, therefore,

hereby commanded to make distress forthwith of the moveable goods and effects subject to the privilege securing such taxes of the said; and if the aforesaid sum is not paid, with the legal costs of the seizure, within eight days after the making of such distress, you shall, on such day as shall be indicated to you by the said director of finance, sell the goods and chattels so detained by you and pay to him the money arising from such sale, that he may apply it as directed by law, and may render the surplus, if any, on demand, to the said or to his representatives; and if no such distress can be found, you shall certify that fact to me, so that appropriate legal proceedings may be taken."

Given under the hand of the clerk of the Municipal Court, at Montreal, this day of 19

(Signature of Clerk of the Court)
Clerk of the Municipal Court."

179. (1) Each of the cities of Westmount, Côte Saint-Luc and Outremont is authorized to transact with the city the suits between each of them and the city respecting the price of the water supply in its territory since the fiscal year 1971/1972 of the city and, consequently, either to receive the payment, into its general fund, of the sums appropriated by the city by reason of the transaction provided for in this subsection, to keep such amounts or to dispose thereof in accordance with the law notwithstanding the source of the sums so appropriated and paid, and give good and valid discharge therefor, or, if necessary, to use the whole of such amounts to pay the price of the water supply in its territory since the said fiscal year. Transaction of suits authorized.

(2) Every deed made under subsection 1 may be authorized, for the city, by resolution of its executive committee, and for each of the cities of Westmount, Côte Saint-Luc and Outremont, by a resolution of its council. Every such resolution requires no further approval to come into force. Deeds authorized by resolution.

(3) Notwithstanding article 725 of the charter and by-laws Nos 4591, 4761, 4875 and 4964, the city is dispensed from collecting the water rate in the territory of the cities of Westmount and Côte-Saint-Luc for the fiscal years 1973/1974 to 1976/1977 inclusive and, in the territory of the city of Outremont, for the fiscal year 1973/1974. Exemption.

The water rate in the territory of the city of Outremont is fixed at 1.823% of the rental value for the fiscal year 1974/1975 and at 1.842% for the fiscal year 1975/1976. Water rate.

180. Notwithstanding its by-laws Nos 4761 and 4875, the city is authorized to collect the water rate in the municipality of Authorization to collect water rate.

Ville Saint-Pierre at 2.2338% of the rental value for the fiscal year 1974/1975 and at 2.424% for the fiscal year 1975/1976.

Interpre-
tation. **181.** The said charter is amended by replacing the word "cité" in the French version, wherever it means the City of Montreal, by the word "ville".

Idem. **182.** The said charter is amended by replacing the word "assessor", wherever it appears, by the words "valuation commissioner".

Idem. **183.** The said charter is amended by replacing the words "health department", wherever they appear, by the words "social affairs department".

Idem. **184.** The said charter is amended by replacing the words "acting chairman of the executive committee" wherever they appear by the words "vice-chairman of the executive committee".

Effective
date. **185.** Sections 4 and 7 of this act and the first paragraph of article 85 of the said charter, replaced by section 10, take effect as from 1 July 1977.

Idem. Section 5 applies only to the person who held the office of mayor of the City of Montreal on 1 January 1975.

Provisions
applicable. The second, third, fourth, fifth and sixth paragraphs of article 85 of the said charter, replaced by section 10, apply only to the person who held the office of chairman of the executive committee of the City of Montreal on 1 January 1975.

Idem. Subsection 4 of article 733 of the said charter, replaced by section 90, applies in respect of the fiscal year 1978/1979 of the city and the subsequent fiscal years.

Effective
date. Article 34 takes effect as from 1 May 1976.

Coming
into force. **186.** This act shall come into force on the day of its sanction.